

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL

PROGRAMME 178

RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT

DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES



PROGRAMME 178
Préparation et emploi des forces

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Général d'armée Thierry Burkhard

Chef d'état-major des armées

Responsable du programme n° 178 : Préparation et emploi des forces

Le programme 178 « Préparation et emploi des forces » vise à satisfaire les exigences d'emploi et de préparation des forces définies par les contrats opérationnels, en cohérence avec les objectifs fixés par la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025. Il constitue en ce sens l'aboutissement et le cœur de la mission « Défense ». Organisé de façon à pouvoir assurer simultanément la conduite des opérations et la préparation des forces dans un cadre organique cohérent, le programme 178 est placé sous la responsabilité du chef d'état-major des armées (CEMA) au titre de ses attributions en matière de commandement des opérations militaires, de préparation opérationnelle des armées, de soutien et de définition et de cohérence capacitaire du format d'ensemble.

L'année 2022, quatrième année de la LPM, a été une année de bascule. En actant le retour d'une guerre de haute intensité sur le sol européen, le 24 février 2022 a constitué une rupture importante de l'ordre mondial, avec des conséquences significatives dont toutes ne sont d'ailleurs pas encore perceptibles avec certitude. Dans le cadre global du soutien de la France à l'Ukraine, les armées ont connu en 2022 une année intense d'engagements opérationnels sur le flanc Est de l'Europe, tout en poursuivant leurs missions dans le reste du monde et sur le territoire national. L'année 2022 a par ailleurs confirmé le besoin de poursuivre les efforts engagés afin de faire face aux défis historiques d'un monde où la compétition, la contestation et la confrontation s'imposent comme grille de lecture d'une nouvelle conflictualité et de nouveaux rapports de force, dans un contexte stratégique de plus en plus incertain et dans un monde de plus en plus dangereux.

Une année intense d'engagements opérationnels, marquée par le déclenchement de la guerre en Ukraine

Dès le début de la guerre en Ukraine, les armées françaises ont renforcé leurs engagements opérationnels sur le flanc Est de l'Europe au sein de plusieurs dispositifs. C'est notamment le cas de l'opération Aigle en Roumanie, où les troupes ont été déployées moins d'une semaine après le 24 février 2022. Ce déploiement rapide, accompagné de patrouilles de Rafale au-dessus de la Pologne, déployées dès le déclenchement du conflit depuis la France, a donné un véritable signal de crédibilité de la France à ses alliés. Sur mer, le groupe aéronaval qui menait des opérations en Méditerranée orientale dans le cadre de la mission Clémenceau 22 en partenariat avec un groupe aéronaval américain a été réorienté pour assurer des missions d'alerte avancée, de surveillance et de défense aérienne au-dessus des pays du flanc Est de l'OTAN. En parallèle, les armées ont poursuivi leurs engagements dans des missions de réassurance de l'OTAN, en Estonie et en Lituanie, ainsi que dans des missions de police du ciel au-dessus des pays baltes et de la Pologne.

L'année 2022 a également été celle d'une réorganisation importante du dispositif militaire français en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Sur ordre du Président de la République, les troupes françaises se sont redéployées hors du Mali, véritable tour de force logistique dans un contexte de menace sécuritaire extrême. L'accompagnement et l'appui aux forces armées des pays du Sahel se sont poursuivis comme dans le golfe de Guinée en fonction des besoins qu'ils expriment, afin de lutter contre la menace terroriste mais également pour protéger les ressources halieutiques et lutter contre la piraterie.

En Méditerranée orientale, au Proche et au Moyen-Orient, les armées ont poursuivi leurs opérations de lutte contre *Daech* en Irak, au sein de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et en appui direct aux Forces armées libanaises dont l'action est essentielle pour assurer la stabilité du pays.

En océan Indien, le porte-avions Charles de Gaulle et son groupe aéronaval ont été déployés dans le cadre de la mission Antares, pour resserrer les liens avec nos partenaires stratégiques en Indopacifique.

Sur fond d'enjeux climatiques croissants pour tous les petits pays du Pacifique Sud, les armées françaises ont été présentes dans la région, grâce à la complémentarité des forces de souveraineté et des moyens projetés. A titre d'exemple, en septembre 2022, un dispositif aérien d'envergure de sept appareils (chasseurs, ravitailleurs et avions de transports) a été déployé en Nouvelle-Calédonie, en moins de soixante-douze heures. Enfin, les armées françaises ont poursuivi, en 2022, leur contribution à la protection des Français sur le territoire national. Outre le dispositif Sentinelle, les armées ont contribué aux opérations Harpie de lutte contre l'orpaillage clandestin et Titan de protection du centre spatial guyanais lors des lancements de fusées, et ont été engagées durant l'été 2022 dans 23 départements au titre de l'opération Héphaïstos de lutte contre les feux de forêt, qui a d'ailleurs été renforcée devant l'ampleur des incendies dans des zones initialement non couvertes par cette opération comme en Gironde ou en Bretagne.

Une année d'accélération des efforts pour adapter les armées à un monde de plus en plus dangereux

L'année 2022 a confirmé le constat d'un durcissement de la compétition stratégique. La dynamique compétitive très offensive de la part de certains acteurs s'observe notamment par des postures d'intimidation ou des stratégies agressives, mêlant modes d'actions militaires et non militaires, manipulation de l'information, voire menace nucléaire à fins d'intimidation. Comme l'a souligné la Revue nationale stratégique de 2022, ce constat impose d'accélérer les efforts pour moderniser notre outil de défense, renforcer nos forces morales, notre résilience et nos alliances.

Pour les armées, le premier impératif en 2022 a été de renforcer le cœur de souveraineté de la Nation. Cet objectif s'est d'abord traduit d'abord par une force de dissuasion crédible et suffisante. Les armées ont également renforcé leurs capacités autonomes d'appréciation et de compréhension les plus complètes possibles pour appuyer les décisions politiques et militaires. L'année 2022 a également été l'occasion de renforcer les capacités de commandement pour planifier, conduire et contrôler des opérations multi-milieux et multi-champs en autonomie et en coalition. Les armées ont enfin poursuivi leur contribution à la résilience de la Nation, depuis le renforcement de la cohésion nationale jusqu'aux postures de protection globale sur terre, en mer, dans les airs, dans l'espace et dans les champs immatériels.

Le deuxième impératif a consisté à renforcer la crédibilité des armées. Il s'agit d'être capable de peser, de mobiliser, d'accompagner ou d'entraîner nos partenaires, de mener une coalition, de concevoir et de réaliser une manœuvre intégrée crédible face à un adversaire dans un affrontement potentiellement de haute intensité, au sein duquel les actions dans le champ informationnel doivent accompagner les actions dans le champ cinétique, pour produire les effets voulus. Cette crédibilité repose également sur la préservation d'équilibres entre les équipements, le soutien et l'activité, afin de disposer d'un modèle d'armée cohérent, dans sa conception comme dans son emploi.

Enfin, le troisième impératif est de s'adapter aux mutations, afin de garder l'initiative. Cette agilité repose ainsi sur l'appropriation des nouvelles technologies – intelligence artificielle, drones et cyber, etc. – et leur intégration dans les modes d'actions des armées. Il s'agit ensuite de poursuivre les efforts dans les espaces communs, et donc contestés, que sont l'espace, les grands fonds marins ou le cyberspace, en développant de nouvelles capacités et en tirant profit de nouvelles opportunités. Il s'agit enfin d'investir résolument le champ de l'influence, devenu capital et érigé en nouvelle fonction stratégique.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation

INDICATEUR 1.1 : Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation

OBJECTIF 2 : Assurer la fonction stratégique de prévention

INDICATEUR 2.1 : Efficacité du pré-positionnement des forces

OBJECTIF 3 : Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)

INDICATEUR 3.1 : Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection

OBJECTIF 4 : Assurer la fonction stratégique intervention

INDICATEUR 4.1 : Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France

INDICATEUR 4.2 : Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

OBJECTIF 5 : Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues

INDICATEUR 5.1 : Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement

INDICATEUR 5.2 : Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

OBJECTIF 6 : Renforcer l'efficacité du soutien

INDICATEUR 6.1 : Coût de la fonction « restauration-hébergement »

INDICATEUR 6.2 : Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu

INDICATEUR 6.3 : Améliorer le soutien du combattant

INDICATEUR 6.4 : Efficacité bureautique

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation

INDICATEUR

1.1 – Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Capacité d'anticipation opérationnelle | % | 85 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire | % | 86,9 | 88,5 | 90 | 84,8 | 90 |

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Le sous-indicateur 1.1.1 « capacité d'anticipation opérationnelle » permet d'apprécier la bonne anticipation et la qualité de la veille stratégique. Le second sous-indicateur 1.1.2 mesure la capacité de la direction du renseignement militaire (DRM) à satisfaire ses commanditaires en termes de délais et de qualité.

Mode de calcul :

L'indicateur comporte deux sous-indicateurs :

- le premier compare le nombre de crises dont l'analyse a permis une réaction adaptée et en temps utile de nos forces par rapport à l'ensemble des crises impliquant les intérêts de la France. L'unité de mesure de la cible est un pourcentage : nombre de crises anticipées et analysées convenablement et dans les délais, rapportées au nombre de crises sur une période de deux ans ;
- le second mesure le taux de satisfaction des besoins de renseignement d'intérêt militaire en termes de réactivité (nombre de demandes satisfaites dans les délais sur le nombre total des demandes) et de qualité (une à deux enquêtes par an). La valeur de l'indicateur est la plus faible des deux.

Source des données : état-major des armées - centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) pour la « capacité d'anticipation opérationnelle » et la DRM pour la « satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire ».

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sous-indicateur 1.1.1 « Capacité d'anticipation opérationnelle »

La capacité d'anticipation opérationnelle a été maintenue à un niveau quasi-constant. Grâce à une méthodologie robuste, les tendances de fond sont analysées et prises en compte par les travaux du cycle du groupe d'anticipation stratégique, et en conséquence veillées et suivies par le Centre de planification et de conduite des opérations(CPCO).

Celui-ci s'appuie également sur les échanges réguliers qu'il entretient avec les autres entités aux niveaux ministériel et interministériel - direction du renseignement militaire (DRM), direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), MEAE/Direction de l'Afrique et de l'Océan Indien (DAOI), centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) - ainsi qu'avec les instituts de recherche.

En outre, la révision régulière des stratégies militaires opérationnelles par zone permet, à intervalles rapprochées, une revue des grands facteurs régionaux d'instabilité et de nos intérêts, augmentant encore notre appréciation globale de la situation, et autorisant ainsi une meilleure anticipation des aléas.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

Toutes les crises ayant trait aux intérêts français font l'objet d'une vigilance accrue. Les risques d'extension de la menace terroriste font également l'objet d'analyses approfondies permettant de définir des mesures préventives, dans une approche interministérielle et interalliée. En dehors des zones de crises dans lesquelles les armées françaises sont directement impliquées, un travail d'anticipation formel est conduit pour préparer des options stratégiques en cas de dégradation sécuritaire, en particulier en Afrique centrale et occidentale.

De manière générale, nos armées sont confrontées à un certain nombre d'événements imprévus avec leurs crises associées. Cette tendance est notamment marquée par des compétiteurs s'engageant dans une guerre « hybride » et menant des actions sous le seuil et désormais dans l'usage désinhibé de la force. L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 avait ainsi fait l'objet d'une veille toute particulière et de travaux d'anticipation qui ont permis le déploiement rapide de forces dans le cadre du dispositif de dissuasion et de défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Les crises inopinées ayant un impact sur les opérations ou sur la France à l'étranger font l'objet de travaux « d'anticipation réactive » dès les premiers signes de dégradation et, outre le suivi de la crise, sont susceptibles de conduire au renforcement de la posture de nos forces déployées ou pré-positionnées.

Par ailleurs, les événements météorologiques de toutes natures sont suivis de façon permanente sur l'ensemble du territoire national et des théâtres d'opérations. Dans le même esprit, les principaux événements de nature géopolitique sont suivis avec un horizon trimestriel afin d'anticiper et d'orienter les travaux à venir.

Sous-indicateur 1.1.2 « Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire »

Dans le contexte exigeant de la guerre en Ukraine, la baisse du taux de réactivité de la DRM s'explique par la hausse de la part de la production d'initiative au détriment de certaines commandes, jugées alors moins urgentes. La DRM s'est adaptée à la crise en écartant les sujets jugés secondaires à l'aune du retour de la haute intensité sur le continent européen. En conséquence, une part de commandes plus importante que les années précédentes n'a pas été satisfaite dans les délais impartis. En 2022, la DRM a été orientée vers l'appui aux opérations et l'appréciation de situation, au détriment du renseignement de l'évaluation de la menace, de la situation sécuritaire et de l'état des forces à moyen terme dans d'autres zones. Enfin, de manière complémentaire et en lien avec la crise ukrainienne, un effort d'anticipation a été réalisé à partir de septembre avec la création d'une section dédiée au sein de la division stratégie. La réorganisation du service a sensiblement engendré une hausse quantitative et qualitative du service rendu.

OBJECTIF

2 – Assurer la fonction stratégique de prévention

INDICATEUR

2.1 – Efficacité du pré-positionnement des forces

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours | % | 91 | 88 | 90 | 90 | 90 |
| Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces pré-positionnées | % | 91 | 82,5 | 96 | 74,1 | 100 |

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Le sous-indicateur 2.1.1 mesure l'efficacité des forces pré-positionnées. Celles-ci comprennent des forces de souveraineté, déployées dans les départements et collectivités d'outre-mer, et des forces de présence, déployées au titre des accords de défense, renforcées par les forces maritimes déployées préventivement. Elles doivent représenter au moins 50 % du volume projeté dans la zone de crise, dans un délai inférieur à cinq jours.

Le sous-indicateur 2.1.2 mesure la réalisation des tâches de formation au profit des forces armées étrangères notamment pour les contingents de maintien de la paix, programmées soit dans le cadre des accords bilatéraux, soit dans le cadre de protocoles ONU.

Mode de calcul :

Sous-indicateur 2.1.1 : ratio, sur les trois dernières années, entre l'effectif pré-positionné déployé dans les opérations extérieures au cours des cinq premiers jours de l'opération et les effectifs totaux déployés.

Sous-indicateur 2.1.2 : effectif des forces étrangères réellement formé par rapport à l'effectif prévu.

Source des données :

Les données proviennent de l'état-major des armées (CPCO et division emploi des forces) et des Forces prépositionnées.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sous-indicateur 2.1.1 « Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours »

Le taux d'engagement pour l'année 2022 a atteint 90 %, conformément à la cible.

Sous-indicateur 2.1.2 « Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces prépositionnées »

La fin des restrictions aux déplacements imposées par la pandémie de COVID laissait initialement présager un dépassement possible de l'objectif de 30 000 militaires étrangers formés par nos forces prépositionnées en 2022. Pourtant les résultats observés n'atteignent que 74,10 % de cet objectif.

Plusieurs facteurs expliquent ce résultat :

- l'année 2022 a connu une forte recomposition de notre dispositif en Afrique de l'Ouest avec notamment la fin de l'opération Barkhane et notre départ du Mali. Une des conséquences fut aussi le ralentissement de notre coopération avec ces pays et même l'arrêt de la coopération avec le Mali ;
- les crises successives, dont le dernier coup d'État à Ouagadougou, durant lesquelles nos aéronefs de transport mis en alerte n'étaient plus disponibles pour la coopération, ont conduit à annuler plusieurs détachements d'instructions opérationnels (DIO) ;
- certaines activités ont par ailleurs été annulées au dernier moment par le partenaire, pour des questions de politique intérieure ;
- enfin, le choix de privilégier la montée en gamme des formations dispensées, notamment pour répondre aux besoins croissants des partenaires en formations de leurs formateurs, a conduit à allonger la durée des DIO, privilégiant la qualité à la quantité.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF**3 – Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)****INDICATEUR****3.1 – Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de terre | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Niveau de réalisation des contrats pour la marine | % | 85 | 86 | 89 | 89 | 92 |
| Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de l'air | % | 95 | 95 | 95 | 95 | 95 |
| Niveau de réalisation des contrats pour le SSA | % | 93 | 94 | 100 | 100 | 100 |
| Niveau de réalisation des contrats pour la DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 98 | 99 |
| Niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance | % | 75 | 75/79 | 75/68 | 67/73 | 75/68 |
| Niveau de réalisation des interceptions | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Commentaires techniques

Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025.

Ces sous-indicateurs traduisent la performance des armées, directions et services pour faire face, seuls ou dans un cadre interministériel, aux exigences de sécurité des Français. Ils permettent à la fois de mesurer le respect du contrat opérationnel mais aussi le degré d'implication des armées et leur efficacité dans une mission s'inscrivant dans un cadre interministériel.

La performance recherchée consiste à se mettre en capacité d'assurer, dans des délais adaptés à chaque type de menace (de quelques minutes pour une interception aérienne à plusieurs jours pour un pistage de cargo trafiquant), une surveillance suffisante et dissuasive ainsi qu'une intervention efficace, sur un très grand panel de tâches (sauvetages, luttés contre les catastrophes naturelles et les trafics, surveillances militaire et environnementale...).

Mode de calcul :

Les cinq premiers sous-indicateurs mesurent pour chacune des armées, directions et services :

- le taux de satisfaction des missions permanentes de la fonction protection ;
- la capacité à honorer l'hypothèse d'engagement majeur de la fonction protection.

Ceux-ci prévoient des forces qualifiées et suffisantes, à la fois pour tenir des alertes permanentes et intervenir dans le cadre de la défense du territoire et des missions de service public (recherche et sauvetage, évacuation sanitaire, lutte contre les trafics...).

Pour la DIRISI, sont pris en compte le taux de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux) et le taux de réalisation de l'appui SIC aux missions intérieures (MISSINT).

En complément, deux sous-indicateurs mesurent les résultats pratiques :

- le taux de couverture, successivement (2 chiffres) des zones de surveillance aérienne et maritime. Certaines zones sont activées en permanence (couverture radar pour la défense aérienne du territoire, dispositif de surveillance des approches maritimes), d'autres conjonctuellement (sécurité de sortie de port d'un navire précieux), d'autres selon des règles de probabilité de détection (patrouilles dans les zones économiques exclusives) ;
- le taux d'interceptions réussies dans le domaine de la défense aérienne du territoire.

Source des données :

Les états-majors d'armée et directions centrales.

ANALYSE DES RÉSULTATS**« Niveau de réalisation des contrats »**

Armée de Terre

L'armée de Terre a honoré l'ensemble des missions confiées dans le contrat protection, que ce soit les alertes spécialisées ou le déploiement Sentinelle. Elle a été en permanence en mesure d'assurer le renfort de protection « crise majeure », en s'appuyant notamment sur le dispositif d'alerte de l'Échelon National d'Urgence (ENU) pour les fonctions de commandement, d'appui et de soutien. La capacité à s'engager massivement sur le territoire national concomitamment à l'Hypothèse d'Engagement Majeur (HEM) nécessiterait un recours massif à la réserve.

La réactivité et l'adaptabilité de l'armée de Terre ont notamment été illustrées lors de la campagne de lutte contre les feux de forêt dans le Sud-Ouest par un engagement nettement supérieur au protocole Héphaïstos, notamment en moyens spécialisés génie, mais aussi de Sections Militaires Intégrés (SMI).

Marine nationale

Le taux de satisfaction du contrat opérationnel associé à la fonction stratégique « Protection » est conforme aux prévisions et continue sa progression.

Armée de l'Air et de l'Espace

Les contrats ont été tenus.

Service de Santé des Armées

Pour l'année 2022, le SSA atteint l'objectif de réalisation du volet protection du contrat opérationnel selon les trois capacités définies :

- capacité de la médecine des forces de disposer sur le territoire national de 100 équipes médicales avec au moins une par BDD en mesure de garantir le soutien médical de niveau 1 aux officiers généraux des zones de défense et de sécurité (OGZDS) ou aux commandants supérieurs (COMSUP) ;
- capacité de la médecine hospitalière de disposer de 5 hôpitaux d'instruction des armées (HIA) capables de prendre en charge des militaires ;
- capacité du ravitaillement sanitaire de disposer d'au moins un établissement de ravitaillement sanitaire des armées (ERSA).

DIRISI

Le taux du niveau de réalisation des contrats pour la DIRISI est en dessous de l'objectif fixé à 99 %. La moyenne sur l'ensemble de l'année 2022 est égale à 98 %. Ces résultats inférieurs à la cible sont principalement dus à des incidents sur le réseau de communication nationale SOCRATE, composante majeure de cet indicateur, et donc à une baisse de sa disponibilité. Le déploiement en cours du nouveau réseau DESCARTES apportera à terme une réponse à certaines obsolescences identifiées.

« Niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance »

Le taux de réalisation de la couverture des zones de surveillance en mer est en baisse par rapport à l'année dernière. Ce bilan s'explique par la crise migratoire en zone Manche mer du Nord qui oblige le commandement de la mer du Nord (COMNORD) à mobiliser et concentrer des moyens conséquents dans une zone définie au détriment d'autres zones de surveillance.

En 2022, 331 décollages sur alerte ont été réalisés (avions de chasse et hélicoptères) avec un taux de réussite des interceptions de 100 %. Le nombre de décollages en nette hausse reflète la reprise du trafic aérien civil professionnel et de loisir. S'agissant de la couverture des zones de surveillance, le plan d'actions majeur lancé fin 2019 afin de consolider la posture permanente de sûreté aérienne (PPS-A) se poursuit et fait l'objet d'une attention particulière.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF**4 – Assurer la fonction stratégique intervention****INDICATEUR mission****4.1 – Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|----------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Armée de terre | % | 90 | 90 | 90 | 80 | 90 |
| Marine | % | 89 | 78 | 70 | 87 | 88 |
| Armée de l'air | % | 70 | 75 | 75 | 65 | 65 |
| SSA | % | 90 | 100 | 80 | 90 | 100 |
| DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 99 | 99 |

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025.

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services à être engagées, pour une durée limitée, dans une opération de coercition majeure tout en conservant une partie des responsabilités exercées sur les théâtres d'opération déjà ouverts. Le contrat opérationnel prévoit une simultanéité partielle entre les engagements en opération de gestion de crise et les opérations en coercition.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la capacité à réaliser les objectifs des contrats opérationnels, pour la fonction stratégique « Intervention » dans le cadre de l'hypothèse d'engagement maximum de nos forces. La capacité est mesurée en prenant en compte les ressources effectivement disponibles.

Engagement maximal prévu dans le cadre d'une opération de coercition :

- armée de Terre : deux brigades interarmes relevables représentant environ 15 000 hommes des forces terrestres ;
- Marine nationale : le porte-avions et groupe aérien embarqué, deux bâtiments de projection et de commandement (BPC), un noyau-clé d'accompagnement à base de frégates, deux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et des avions de patrouille maritime ;
- armée de l'Air et de l'Espace : 3 bases aériennes projetées (BAP), 45 avions de chasse, 9 avions de transport stratégique et de ravitaillement, 16 avions de transport d'assaut (ATA), 2 plots Recherche et Sauvetage de Combat (RESCO), ainsi que des capacités drones et des moyens ISR (Intelligence, Surveillance and Reconnaissance) ;
- les moyens de commandement, de renseignement et de logistique de l'opération.

De plus, cette hypothèse prévoit le maintien d'une capacité résiduelle d'engagement d'urgence, une posture de protection renforcée sur le territoire national et la ré-articulation des opérations en cours.

La disponibilité caractérise l'aptitude d'une capacité opérationnelle (c'est-à-dire d'une puissance militaire cohérente en personnel qualifié et entraîné, en équipements suffisants, disposant d'une doctrine, d'une organisation, des approvisionnements et soutiens nécessaires) à être mise sur pied dans le délai requis par l'hypothèse d'emploi maximum des forces.

DIRISI : le mode de calcul correspond à la moyenne pondérée des indicateurs de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux).

SSA : ratio entre le nombre global d'équipes chirurgicales disponibles et la cible théorique, hors praticiens en formation.

Source des données :

Les états-majors d'armée et les directions centrales.

INDICATEUR

4.2 – Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|----------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Terre | % | 100 | 97 | 97 | 90 | 97 |
| Marine | % | 87 | 93 | 88 | 90 | 89 |
| Armée de l'air | % | 95 | 95 | 95 | 95 | 95 |
| SSA | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 99 | 99 |

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services à pouvoir être engagés, simultanément et dans la durée, dans plusieurs opérations de gestion de crise et de lutte contre l'instabilité. La construction des indicateurs intègre les notions de délai et d'aptitude à régénérer les forces, primordiales pour la tenue de ce contrat. La difficulté réside dans le nombre et la dispersion des engagements simultanés, ainsi que dans les élongations au sein des théâtres.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la tenue du contrat opérationnel. La réalisation du contrat opérationnel s'entend comme l'aptitude des unités à être déployées dans le temps imparti, sur un nombre défini de théâtres.

Engagement maximum prévu dans le cadre des opérations de gestion des crises :

- gestion de crise dans la durée sur 2 ou 3 théâtres dont un en tant que contributeur majeur au sein d'une coalition, en engageant jusqu'à 7 000 hommes des forces terrestres, jusqu'à 14 avions de chasse, ainsi que des drones MALE (moyenne altitude longue endurance), jusqu'à 6 frégates, un porte-hélicoptère amphibie (PHA) et un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) selon les circonstances ;
- échelon national d'urgence de 5 000 hommes permettant de projeter une force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2 300 hommes à 3 000 kilomètres du territoire national ou d'une base à l'étranger en 7 jours ;
- maintien des postures permanentes de sûreté aérienne et de sauvegarde maritime ainsi que de la posture de protection terrestre.

Pour le SSA, il s'agit des effectifs en équipes chirurgicales dans le cadre du dispositif santé de veille opérationnelle.

Pour la DIRISI, sont pris en compte le taux de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux) et le taux de réalisation de l'appui SIC aux OPEX.

Source des données : les données proviennent des états-majors d'armée, des directions et des services.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 4.1 « Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France »**Armée de terre****Armée de Terre**

Afin d'accroître sa capacité à remplir son contrat opérationnel en cas d'HEM (volumes de parcs de matériels majeurs, disponibilité, soutien des forces déployées) et sa réactivité à s'engager dans l'HEM, l'armée de Terre priorise la préparation opérationnelle à la haute intensité en s'appuyant notamment sur la mise en place du référentiel d'entraînement des forces terrestres (REFT).

Les difficultés rencontrées se concentrent sur le parc artillerie. Cette situation devrait être résorbée à l'horizon 2030 avec la livraison des 32 CAESAR NG en remplacement des AUF1.

Marine nationale

Courant 2022, la méthode de calcul de l'indicateur a été modifiée pour prendre en compte une recommandation de la Cour des comptes. Cette modification, qui porte sur le périmètre HEM, explique l'essentiel de l'écart entre la prévision 2022 et le réalisé 2022. En effet, la quasi-totalité des moyens HEM étant mutualisée pour l'ENU ou la prévention et la gestion des crises, l'activation de l'HEM ne laissera qu'un nombre d'unités très limité en mesure de conduire une opération de gestion de crise. Des réductions temporaires de capacités (RTC) sont toutefois constatées sur les

segments des bâtiments ravitailleurs, des FREMM et des SNA, et seront résorbées progressivement d'ici 2030 avec l'arrivée de nouveaux bâtiments (bâtiments ravitailleur de force (BRF), frégate de défense et d'intervention (FDI), SNA de type Suffren). Une disponibilité moyenne du parc des avions atlantique 2 est aussi constatée (montée en puissance du Standard 6).

Une amélioration du taux de satisfaction du contrat opérationnel pour cette fonction stratégique devrait ainsi intervenir à partir de 2030.

Armée de l'Air de de l'Espace

Le résultat de 65 % en 2022 est en deçà des prévisions. Les exercices majeurs ont été maintenus. La montée en puissance des nouvelles flottes (A330 MRTT (Multi Rôle Tanker Transport) ou A400M à titre d'exemples) compense progressivement le départ d'anciennes flottes et leur faible disponibilité. Néanmoins, le retrait de service des M2000C ainsi que celui des C160 ont eu un impact sur le résultat. En outre, les conséquences de l'export de Rafale ne sont que partiellement atténuées, en termes d'activité, grâce à un maintien en condition opérationnelle repensé. Enfin, les aléas sur la disponibilité technique des matériels (avions de transport tactique par exemple) se reportent sur la préparation opérationnelle rendue ainsi moins aisée pour les plus jeunes ou sur les entraînements du haut du spectre des missions.

Service de santé des armées

La cible de réalisation des équipes chirurgicales (EC), armées par le personnel de la composante hospitalière militaire pour répondre au contrat opérationnel, n'est pas atteinte pour 2022. La composante hospitalière des armées souffre de problèmes d'attractivité et de fidélisation des praticiens conjugués à une forte concurrence des établissements civils (publics et privés), ce qui explique notamment la moindre réalisation entre la cible (55 EC) et le réalisé (49 EC).

DIRISI

Le contrat opérationnel est honoré. La disponibilité de l'ensemble des SIC OPS opérés par la DIRISI est au niveau requis et atteint l'objectif de 99 % incluant un réseau SOCRATE vieillissant. Le déploiement du nouveau réseau DESCARTES, en cours, apportera à terme une réponse pérenne à cette obsolescence.

Indicateur 4.2 : Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

Armée de Terre

L'armée de Terre a honoré la totalité des engagements de gestion de crise, en étant engagée dans la durée sur cinq théâtres au lieu de trois et en conduisant en parallèle le déploiement et la montée en puissance du dispositif de réassurance à l'Est de l'Europe et la réarticulation du dispositif de l'opération Barkhane.

Elle a démontré sa capacité à s'engager sur court préavis dans le cadre de l'ENU en déployant en Roumanie, conformément aux engagements de la France au sein de l'Alliance, le bataillon « fer de lance » de l'alerte OTAN. Toutefois, du fait des déploiements en cours et des tensions sur certaines fonctions opérationnelles et ressources logistiques, la régénération de l'ENU prévue au contrat opérationnel n'a pas pu être réalisée dans les délais impartis.

Marine nationale

Le bilan 2022 est légèrement en hausse par rapport à la prévision actualisée du PAP grâce aux déploiements quasi-permanents sur trois à quatre théâtres des bâtiments de combat (requis du contrat opérationnel : 2 à 3 théâtres) :

- **Atlantique Nord** à travers les missions NARVAL et BELUGA ;
- **Golfe de Guinée** à travers la mission CORYMBE ;
- **MEDOR/MEDCENT** à travers la mission IRINI, Clémenceau 22 et la permanence d'un moyen en MEDOR (déploiement du GAN) ;
- **Océan Indien** à travers les missions ATALANTA, AGENOR, CONFIANCE 22, GGDM22 et CTF150.

La crise liée au conflit russo-ukrainien a également eu pour conséquence une augmentation de la contribution française aux opérations de réassurance de l'OTAN (opérations Noble Shield et Brillant Shield) en 2022 par rapport à 2021.

Ce niveau d'activité et la priorisation de la tenue des alertes Dissuasion sur toutes les autres alertes ne permettent pas de tenir de façon nominale les alertes ENU (QRF¹ et FIRI).

¹ quick reaction force**Armée de l'Air de de l'Espace**

L'armée de l'Air et de l'Espace participe à toutes les opérations majeures de gestion de crise et elle est aujourd'hui engagée au niveau requis par le contrat opérationnel. Le résultat 2022 de 95 % est conforme à la prévision.

Service de santé des armées

Le dispositif santé de veille opérationnelle (DSVO), composante de l'ENU, répond aux besoins. Les théâtres de gestion de crise ainsi que les déploiements à la mer sont soutenus sans rupture, en termes d'équipes médicales, chirurgicales et d'évacuation.

DIRISI

La réalisation affichée de 99 % répond au niveau de disponibilité requis.

OBJECTIF

5 – Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues

INDICATEUR**5.1 – Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement**

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
| Jours d'activités par homme Terre "JPO" (norme LPM : 90) | jours | 79 | 83 | 82 | 78 | 83 |
| Journées de formation et d'entraînement | jours | 118 | 122 | 120 | 121 | 120 |
| Taux d'entraînement par équipage sur matériel terrestre | Taux | 57 | 60 | 64 | 63 | 70 |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Terre (dont forces spéciales) (norme LPM : 200/220) | heure | 163 (FC) 195 (FS) | 178(FC)/ 201(FS) | 148(FC)/ 154(FS) | 184 (FC)/ 192 (FS) | 144(FC)/ 157(FS) |
| Heures de vol par pilote de chasse Air (norme LPM : 180) | heure | 152 | 161 | 162 | 169 | 147 |
| Heures de vol par pilote de transport Air (norme LPM : 320) | heure | 176 | 192 | 208 | 207 | 189 |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Air (norme LPM : 200) | heure | 155 | 163 | 183 | 157 | 181 |
| Jours de mer par bâtiment Marine (bâtiment hauturier) (norme LPM : 100/110) | jours | 90 (102) | 93 (110) | 90 (95) | 94 (110) | 90 (95) |
| Heures de vol par pilote de chasse Marine (pilote qualifié appointage de nuit) (norme LPM : 180/220) | heure | 98 (179) | 192 | 188 | 185 | 188 |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Marine (norme LPM : 220) | heure | 212 | 201 | 218 | 193 | 218 |
| Heures de vol par pilote de patrouille maritime Marine (norme LPM : 350) | heure | 317 | 315 | 340 | 317 | 340 |
| Niveau d'entraînement cyber | % | 75 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

Le terme « activité » comprend les activités relatives à l'emploi des forces et celles nécessaires à leur entraînement. Ce dernier constitue la phase finale de la préparation des forces qui met en synergie des matériels disponibles, une doctrine d'emploi étayée et des soutiens suffisants. La qualification opérationnelle qui en résulte garantit un emploi optimum des forces au chef d'état-major des armées.

Mode de calcul :

Les activités opérationnelles et l'entraînement sont difficiles à séparer. En effet, dans un souci d'efficacité, les déploiements opérationnels sont valorisés autant que possible en effectuant les tâches d'entraînement que permet le théâtre. Par ailleurs, les moyens complexes et polyvalents conduisent souvent simultanément une ou plusieurs missions.

Cet indicateur est une moyenne par homme, par pilote, par équipage des forces opérationnelles, du temps consacré à la préparation et à l'activité opérationnelle. Les chiffres entre parenthèses représentent les jours de mer des grands bâtiments et les heures de vol des chasseurs de l'aéronautique navale qualifiés « nuit ».

Pour l'armée de Terre, l'indicateur d'activités rend compte du nombre de journées de préparation opérationnelle (JPO) financées par le seul budget de l'armée de Terre (les mises en condition avant projection, les jours consacrés à la préparation opérationnelle générique et les jours de formation individuelle). Il a été utilisé, pour la première fois, dans le PAP 2014. Il est calculé sur la base d'une FOT à 66 000 hommes en 2015, à 72 000 en 2016 puis à 77 000 hommes en 2017.

Pour la Marine nationale, cet indicateur est une moyenne par homme, par pilote, par équipage des forces opérationnelles, du temps consacré à la préparation et à l'activité opérationnelle.

Les heures de vol (HdV) sont la moyenne des heures de vol réalisées par pilote aux commandes des avions des forces opérationnelles, ou des avions de substitution. Les HdV sur simulateurs ne sont donc pas prises en compte.

Niveau d'entraînement cyberdéfense : il s'agit de comparer le nombre d'exercices de cyberdéfense réalisés au cours de l'année à la cible en entraînement. L'usage d'un ratio permet de rendre comparables les données d'une année sur l'autre dans un domaine en évolution.

Source des données :

Les données chiffrées proviennent de l'armée de Terre, de la Marine nationale et de l'armée de l'Air et de l'Espace. La division emploi des forces de l'EMA effectue les analyses capacitaires interarmées.

INDICATEUR

5.2 – Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Armée de terre Char Leclerc | % | 87 | 87 | 94 | 75 | 87 |
| Armée de terre EBRC (dont AMX10RC) | % | Sans objet | 65 | 92 | 68 | 84 |
| Armée de terre EBMR (dont VAB) | % | Sans objet | 101 | 89 | 77 | 99 |
| Armée de terre VBCI | % | 58 | 61 | 53 | 104 | 65 |
| Armée de terre Pièces de 155 mm | % | 88 | 76 | 90 | 55 | 58 |
| Armée de terre Hélicoptères de manoeuvre | % | 45 | 43 | 61 | 45 | 54 |
| Armée de terre hélicoptères de reconnaissance et d'attaque (HRA) | % | 51 | 55 | 64 | 57 | 58 |
| Marine nationale Porte avions | % | 95 | 94 | 94 | 89 | 62 |
| Marine nationale SNA | % | 57 | 51 | 56 | 72 | 62 |
| Synthèse autres bâtiments de la marine | % | 82 | 74 | 76 | 78 | 76 |
| Marine nationale Composante frégates | % | 66 | 58 | 59 | 57 | 59 |
| Marine nationale Chasse | % | 55 | 73 | 69 | 75 | 67 |
| Marine nationale Hélicoptères | % | 49 | 46 | 63 | 46 | 56 |
| Marine nationale Guet aérien, Patrouille et surveillance maritime | % | 54 | 60 | 64 | 56 | 67 |
| Armée de l'air Avions de combat | % | 82 | 81 | 84 | 62 | 69 |
| Armée de l'air Avions de transport tactique | % | 65 | 60 | 85 | 54 | 73 |
| Armée de l'air Avions d'appui opérationnel | % | 115 | 77 | 91 | 84 | 76 |
| Armée de l'air - Vecteur ISR | % | 72 | 68 | 96 | 83 | 86 |
| Armée de l'air Avions à usage gouvernemental | % | 100 | 95 | 94 | 100 | 95 |
| Armée de l'air Hélicoptères de manoeuvre et de combat | % | 88 | 72 | 78 | 70 | 82 |
| Armée de l'air Système sol-air moyenne portée | % | 77 | 77 | 73 | 53 | 52 |

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Cet indicateur répond à la nécessité de mettre en cohérence le contrat opérationnel et la disponibilité des parcs nécessaire à la satisfaction de ces contrats.

Le sous-indicateur Char LECLERC regroupe les LECERC et les chars de dépannage DCL.

Le sous-indicateur EBRC (Engins Blindés à Roues Canon) regroupe les AMX 10 RC et les JAGUAR.

Le sous-indicateur VBMR (Véhicules blindés Multi Rôles) regroupe les VBCI, les BV 206, les VHM, une partie des VAB et les GRIFFON.

Le sous-indicateur pièces de 155 mm regroupe les canons CAESAR et les AUF1.

Le sous-indicateur « synthèse autres bâtiments de la Marine nationale » regroupe la guerre des mines, les grands bâtiments amphibies, les bâtiments de souveraineté et de présence et les pétroliers ravitailleurs. Son calcul est réalisé sur la base du taux de disponibilité technique résultant de la programmation de la maintenance majeure et intermédiaire en vigueur et du taux moyen d'indisponibilité constaté.

Le sous-indicateur « Marine nationale Chasse » correspond aux Rafale Marine. Le sous-indicateur « Marine nationale hélicoptères » couvre tous les hélicoptères de la Marine et le sous indicateur « Marine nationale Guet aérien, Patrouille et surveillance maritime » couvre les ATL2, F50M, F200 et E2C.

Les sous-indicateurs « avions de transport stratégique » et « avions spéciaux » ont été fusionnés au sein d'un indicateur « avions d'appui opérationnel ». De même, les sous-indicateurs « armée de l'air hélicoptères de manœuvre » et « armée de l'air hélicoptères légers » ont été fusionnés au sein d'un indicateur « armée de l'Air et de l'Espace hélicoptères de manœuvre et de combat ».

Les leviers d'action sont la diminution du risque industriel par la contractualisation pluriannuelle et une programmation précise des opérations d'entretien, ainsi que la mise en place d'une politique de gestion des parcs fondée sur le juste besoin, quand elle est possible (volume suffisant de matériel).

Le bon fonctionnement des matériels, traduit en taux de disponibilité par rapport à l'hypothèse d'engagement opérationnel la plus importante en matière d'activité (activité opérationnelle, activités de préparation d'entraînement et de soutien associées), conditionne l'efficacité d'armées modernes.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure le ratio du niveau de matériels effectivement disponibles rapporté au besoin généré par les contrats opérationnels les plus dimensionnant et au besoin organique (formation, entraînement, plastron, essais...). Le matériel qui répond aux exigences de sa finalité principale est considéré comme disponible. Par ailleurs, pour les matériels requis par les contrats OPEX, un potentiel minimum d'heures avant maintenance industrielle est exigé pour le déploiement.

Les cinq sous-indicateurs « armée de Terre » hors hélicoptères ne prennent pas en compte le besoin du volet de la préparation opérationnelle. De plus, les périmètres des matériels ciblés ont été affinés modifiant sensiblement les résultats de l'année 2022 par rapport aux résultats et cibles définis antérieurement (y compris pour le PAP 2023) qui ne peuvent, de ce fait, être comparés, in extenso.

Source des données :

Les données proviennent de l'armée de Terre, de la Marine nationale et de l'armée de l'Air et de l'Espace

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 5.1 : Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement

Armée de Terre

L'année 2022 a connu, dès le mois de février, une évolution particulière de son activité, résultant de la décision du Président de la République d'adapter le dispositif des armées au Sahel, hors du Mali, puis, quelques jours plus tard, par celle de renforcer la posture dans l'Est de l'Europe en y projetant un Groupement tactique interarmes (GTIA). Les différents indicateurs reflètent ce changement de paradigme :

Journée de préparation opérationnelle (JPO) et Journées de formation et d'entraînement (JFE) : pour l'année 2022, si on observe un effet ciseau avec une légère baisse des JPO (78 au lieu de 82) mais une hausse des JFE (121) qui dépassent la cible annuelle définie à 120 JFE. En effet, la légère baisse des JPO en 2022 est provoquée par la diminution de l'effectif projeté en opération extérieure (ré-articulation au Sahel) qui engendre mécaniquement moins de phases de Mises en Condition Finale (MCF) avant projection. En revanche, le nombre de JFE, qui mesure la formation et l'entraînement, dépasse l'objectif et se maintient par rapport à 2021, ce qui met en évidence la ré-allocation par les unités de ces créneaux de « préparation mission » pour des périodes de formation et d'entraînement.

Normes d'entraînement sur matériels terrestres majeurs : l'année 2022 n'a pas connu de difficulté et a permis d'atteindre 63 % du taux de la norme d'entraînement. L'écart de 1 % s'explique par le contexte opérationnel du début d'année 2022 (décisions de ré-articulation du dispositif au Sahel et projection en Roumanie déjà mentionnées *supra*) qui a nécessité des adaptations rapides de la programmation de la préparation opérationnelle des unités.

Heures de vol des hélicoptères Terre : cette année 2022 a permis la poursuite de l'amélioration du niveau de préparation opérationnelle des équipages de l'armée de Terre conformément aux ambitions de la LPM 2019-2025.

Marine nationale

Activité bâtiments de surface : l'activité navale est supérieure au prévisionnel, car si l'activité a été réorientée pour faire face à la crise ukrainienne, elle a également été renforcée. Aussi, au-delà de l'activité planifiée, un effort a été réalisé pour renforcer le dispositif maritime déployé, en particulier au sein de l'OTAN. Il en résulte un nombre de jours de mer par bâtiment supérieur au PAP 2022.

Activité aéronautique : l'activité aéronautique est légèrement inférieure aux prévisions, affectée par la situation technique et des retards de livraison. Le maintien des savoir-faire et la formation de nouveaux équipages demeurent toujours la priorité pour les trois composantes, la chasse (le groupe aérien embarqué), les avions de patrouille maritime (PATSIMAR) et les hélicoptères.

Chasse : en 2022, le groupe aérien embarqué (GAé) a connu une activité comparable à celle de 2021, ponctuée par les missions CLEMENCEAU 22 et ANTARES.

PATSIMAR : l'activité réalisée est inférieure à la cible visée et la formation des équipages ATL2 et F50M demeure tendue en raison notamment d'une disponibilité fragile.

Hélicoptères : l'entraînement et la formation des équipages sont affectés par la situation technique des Caïman et les retards cumulés de livraison de la flotte intérimaire.

Armée de l'Air et de l'Espace

La composante « chasse » affiche des indicateurs en légère hausse par rapport à l'objectif de 2022 tandis que la composante « transport » affiche un niveau d'activité proche de la cible fixée, mais qui reste malgré tout en-deçà des normes OTAN.

La composante « hélicoptère » affiche un léger déficit qui s'est accentué en fin d'année 2022 en raison, notamment, du manque d'aéronefs disponibles nécessaires au maintien des savoir-faire les plus complexes.

Cyber

Le ratio de 100 % est conforme à la cible. L'année 2022 a été marquée par les exercices DEFNET 2022 au niveau national, mais aussi Locked Shields, Crossed Swords, Cyber Cybercoalition et Cyber Flag au niveau international. 2023 sera marquée par l'intégration de DEFNET au sein d'ORION.

Indicateur 5.2 : « Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels »

Armée de Terre

Milieu terrestre : la disponibilité technique opérationnelle (DTO) globale des parcs terrestres ne progresse pas, en 2022, du fait de l'effet cumulé de deux facteurs : cessions de matériels en 2022 (pays d'Afrique et Ukraine) et moindre cadence de livraison de certains matériels SCORPION.

La modernisation du MCO terrestre se poursuit avec la mise en œuvre des systèmes ICAR et de l'expérimentation DEDALE qui simplifient les tâches technico-administratives des maintenanciers, accroissant la productivité du personnel. En outre, la poursuite des travaux exploratoires relatifs à la fabrication additive ouvre des perspectives en termes de réponse à certaines ruptures d'approvisionnement et de régénération des rechanges critiques. Des bénéfices sont attendus à terme en matière de disponibilité des équipements (impression métallique pour la qualification des pièces devant recevoir l'aval de la DGA), notamment sur les parcs les plus anciens

Chars LECLERC : le marché de soutien en service (MSS) n° 2 signé en 2021 permet de poursuivre le soutien de ce parc dans de bonnes conditions. Mais dans le même temps, l'entrée dans la phase de rénovation XLR avec une première tranche de 50 chars engendre un volume additionnel d'engins indisponibles avec des effets sur la DTO.

EBRC dont AMX 10 RCR : la livraison des premiers JAGUAR a débuté en février 2022 (38 JAGUAR au standard RPQ0 livrés en décembre 2022). Si le vieillissement du parc AMX 10 RCR génère des tensions sur l'approvisionnement en rechanges, tensions accrues par les cessions récentes, le marché de soutien en service a cependant permis de faire progresser le niveau de disponibilité.

VBMR dont VAB : le GRIFFON est un matériel robuste qui a fait ses preuves sur le terrain à travers sa projection sur l'opération BARKHANE en 2021 et 2022. En dépit des livraisons de ce nouveau véhicule, les cessions de VAB en 2022 (pays d'Afrique et Ukraine), qui vont se poursuivre en 2023, ont pour effet de réduire la DTO globale. Le marché de soutien hybride avec Arquus a cependant permis une hausse de la disponibilité du parc, satisfaisant ainsi les besoins de l'armée de Terre en métropole, en OME et en opérations.. Enfin, la révision des versions de VBMR prises en compte dans le contrat opérationnel conduit à une réduction des équipements pris en compte dans le calcul (40 % des VAB ne sont plus pris en compte).

VBCI : le parc est en cours de régénération et de fiabilisation permettant d'accroître sensiblement la disponibilité technique par rapport à 2021. Ce résultat devrait se maintenir en 2023. Le cycle des visites préventives à 10 ans a dynamisé la disponibilité, permettant de couvrir les besoins du contrat opérationnel.

CANON 155 (CAESAR et AUF1) : le MSS n° 2 du CAESAR donne satisfaction,.

Milieu aéroterrestre : la disponibilité des appareils a permis de réaliser l'activité globale programmée dans le contrat d'objectifs et de performance 2022.

Hélicoptère de manœuvre : après une légère diminution en 2021, la DTO des hélicoptères de manœuvre a retrouvé son niveau de 2020. Ce résultat reste cependant en dessous des prévisions du fait de retards de livraison des Caïman et des grandes visites des Caracal et Cougar.

Hélicoptère de reconnaissance et d'attaque : la disponibilité des hélicoptères de reconnaissance et d'attaque poursuit son augmentation par rapport à 2021 essentiellement grâce au parc TIGRE qui continue de bénéficier des bons résultats du contrat de soutien *global support contract*. Le parc GAZELLE est en revanche pénalisé par des problèmes d'approvisionnement de plus en plus prégnants.

Marine nationale

Matériel naval :

Porte-avions : la DTO du porte-avions est légèrement en-deçà des prévisions (89 % au lieu de 94 %) en raison d'une avarie survenue à l'issue des essais en fin d'arrêt technique qui a entraîné une indisponibilité pour reprise de travaux.

SNA : la DTO est nettement au-delà de la prévision (72 % contre 56 % prévus), grâce à l'admission au service actif du SNA Suffren en juin 2022 et à sa bonne disponibilité. La disponibilité devrait rester élevée en 2023, malgré le vieillissement du parc des SNA type Rubis.

Autres bâtiments : la DTO est globalement conforme à la prévision (78 % pour 76 % prévus), grâce à la très bonne disponibilité des bâtiments de commandement et de ravitaillement, des frégates de surveillance outre-mer et des bâtiments de soutien et d'assistance métropole qui a permis de compenser une moindre performance sur d'autres flottes (bâtiments vieillissants et aléas sur PAG et BSAOM)..

Frégates : la DTO des frégates est restée globalement conforme à la prévision (57 % pour 59 % prévus) grâce à la très bonne tenue des frégates de défense aérienne compensant les conséquences des avaries rencontrées sur les frégates multi-missions (notamment sonar et système de combat) et sur les frégates de type La Fayette (usine électrique). La performance globale est toutefois limitée par la sensibilité des bâtiments aux aléas du domaine des armes-

équipements. Un plan d'actions sur la performance du MCO des armes-équipements, incluant des acquisitions de rechanges critiques, a été lancé.

Matériel aéronautique :

Chasse : la DTO des Rafale Marine est supérieure aux prévisions, tirée par l'activité opérationnelle à la mer du Groupe aérien embarqué (GAé) et par les effets bénéfiques du marché de soutien verticalisé « RAVEL ». Tout en restant à un haut niveau, la performance de l'agrégat devrait néanmoins légèrement diminuer à compter de 2023, compte tenu des chantiers capacitaires de mise au standard F4 du Rafale.

Hélicoptères : la DTO des hélicoptères stagne à 46 % en 2022, très en-dessous de l'objectif prévu, en raison du fort taux d'immobilisation au NSI (Niveau de Soutien Industriel, soit les visites d'entretien et chantiers capacitaires industriels) des différentes flottes, notamment de la flotte CAIMAN. Cette situation a été aggravée par les retards de livraison de la flotte intérimaire et par le retrait de service de la flotte Alouette III.

Guet aérien et PATSIMAR : la DTO de l'agrégat PATSIMAR est légèrement inférieure aux prévisions en raison des aléas techniques subis par les flottes ATL2 et F50M (en partie imputables à la corrosion et au vieillissement des cellules). La montée en puissance des contrats de soutien (marché CALYPSO pour les flottes FALCON et marché OCEAN pour la flotte ATL2) devrait permettre de rehausser la disponibilité à compter de 2023.

Armée de l'Air et de l'Espace

Chasse : la DTO de l'agrégat chasse a été mis en tension par l'export Grèce, le retrait de service des Mirage 2000C à l'été 2022, ainsi que des contraintes logistiques et techniques qui pèsent sur la flotte M2000D.

Avions de transport tactique (ATT) : agrégat le plus fragile, le parc ATT a diminué en volume en 2022, avec le retrait de service des C160 Transall, augmentant la tension sur les autres flottes (A400M, C130 et Casa CN235). La disponibilité a surtout été pénalisée par la durée des chantiers industriels (visites, rétrofits). Pour la flotte C130H, il est à noter une légère amélioration, encourageante, au second semestre 2022, qui doit maintenant être confortée, pour parvenir le plus rapidement possible à l'objectif de DTO.

Avions d'appui opérationnel : la DTO de cet agrégat a augmenté par rapport à 2021, notamment du fait de la montée en puissance de la flotte MRTT, qui remplace progressivement les C135 retirés du service et de la bonne disponibilité de la flotte stratégique. Les retards des chantiers industriels de la flotte E3F ont impacté la disponibilité de l'agrégat.

Intelligence, surveillance, reconnaissance (ISR) : la DTO de cet agrégat a augmenté en 2022, mais reste en deçà de la cible. La disponibilité des Reaper Block 1 a baissé à la suite de la réduction du parc et des difficultés logistiques. En revanche, la disponibilité des avions légers de surveillance et de reconnaissance (ALSR), a progressé en fin d'année malgré certaines faiblesses logistiques. La situation devrait s'améliorer avec la notification d'un avenant au contrat de MCO au second semestre 2022.

Avions à usage gouvernemental (AUG) : objectifs atteints en 2022.

Hélicoptères de manœuvre et de combat : la performance des flottes Fennec et Puma est pénalisée par des immobilisations industrielles importantes, liées à l'ancienneté de la cellule pour le Puma.

Systèmes de défense sol air (DSA) : la disponibilité de cet agrégat a été en tension du fait de l'engagement opérationnel fort en Roumanie et de pannes (maintenances curatives) au sein des unités de maintenance de l'AAE, lesquelles ont été confrontées à des difficultés RH et logistiques.

OBJECTIF**6 – Renforcer l'efficacité du soutien****INDICATEUR****6.1 – Coût de la fonction « restauration-hébergement »**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Coût de la fonction restauration – hébergement | € | 2 252 | 2 219 | 2 390 | 2 344 | 2 400 |

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Coût moyen de la fonction restauration-hébergement par soutenu : l'efficacité de la fonction restauration-hébergement porte sur le coût de cette fonction rapporté aux effectifs soutenus.

Les modalités de calcul retenues pour le PAP 2017 ont fait l'objet d'un cadrage désormais porté par le système de comptabilité analytique du service du commissariat des armées (DAMIER). Procédant de l'amélioration du pilotage de la performance, cette évolution méthodologique de l'outil présente les caractéristiques suivantes :

- élargissement du périmètre des ressources prises en compte afin de procéder à une restitution en coûts complets (masse salariale, totalité du coût denrées, inclusion des fonctions support et des dotations aux amortissements) ;
- emploi des données comptables extraites du SIF CHORUS pour le périmètre hors titre 2 ou l'utilisation des mémentos des coûts moyens titre 2 produits par la direction des affaires financières pour le personnel militaire et la direction des ressources humaines du ministère des armées pour le personnel civil ;
- cohérence des périmètres d'analyse et de ressources : le coût complet de la fonction restauration-hébergement-loisirs est calculé par DAMIER ;
- amélioration de l'auditabilité des données utilisées et des règles de calcul mises en œuvre (prise en compte de l'ensemble des charges, conformité des sources et méthodes au schéma directeur de la comptabilité analytique, documentation et traçabilité des données).

Mode de calcul :

L'indicateur mesure les coûts de la fonction « Restauration-Hébergement-Loisirs » (RHL) rapportés à la somme des effectifs du ministère des armées soutenus par les bases de défense.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées (coût de la fonction restauration-hébergement-loisirs) et de l'état-major des armées (effectifs soutenus par les bases de défense).

INDICATEUR**6.2 – Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO terrestre par matériel et jour de préparation opérationnelle | € | 59 | 63 | 54 | 54 | 66 |
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO navale par jour de disponibilité de la flotte | k€ | 69 | 72 | 59 | 78 | 78 000 |
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO aéronautique à l'heure de vol | € | 11 936 | 12 095 | 12 200 | 12 687 | 12 090 |

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

L'indicateur de coût du maintien en condition opérationnelle (MCO) est désormais analysé par milieu et au travers d'un ratio (dépenses / unité de mesure). Ces indicateurs visent à améliorer l'appréciation du rapport coût / efficacité du MCO des matériels pour satisfaire au besoin des forces.

Mode de calcul : la méthode de calcul de ces indicateurs fait l'objet d'un modèle transitoire qui aura vocation à s'affiner et se compléter au fil des ans.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

MCO terrestre :

Les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO terrestre sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des systèmes d'information de gestion des ressources humaines - SIRH - (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento des coûts moyens de la direction des affaires financières – mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine terrestre » et aux charges de fonctionnement en lien avec le matériel terrestre rattachés au programme 178. Enfin, la valeur du dénominateur correspond au nombre d'équipements nécessaires à l'engagement opérationnel calculé sur la base de la « quantité théorique totale » (DUO) de matériels inscrits au référentiel opérationnel commun par jour de préparation opérationnelle (données fournies par l'armée de terre).

Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO terrestre.

MCO naval :

Indicateur calculé à partir de trois données sources :

- charges directes de la fonction MCO du milieu naval hors dissuasion sur le P178 : poste de dépenses « EPM Naval » (MM03) et dépenses des moyens militaires de soutien (essentiellement le SLM) afférentes au MCO naval incluses dans l'EAC (équipement d'accompagnement) « soutien des installations à terre » (MM06) ;
- données relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel en charge du MCO issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF) ;
- nombre de jours de disponibilité technique non pondérés de la flotte « format 2019 ».

MCO aéronautique :

Les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO Aéronautique sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (pour la définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine aéronautique ». Au dénominateur, les données relatives aux heures de fonctionnement sont celles exploitées par la Direction de la Maintenance aéronautique (DMAé), telles qu'elles lui sont fournies par les armées : l'heure de vol est l'unité de mesure la plus communément admise dans le milieu aéronautique.

Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO aéronautique.

Les travaux de fiabilisation de cet indicateur vont se poursuivre, afin d'en accroître la précision.

Source des données :

Les données proviennent de l'état-major des armées.

INDICATEUR**6.3 – Améliorer le soutien du combattant**

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|-------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Taux d'équipement | % | 46 | 55 | 65 | 64 | 79 |

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur illustre la montée en puissance des nouveaux équipements de protection individuelle, c'est-à-dire les tenues NRBC (nucléaire – bactériologique – biologique – chimique), le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique (SMB) et le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique électronique (SMBE – évolution du SMB). Il vise à constater annuellement le respect de l'objectif sur le périmètre associé.

Mode de calcul :

Moyenne annuelle du taux d'équipement pondérée sur chaque composante, ce taux étant lui-même le ratio entre les livraisons réalisées et les livraisons programmées. Le taux affiché s'entend par rapport à une cible 100 % en 2023 pour les tenues NRBC et 100 % en 2025 pour les SMB.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées.

INDICATEUR

6.4 – Efficience bureautique

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2020 Réalisation | 2021 Réalisation | 2022 Cible | 2022 Réalisation | 2023 Cible |
|--------------------------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Ratio d'efficience bureautique | €/poste | 864 | 711 | 749 | 763 | 782 |
| Nombre de postes bureautiques | Nombre de postes | 151 236 | 198 547 | 198 547 | 202 933 | 204 236 |

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Source des données : DIRISI.

Mode de calcul :

Cet indicateur est composé de deux sous-indicateurs : le « ratio d'efficience bureautique » (REB) et le « nombre de postes bureautiques » (sous-indicateur de contexte). Pour ces deux sous-indicateurs, le périmètre est désormais celui du parc informatique global de l'Intradef suite à la reprise en régie par la DIRISI, en cours d'année 2020, du soutien bureautique de Balard, ce qui explique la division des coûts par deux par rapport à celui observé dans le PPP Balard, base du précédent calcul.

Le numérateur du « ratio d'efficience bureautique » comporte toutes les dépenses bureautiques et d'informatique opérationnelle effectuées, ou à effectuer, dans le périmètre du parc informatique de l'Intradef à compter de 2021. Il est calculé selon un périmètre de charges enregistrées en comptabilité générale grâce au logiciel CHORUS CAN.

Dans les deux cas, le dénominateur présente le nombre de postes bureautiques fonctionnels. Ce nombre est le minimum des ETPT et des postes physiques : nombre de postes bureautiques = Min (ETPT ; postes physiques).

Par convention, le nombre de postes physiques est la moyenne des postes physiques de l'année N-1 et de l'année N, d'après l'inventaire (gestion du parc) ou, à défaut, d'après les postes connectés. La somme des ETPT est arrondie au nombre entier supérieur.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 6.1 : « Efficience de la fonction « restauration-hébergement »

Bien qu'en hausse par rapport à 2021, le coût de la fonction par soutenu respecte le coût cible défini dans le PAP. La hausse du coût de la fonction est due aux effets de la loi ÉGALIM (augmentation des achats de denrées Bio et labellisées).

Indicateur 6.2 : « Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu »**MCO terrestre :**

Le coût moyen de la fonction MCO terrestre par matériel et jour de préparation opérationnelle est conforme au PAP 2022.

MCO naval :

Le coût moyen de la fonction MCO par jour de disponibilité est en hausse. Cette évolution d'indice, plus proche du réalisé 2021 que du prévisionnel 2022, reflète tout d'abord les aléas techniques récurrents sur des bâtiments anciens et prolongés (CMT, PHM, PSP), mais également les effets de l'inflation et des besoins liés à l'activité Ukraine.

MCO aéronautique :

Le coût moyen constaté du MCO aéronautique à l'heure de vol en 2022 est resté maîtrisé, l'évolution étant essentiellement due à la hausse des indices économiques.

Indicateur 6.3 « améliorer le soutien du combattant »

Les réalisations 2022 sont quasi conformes à la prévision révisée. L'inflation subie en 2022 a eu pour effet d'amorcer une réduction des volumes d'équipement initialement envisagés, ce qui s'est traduit par un léger décalage des chroniques NRBC (moins 3820 panoplies au regard de l'objectif) et SMB (moins 4410 SMB-chasubles au regard de l'objectif), l'objectif en plaques ayant été atteint, en plaques ayant été atteint.

Indicateur 6.4 : « Efficience bureautique »

L'augmentation du ratio d'efficience bureautique s'explique par l'inflation subie au cours de l'année 2022 qui impacte l'ensemble de l'environnement bureautique et par le coût des ressources humaines déployées notamment en raison de l'augmentation de la valeur du point d'indice.

Le nombre de postes bureautiques est en constante augmentation et la cible fixée pour 2023 (204 236 postes) devrait être atteinte.

Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | | | | | | |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 274 835 140 539 389 826 | 319 563 712 92 272 112 | 174 032 399 214 885 535 | 1 878 | 768 431 251 846 549 351 | 768 465 751 |
| 01.10 – Emploi des forces | 132 198 738 175 426 599 | 17 450 000 14 568 013 | 174 032 399 214 885 535 | 1 178 | 323 681 137 404 881 325 | 323 681 137 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 29 909 931 49 829 680 | 22 388 071 6 063 221 | | 700 | 52 298 002 55 893 601 | 52 307 502 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 112 726 471 307 191 463 | 261 533 080 65 815 890 | | | 374 259 551 373 007 352 | 374 284 551 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 6 942 084 | 18 192 561 5 824 989 | | | 18 192 561 12 767 073 | 18 192 561 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 2 943 420 013 2 900 432 856 | 190 130 296 165 090 280 | 4 700 000 6 767 938 | | 3 138 250 309 3 072 291 074 | 3 144 480 309 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 180 410 246 244 912 154 | 562 634 | 15 200 | | 180 410 246 245 489 989 | 180 410 246 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 88 364 179 96 074 906 | 82 114 | 20 000 | | 88 364 179 96 177 019 | 88 594 179 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 2 489 509 605 2 157 825 714 | 30 088 290 | 577 401 | | 2 489 509 605 2 188 491 405 | 2 492 539 605 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 185 135 983 366 696 559 | 126 087 984 98 697 767 | 4 700 000 6 155 338 | | 315 923 967 471 549 664 | 318 893 967 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 34 923 523 | 64 042 312 35 659 475 | | | 64 042 312 70 582 997 | 64 042 312 |
| 03 – Préparation des forces navales | 3 665 048 297 4 634 391 357 | 384 756 109 312 282 834 | 135 271 | 1 245 000 1 195 200 | 4 051 049 406 4 948 004 661 | 4 066 049 406 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 294 950 682 301 459 534 | 841 164 | 135 271 | | 294 950 682 302 435 968 | 297 450 682 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 61 487 684 66 361 251 | 7 078 000 3 808 317 | | 1 245 000 1 195 200 | 69 810 684 71 364 768 | 71 810 684 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 3 186 323 076 3 938 137 253 | 135 003 000 104 590 639 | | | 3 321 326 076 4 042 727 892 | 3 329 526 076 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 122 286 855 202 205 986 | 5 960 000 53 921 208 | | | 128 246 855 256 127 194 | 130 546 855 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 126 227 333 | 236 715 109 149 121 506 | | | 236 715 109 275 348 839 | 236 715 109 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 3 635 651 170 3 556 367 502 | 246 085 375 184 822 028 | 1 883 669 | 309 523 201 109 | 3 882 046 068 3 743 274 307 | 3 957 586 663 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 17 269 132 16 278 520 | 5 906 157 | 1 851 974 | | 17 269 132 24 036 652 | 17 269 132 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 261 179 796 402 996 540 | 10 403 | 31 694 | | 261 179 796 403 038 637 | 279 899 183 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 59 959 844 72 437 375 | | | | 59 959 844 72 437 375 | 59 959 844 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 127 789 289 147 726 360 | 124 254 | | 309 523 297 142 | 128 098 812 148 147 755 | 128 310 429 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------------|---|
| <i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022 | | | | | | |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 3 100 769 718 2 797 827 665 | 100 331 091 87 971 009 | | | 3 201 100 809 2 885 702 641 | 3 252 710 400 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 196 346 | | | | 0 196 346 | 0 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 53 368 810 | 145 754 284 83 408 916 | | | 145 754 284 136 777 726 | 150 754 284 |
| 04.12 – Activités spatiales | 68 683 391 65 535 886 | 7 401 289 | | | 68 683 391 72 937 174 | 68 683 391 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 1 759 714 202 2 398 674 334 | 443 168 142 272 332 814 | 209 583 54 807 | | 2 203 091 927 2 671 061 955 | 2 419 022 965 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 3 056 765 | 14 783 470 34 688 895 | | | 14 783 470 37 745 660 | 14 783 470 |
| 05.80 – Fonction santé | 203 692 838 291 849 987 | 40 829 487 51 096 001 | 209 583 54 807 | | 244 731 908 343 000 795 | 429 230 559 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 742 106 200 1 174 213 114 | 163 278 381 5 565 567 | | | 905 384 581 1 179 778 681 | 915 948 160 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 129 245 756 113 183 520 | 273 805 | | | 129 245 756 113 457 325 | 129 245 756 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 10 842 105 8 242 354 | 2 444 285 5 580 163 | | | 13 286 390 13 822 518 | 13 486 390 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 673 827 303 789 732 081 | 56 091 493 74 532 716 | | | 729 918 796 864 264 798 | 750 587 604 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 18 396 512 | 165 741 026 100 595 668 | | | 165 741 026 118 992 180 | 165 741 026 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 770 000 000 465 366 408 | 1 473 274 | 50 000 000 29 678 945 | | 820 000 000 496 518 627 | 855 000 000 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 20 595 163 | | | | 30 000 000 20 595 163 | 30 000 000 |
| Total des AE prévues en LFI | 13 078 668 822 | 1 583 703 634 | 228 941 982 | 1 554 523 | 14 892 868 961 | 15 240 605 094 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +364 890 312 (hors titre 2) | | | +364 890 312 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | +5 241 329 127 (hors titre 2) | | | +5 241 329 127 | |
| Total des AE ouvertes | | 20 499 088 400 (hors titre 2) | | | 20 499 088 400 | |
| Total des AE consommées | 14 515 217 446 | 1 028 273 342 | 253 406 165 | 1 398 187 | 15 798 295 139 | |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------------|---|
| <i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022 | | | | | | |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 263 112 696 511 852 989 | 306 368 373 112 644 815 | 171 936 700 210 281 421 | | 741 417 769 834 781 103 | 741 452 269 |
| 01.10 – Emploi des forces | 121 979 299 171 560 882 | 15 499 953 12 883 440 | 171 936 700 210 281 421 | | 309 415 952 394 726 921 | 309 415 952 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 32 059 321 46 676 812 | 19 199 822 10 058 350 | | | 51 259 143 56 735 861 | 51 268 643 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 109 074 076 289 846 951 | 253 832 753 74 157 198 | | | 362 906 829 364 004 149 | 362 931 829 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 3 768 345 | 17 835 845 15 545 827 | | | 17 835 845 19 314 172 | 17 835 845 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 1 445 823 503 2 078 996 767 | 219 698 125 169 061 437 | 4 700 000 5 378 991 | | 1 670 221 628 2 253 437 194 | 1 676 451 628 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 178 132 421 230 337 011 | 510 197 | 15 200 | | 178 132 421 230 862 407 | 178 132 421 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--------------------------------|---|
| <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | | | | | | |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 87 917 107 97 066 385 | 66 323 | 20 000 | | 87 917 107 97 152 707 | 88 147 107 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 1 060 169 124 1 552 622 020 | 12 469 621 | 886 353 | | 1 060 169 124 1 565 977 994 | 1 063 199 124 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 119 604 851 170 650 791 | 133 419 593 69 549 230 | 4 700 000 4 457 438 | | 257 724 444 244 657 459 | 260 694 444 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 28 320 561 | 86 278 532 86 466 066 | | | 86 278 532 114 786 627 | 86 278 532 |
| 03 – Préparation des forces navales | 2 441 072 080 2 850 303 780 | 400 898 519 309 424 760 | 280 839 | 1 245 000 1 195 200 | 2 843 215 599 3 161 204 579 | 2 858 215 599 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 306 280 005 295 701 262 | 466 971 | 135 271 | | 306 280 005 296 303 504 | 308 780 005 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 60 084 210 72 988 981 | 7 078 000 4 493 176 | | 1 245 000 1 195 200 | 68 407 210 78 677 357 | 70 407 210 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 1 957 082 968 2 192 750 639 | 143 881 000 112 531 164 | 111 881 | | 2 100 963 968 2 305 393 684 | 2 109 163 968 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 117 624 897 184 806 661 | 5 960 000 42 130 039 | 33 687 | | 123 584 897 226 970 387 | 125 884 897 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 104 056 238 | 243 979 519 149 803 410 | | | 243 979 519 253 859 648 | 243 979 519 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 2 420 763 914 3 076 229 314 | 186 418 272 175 715 497 | 2 993 698 | 309 523 201 109 | 2 607 491 709 3 255 139 619 | 2 683 032 304 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 16 420 716 17 929 905 | 372 369 | 2 358 099 | | 16 420 716 20 660 374 | 16 420 716 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 266 512 745 403 677 139 | 46 387 | 31 694 | | 266 512 745 403 755 220 | 285 232 132 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 160 909 125 151 457 038 | | | | 160 909 125 151 457 038 | 160 909 125 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 122 635 955 138 433 686 | 945 968 | | 309 523 297 142 | 122 945 478 139 676 796 | 123 157 095 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 1 826 164 402 2 307 625 969 | 91 587 578 66 951 979 | 603 905 | -96 033 | 1 917 751 980 2 375 085 819 | 1 969 361 571 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 155 028 | | | | 0 155 028 | 0 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 36 209 830 | 94 830 694 101 029 836 | | | 94 830 694 137 239 666 | 99 830 694 |
| 04.12 – Activités spatiales | 28 120 971 20 740 719 | 6 368 958 | | | 28 120 971 27 109 677 | 28 120 971 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 1 646 551 273 2 231 971 128 | 439 488 695 258 292 372 | 209 583 54 417 | | 2 086 249 551 2 490 317 917 | 2 302 180 589 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 2 167 210 | 51 447 021 36 057 619 | | | 51 447 021 38 224 829 | 51 447 021 |
| 05.80 – Fonction santé | 111 612 882 317 452 542 | 39 522 249 34 902 427 | 209 583 54 417 | | 151 344 714 352 409 387 | 335 843 365 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 779 306 080 1 076 067 630 | 160 072 166 8 902 340 | | | 939 378 246 1 084 969 971 | 949 941 825 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 126 711 526 114 554 117 | 628 754 | | | 126 711 526 115 182 871 | 126 711 526 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 12 179 514 8 480 214 | 2 396 358 6 348 372 | | | 14 575 872 14 828 586 | 14 775 872 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 616 741 271 699 013 970 | 56 177 934 66 432 012 | | | 672 919 205 765 445 982 | 693 588 013 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 14 235 445 | 129 872 967 105 020 848 | | | 129 872 967 119 256 292 | 129 872 967 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 770 000 000 467 982 848 | 1 916 599 | 50 000 000 29 678 945 | | 820 000 000 499 578 392 | 855 000 000 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| <i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022 | | | | | | |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 21 851 368 | | | | 30 000 000 21 851 368 | 30 000 000 |
| Total des CP prévus en LFI | 9 017 323 466 | 1 552 871 984 | 226 846 283 | 1 554 523 | 10 798 596 256 | 11 146 332 389 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | +398 608 414 (hors titre 2) | | | +398 608 414 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | +1 368 375 889 (hors titre 2) | | | +1 368 375 889 | |
| Total des CP ouverts | | 12 565 580 559 (hors titre 2) | | | 12 565 580 559 | |
| Total des CP consommés | 11 239 188 194 | 1 027 055 480 | 248 668 311 | 1 398 187 | 12 516 310 171 | |

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|--|
| <i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021 | | | | | | |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 258 038 438 434 225 973 | 305 596 794 134 317 797 | 168 076 834 169 410 985 | | 731 712 066 | 731 736 066 737 954 754 |
| 01.10 – Emploi des forces | 125 774 051 114 048 234 | 17 450 000 17 465 483 | 168 076 834 169 395 985 | | 311 300 885 | 311 300 885 300 909 703 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 27 114 888 36 847 996 | 28 680 350 16 586 074 | 15 000 | | 55 795 238 | 55 804 238 53 449 071 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 105 149 499 279 255 533 | 246 720 309 84 868 495 | | | 351 869 808 | 351 884 808 364 124 028 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 4 074 209 | 12 746 135 15 397 744 | | | 12 746 135 | 12 746 135 19 471 953 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 1 816 900 662 2 610 656 897 | 274 025 355 122 700 905 | 4 700 000 4 520 014 | | 2 095 626 017 | 2 101 626 017 2 737 877 815 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 186 420 500 191 422 257 | 533 988 | 15 359 | | 186 420 500 | 187 220 500 191 971 604 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 87 271 204 88 917 766 | 101 274 | | | 87 271 204 | 87 771 204 89 019 040 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 1 423 117 774 2 157 326 209 | 26 716 075 | 187 232 | | 1 423 117 774 | 1 427 117 774 2 184 229 516 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 120 091 184 145 777 870 | 141 770 061 31 036 879 | 4 700 000 4 317 422 | | 266 561 245 | 267 261 245 181 132 171 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 27 212 795 | 132 255 294 64 312 690 | | | 132 255 294 | 132 255 294 91 525 484 |
| 03 – Préparation des forces navales | 3 422 931 775 4 172 450 192 | 352 133 413 314 597 733 | 4 829 631 | 1 245 717 1 245 452 | 3 776 310 905 | 3 791 310 905 4 493 123 008 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 362 660 329 352 524 075 | 474 582 | | | 362 660 329 | 365 860 329 352 998 657 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 59 129 725 85 836 861 | 6 657 058 4 815 619 | | 1 245 717 1 245 717 | 67 032 500 | 69 032 500 91 898 196 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces | 2 873 197 739 3 427 844 728 | 109 051 754 95 380 996 | 64 | -265 | 2 982 249 493 | 2 989 749 493 3 523 225 523 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i> | | | | | | |
| navales | | | | | | |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 127 943 982 190 336 943 | 5 925 200 47 945 549 | 4 829 567 | | 133 869 182 | 136 169 182 243 112 059 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 115 907 586 | 230 499 401 165 980 988 | | | 230 499 401 | 230 499 401 281 888 574 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 8 815 006 883 9 065 217 364 | 191 187 983 221 786 236 | 2 565 921 | 309 523 309 523 | 9 006 504 389 | 9 054 881 369 9 289 879 044 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 20 571 199 22 464 148 | 686 269 | 2 234 746 | | 20 571 199 | 20 571 199 25 385 163 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 262 503 945 327 947 426 | 133 823 | 312 451 | | 262 503 945 | 280 587 127 328 393 700 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 935 204 177 653 057 131 | | | | 935 204 177 | 935 204 177 653 057 131 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 126 849 652 130 146 951 | 153 173 | | 309 523 309 523 | 127 159 175 | 127 367 152 130 609 647 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 7 443 642 181 7 883 901 581 | 106 772 323 131 893 725 | 18 724 | | 7 550 414 504 | 7 580 500 325 8 015 814 030 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 401 774 | | | | 0 | 0 401 774 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 28 854 305 | 84 415 660 80 319 246 | | | 84 415 660 | 84 415 660 109 173 551 |
| 04.12 – Activités spatiales | 26 235 729 18 444 048 | 8 600 000 | | | 26 235 729 | 26 235 729 27 044 048 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 1 958 230 977 2 298 261 305 | 601 515 251 288 516 169 | 438 762 44 336 | -2 522 | 2 560 184 990 | 2 771 233 993 2 586 819 288 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 3 536 943 | 147 748 459 38 299 083 | | | 147 748 459 | 147 748 459 41 836 026 |
| 05.80 – Fonction santé | 200 188 698 353 393 892 | 23 553 669 39 100 084 | 438 762 44 336 | -2 522 | 224 181 129 | 404 328 211 392 535 790 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 990 253 450 1 165 860 546 | 215 857 472 41 385 895 | | | 1 206 110 922 | 1 217 689 746 1 207 246 441 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 179 857 721 104 690 509 | -12 011 | | | 179 857 721 | 179 857 721 104 678 498 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 8 445 259 7 129 316 | 7 310 343 7 105 580 | | | 15 755 602 | 15 955 602 14 234 896 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 579 485 849 651 762 124 | 64 190 335 71 466 912 | | | 643 676 184 | 662 799 281 723 229 036 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 11 887 975 | 142 854 973 91 170 627 | | | 142 854 973 | 142 854 973 103 058 602 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 775 000 000 460 516 191 | 1 374 498 | 45 000 000 44 021 421 | | 820 000 000 | 844 000 000 505 912 109 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 30 739 135 | | | | 30 000 000 | 30 000 000 30 739 135 |
| Total des AE prévues en LFI | 17 076 108 735 | 1 724 458 796 | 218 215 596 | 1 555 240 | 19 020 338 367 | 19 324 788 350 |
| Total des AE consommées | 19 072 067 056 | 1 083 293 338 | 225 392 307 | 1 552 453 | | 20 382 305 154 |

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i> | | | | | | |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | 253 706 307 422 749 878 | 266 867 254 119 297 693 | 166 202 778 170 651 406 | | 686 776 339 | 686 800 339 712 698 976 |
| 01.10 – Emploi des forces | 118 047 109 113 159 536 | 13 790 000 16 576 119 | 166 202 778 170 636 406 | | 298 039 887 | 298 039 887 300 372 061 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| | <i>Prévision LFI 2021</i> | | | | | |
| | <i>Consommation 2021</i> | | | | | |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 34 463 808 38 634 932 | 20 237 406 16 753 704 | 15 000 | | 54 701 214 | 54 710 214 55 403 635 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 101 195 390 267 589 121 | 220 343 637 76 034 278 | | | 321 539 027 | 321 554 027 343 623 399 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 3 366 290 | 12 496 211 9 933 591 | | | 12 496 211 | 12 496 211 13 299 881 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | 1 326 371 859 1 751 355 202 | 206 780 857 142 905 234 | 4 700 000 5 245 539 | | 1 537 852 716 | 1 543 852 716 1 899 505 975 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 181 236 074 192 781 364 | 1 445 620 | 15 359 | | 181 236 074 | 182 036 074 194 242 343 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 86 479 498 87 059 979 | 179 914 | | | 86 479 498 | 86 979 498 87 239 893 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 954 724 878 1 250 340 519 | 22 271 368 | 912 758 | | 954 724 878 | 958 724 878 1 273 524 645 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 103 931 409 202 765 612 | 138 990 256 47 389 913 | 4 700 000 4 317 422 | | 247 621 665 | 248 321 665 254 472 947 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 18 407 729 | 67 790 601 71 618 419 | | | 67 790 601 | 67 790 601 90 026 148 |
| 03 – Préparation des forces navales | 2 278 431 659 2 573 395 125 | 330 160 658 226 185 934 | 5 169 913 | 1 245 717 1 245 452 | 2 609 838 034 | 2 624 838 034 2 805 996 425 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 318 120 758 236 878 664 | 203 189 | | | 318 120 758 | 321 320 758 237 081 852 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 57 746 098 60 230 781 | 6 527 058 3 439 034 | | 1 245 717 1 245 717 | 65 518 873 | 67 518 873 64 915 533 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 1 816 369 042 2 020 573 475 | 139 112 827 94 145 565 | 365 432 | -265 | 1 955 481 869 | 1 962 981 869 2 115 084 207 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 86 195 761 178 038 488 | 5 615 200 34 009 526 | 4 804 481 | | 91 810 961 | 94 110 961 216 852 495 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 77 673 717 | 178 905 573 94 388 620 | | | 178 905 573 | 178 905 573 172 062 337 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | 2 270 929 228 2 606 626 888 | 187 052 115 145 610 591 | 2 044 383 | 309 523 309 523 | 2 458 290 866 | 2 506 667 846 2 754 591 385 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 20 167 842 12 696 547 | 95 229 | 1 442 861 | | 20 167 842 | 20 167 842 14 234 637 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 260 710 018 325 189 755 | 221 602 | 312 451 | | 260 710 018 | 278 793 200 325 723 808 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 158 754 533 110 977 769 | | | | 158 754 533 | 158 754 533 110 977 769 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 125 481 679 123 406 946 | 162 615 | | 309 523 309 523 | 125 791 202 | 125 999 179 123 879 084 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 1 680 093 853 2 001 329 130 | 104 243 900 62 887 802 | 289 071 | | 1 784 337 753 | 1 814 423 574 2 064 506 003 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 398 475 | | | | 0 | 0 398 475 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 28 354 129 | 82 808 215 79 267 343 | | | 82 808 215 | 82 808 215 107 621 473 |
| 04.12 – Activités spatiales | 25 721 303 4 274 136 | 2 976 000 | | | 25 721 303 | 25 721 303 7 250 136 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | 1 661 717 699 2 154 323 534 | 532 342 307 318 583 506 | 438 762 40 226 | | 2 194 498 768 | 2 405 547 771 2 472 947 266 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 3 993 318 | 48 251 041 30 926 417 | | | 48 251 041 | 48 251 041 34 919 734 |
| 05.80 – Fonction santé | 119 803 052 320 232 430 | 9 781 391 29 135 726 | 438 762 40 226 | | 130 023 205 | 310 170 287 349 408 382 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 787 191 165 1 032 238 680 | 212 442 769 41 051 668 | | | 999 633 934 | 1 011 212 758 1 073 290 348 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 141 625 216 | | | | 141 625 216 | 141 625 216 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---------------------------------------|--|---|--|
| <i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021 | | | | | | |
| | 106 811 889 | 439 672 | | | | 107 251 561 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 8 332 167 8 119 680 | 8 389 011 9 036 172 | | | 16 721 178 | 16 921 178 17 155 852 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 604 766 099 667 981 165 | 65 144 829 64 741 297 | | | 669 910 928 | 689 034 025 732 722 462 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 14 946 372 | 188 333 266 143 252 554 | | | 188 333 266 | 188 333 266 158 198 927 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | 775 000 000 462 097 442 | 821 067 | 45 000 000 44 021 421 | | 820 000 000 | 844 000 000 506 939 930 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | 30 000 000 28 966 468 | | | | 30 000 000 | 30 000 000 28 966 468 |
| Total des CP prévus en LFI | 8 596 156 752 | 1 523 203 191 | 216 341 540 | 1 555 240 | 10 337 256 723 | 10 641 706 706 |
| Total des CP consommés | 9 999 514 538 | 953 404 025 | 227 172 888 | 1 554 975 | | 11 181 646 427 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Consommées* en 2021 | Ouvertes en 2022 | Consommées* en 2022 | Consommés* en 2021 | Ouverts en 2022 | Consommés* en 2022 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 19 072 067 056 | 13 078 668 822 | 14 515 217 446 | 9 999 514 538 | 9 017 323 466 | 11 239 188 194 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 19 012 707 360 | 13 019 658 141 | 14 456 842 778 | 9 940 154 842 | 8 958 312 785 | 11 180 828 598 |
| Subventions pour charges de service public | 59 359 696 | 59 010 681 | 58 374 667 | 59 359 696 | 59 010 681 | 58 359 596 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 1 083 293 338 | 1 583 703 634 | 1 028 273 342 | 953 404 025 | 1 552 871 984 | 1 027 055 480 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 1 021 523 247 | 1 576 240 944 | 970 694 684 | 901 161 274 | 1 550 586 291 | 970 255 493 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 61 770 091 | 7 462 690 | 57 578 658 | 52 242 751 | 2 285 693 | 56 799 987 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 225 392 307 | 228 941 982 | 253 406 165 | 227 172 888 | 226 846 283 | 248 668 311 |
| Transferts aux ménages | 25 158 | 174 032 399 | 43 176 | 25 158 | 171 936 700 | 43 176 |
| Transferts aux entreprises | 150 132 | 209 583 | 150 000 | 150 132 | 209 583 | 150 000 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 315 | 0 | 0 | 315 | 0 | 0 |
| Transferts aux autres collectivités | 225 215 471 | 54 700 000 | 253 212 988 | 226 996 052 | 54 700 000 | 248 475 135 |
| Appels en garantie | 1 231 | 0 | 0 | 1 231 | 0 | 0 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 1 552 453 | 1 554 523 | 1 398 187 | 1 554 975 | 1 554 523 | 1 398 187 |
| Prêts et avances | -265 | 0 | -94 155 | -265 | 0 | -94 155 |
| Dotations en fonds propres | 1 552 718 | 1 554 523 | 1 492 342 | 1 555 240 | 1 554 523 | 1 492 342 |
| Total hors FdC et AdP | | 14 892 868 961 | | | 10 798 596 256 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +5 606 219 439 | | | +1 766 984 303 | |
| Total* | 20 382 305 154 | 20 499 088 400 | 15 798 295 139 | 11 181 646 427 | 12 565 580 559 | 12 516 310 171 |

* y.c. FdC et AdP

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|-------------------------|--------------------|
| | Ouvertes en 2021 | Prévues en LFI pour 2022 | Ouvertes en 2022 | Ouverts en 2021 | Prévus en LFI pour 2022 | Ouverts en 2022 |
| Dépenses de personnel | | | | | | |
| Autres natures de dépenses | 520 442 155 | 347 736 133 | 364 890 312 | 530 398 661 | 347 736 133 | 398 608 414 |
| Total | 520 442 155 | 347 736 133 | 364 890 312 | 530 398 661 | 347 736 133 | 398 608 414 |

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2022 | | 36 291 587 | | 36 291 587 | | | | |
| 03/2022 | | 31 572 581 | | 31 572 581 | | | | |
| 04/2022 | | 15 124 678 | | 15 124 678 | | | | |
| 05/2022 | | 30 279 784 | | 30 279 784 | | | | |
| 06/2022 | | 81 015 002 | | 81 015 002 | | | | |
| 07/2022 | | 22 970 840 | | 22 970 840 | | | | |
| 08/2022 | | 21 401 785 | | 21 401 785 | | | | |
| 09/2022 | | 14 709 770 | | 14 709 770 | | | | |
| 10/2022 | | 68 591 540 | | 68 591 540 | | | | |
| 11/2022 | | 16 098 458 | | 16 098 458 | | | | |
| 12/2022 | | 12 613 946 | | 12 613 946 | | | | |
| 01/2023 | | 732 270 | | 732 270 | | | | |
| Total | | 351 402 240 | | 351 402 240 | | | | |

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2022 | | 452 825 | | 452 825 | | | | |
| 03/2022 | | 587 577 | | 587 577 | | | | |
| 04/2022 | | 313 976 | | 313 976 | | | | |
| 05/2022 | | 1 261 388 | | 23 761 388 | | | | |
| 06/2022 | | 859 187 | | 7 077 289 | | | | |
| 07/2022 | | 438 359 | | 438 359 | | | | |

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 08/2022 | | 1 353 993 | | 1 353 993 | | | | |
| 09/2022 | | 1 449 734 | | 1 449 734 | | | | |
| 10/2022 | | 4 175 852 | | 4 175 852 | | | | |
| 11/2022 | | 994 880 | | 994 880 | | | | |
| 12/2022 | | 1 100 862 | | 6 100 862 | | | | |
| 01/2023 | | 583 510 | | 583 510 | | | | |
| Total | | 13 572 142 | | 47 290 244 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 25/01/2022 | | 438 926 556 | | | | | | |
| Total | | 438 926 556 | | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 28/01/2022 | | 22 308 869 | | 16 893 874 | | | | |
| Total | | 22 308 869 | | 16 893 874 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 17/02/2022 | | 3 285 362 567 | | 3 594 801 | | | | |
| Total | | 3 285 362 567 | | 3 594 801 | | | | |

DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 15/07/2022 | | | | | | 84 070 | | 84 070 |
| Total | | | | | | 84 070 | | 84 070 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2022 | | 3 474 811 | | 3 079 765 | | | | |
| 27/06/2022 | | 200 000 | | 200 000 | | | | |
| 24/11/2022 | | 200 000 | | 200 000 | | | | |
| 02/12/2022 | | 29 525 801 | | 29 525 801 | | | | |
| Total | | 33 400 612 | | 33 005 566 | | | | |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2022 | | | | | | 12 344 440 | | 12 344 440 |
| 05/12/2022 | | 23 174 963 | | 1 626 088 | | | | |
| Total | | 23 174 963 | | 1 626 088 | | 12 344 440 | | 12 344 440 |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 01/12/2022 | | 1 450 500 000 | | 1 325 600 000 | | | | |
| Total | | 1 450 500 000 | | 1 325 600 000 | | | | |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 5 618 647 949 | | 1 779 412 813 | | 12 428 510 | | 12 428 510 |

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2022 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2022. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2022.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale | | Chiffrage définitif 2021 | Chiffrage initial 2022 | Chiffrage actualisé 2022 |
|--|---|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 120127 | Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux personnes accomplissant un service civique ou une autre forme de volontariat Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2000 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-17°, DM</i> | 72 | 74 | 75 |
| 120144 | Exonération de l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux militaires au titre de leur participation aux opérations visant à la défense de la souveraineté de la France et à la préservation de l'intégrité de son territoire, engagées ou renforcées à la suite des attentats commis sur le territoire national en 2015 Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2020 : 258261 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-23° bis</i> | 9 | 32 | 8 |
| Total | | 81 | 106 | 83 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

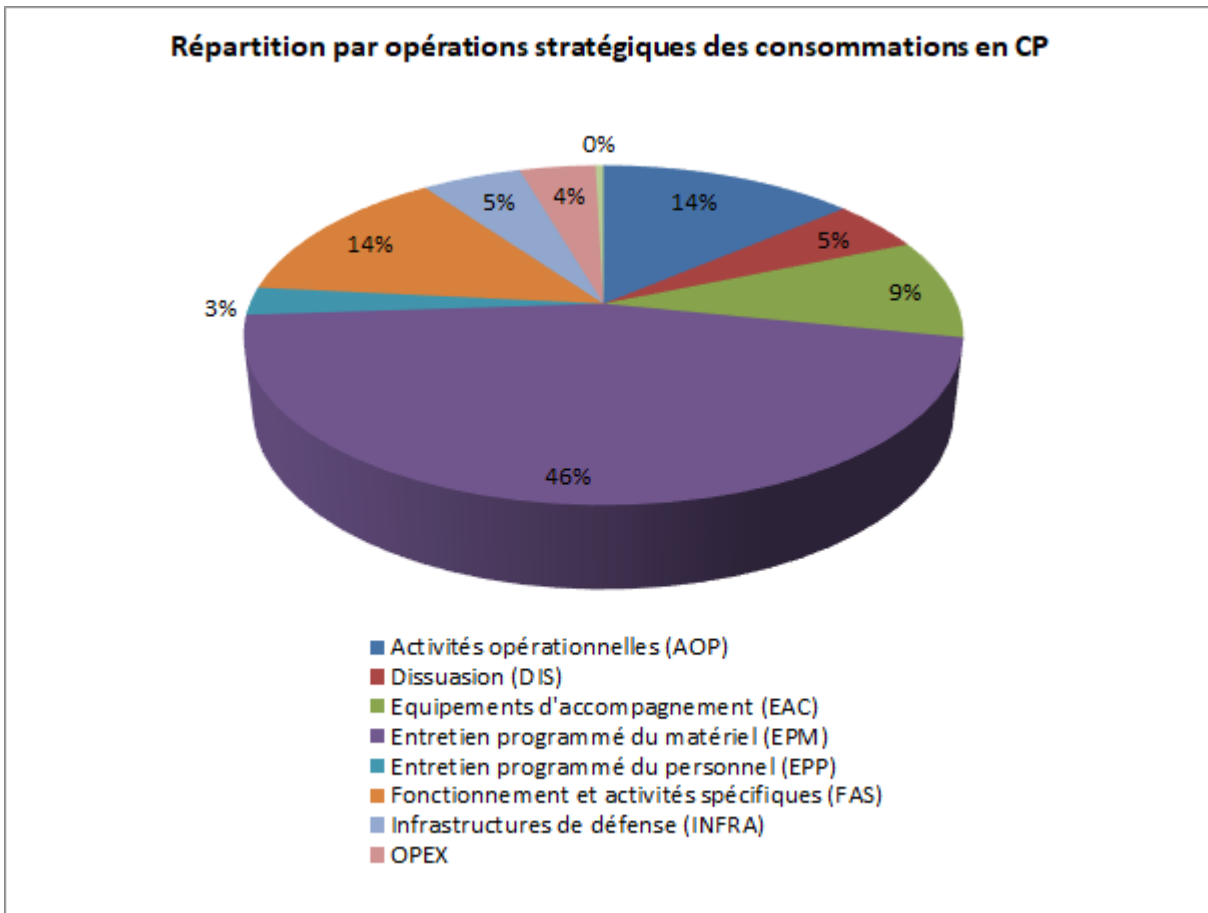
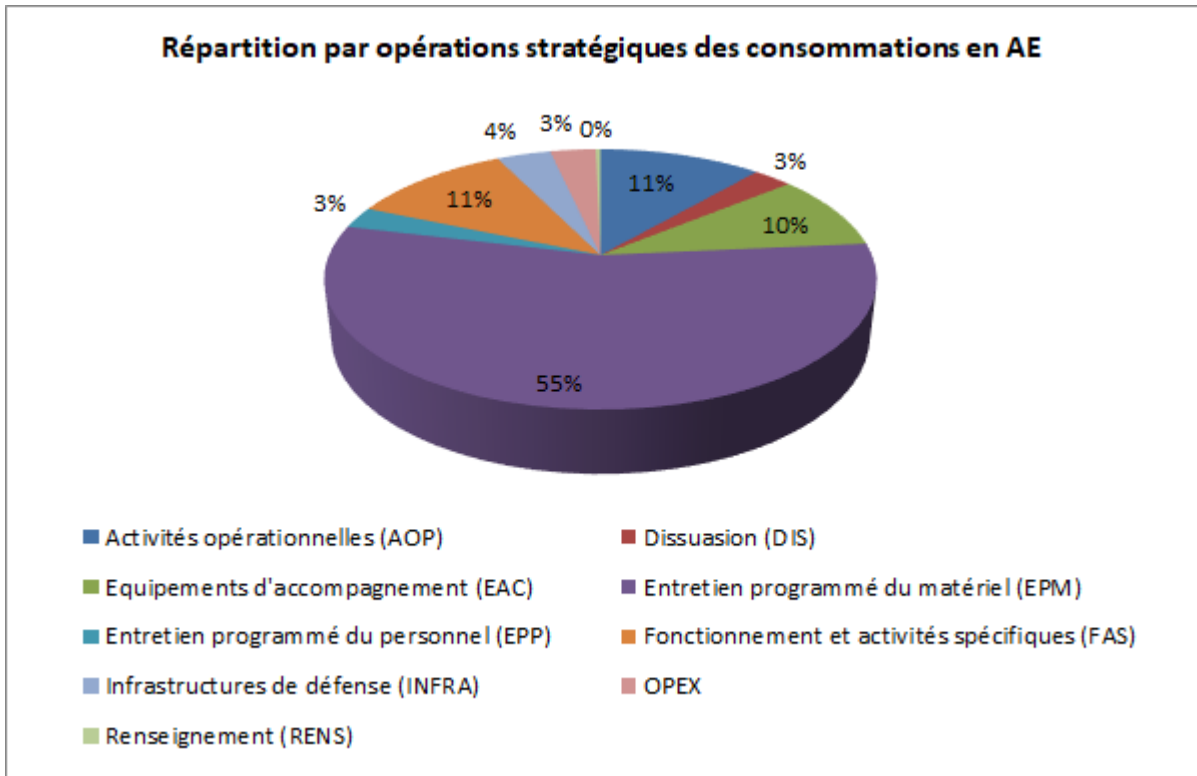
| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | | 768 431 251 846 549 351 | 768 465 751 846 549 351 | | 741 417 769 834 781 103 | 741 452 269 834 781 103 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 323 681 137 404 881 325 | 323 681 137 404 881 325 | | 309 415 952 394 726 921 | 309 415 952 394 726 921 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | 52 298 002 55 893 601 | 52 307 502 55 893 601 | | 51 259 143 56 735 861 | 51 268 643 56 735 861 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | 374 259 551 373 007 352 | 374 284 551 373 007 352 | | 362 906 829 364 004 149 | 362 931 829 364 004 149 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | | 18 192 561 12 767 073 | 18 192 561 12 767 073 | | 17 835 845 19 314 172 | 17 835 845 19 314 172 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | | 3 138 250 309 3 072 291 074 | 3 144 480 309 3 072 291 074 | | 1 670 221 628 2 253 437 194 | 1 676 451 628 2 253 437 194 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 180 410 246 245 489 989 | 180 410 246 245 489 989 | | 178 132 421 230 862 407 | 178 132 421 230 862 407 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 88 364 179 96 177 019 | 88 594 179 96 177 019 | | 87 917 107 97 152 707 | 88 147 107 97 152 707 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 2 489 509 605 2 188 491 405 | 2 492 539 605 2 188 491 405 | | 1 060 169 124 1 565 977 994 | 1 063 199 124 1 565 977 994 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | 315 923 967 471 549 664 | 318 893 967 471 549 664 | | 257 724 444 244 657 459 | 260 694 444 244 657 459 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | | 64 042 312 70 582 997 | 64 042 312 70 582 997 | | 86 278 532 114 786 627 | 86 278 532 114 786 627 |
| 03 – Préparation des forces navales | | 4 051 049 406 4 948 004 661 | 4 066 049 406 4 948 004 661 | | 2 843 215 599 3 161 204 579 | 2 858 215 599 3 161 204 579 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 294 950 682 302 435 968 | 297 450 682 302 435 968 | | 306 280 005 296 303 504 | 308 780 005 296 303 504 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 69 810 684 71 364 768 | 71 810 684 71 364 768 | | 68 407 210 78 677 357 | 70 407 210 78 677 357 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 3 321 326 076 4 042 727 892 | 3 329 526 076 4 042 727 892 | | 2 100 963 968 2 305 393 684 | 2 109 163 968 2 305 393 684 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 128 246 855 256 127 194 | 130 546 855 256 127 194 | | 123 584 897 226 970 387 | 125 884 897 226 970 387 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | | 236 715 109 275 348 839 | 236 715 109 275 348 839 | | 243 979 519 253 859 648 | 243 979 519 253 859 648 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | | 3 882 046 068 3 743 274 307 | 3 957 586 663 3 743 274 307 | | 2 607 491 709 3 255 139 619 | 2 683 032 304 3 255 139 619 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 17 269 132 24 036 652 | 17 269 132 24 036 652 | | 16 420 716 20 660 374 | 16 420 716 20 660 374 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 261 179 796 403 038 637 | 279 899 183 403 038 637 | | 266 512 745 403 755 220 | 285 232 132 403 755 220 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | | 59 959 844 72 437 375 | 59 959 844 72 437 375 | | 160 909 125 151 457 038 | 160 909 125 151 457 038 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | 128 098 812 148 147 755 | 128 310 429 148 147 755 | | 122 945 478 139 676 796 | 123 157 095 139 676 796 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | 3 201 100 809 2 885 702 641 | 3 252 710 400 2 885 702 641 | | 1 917 751 980 2 375 085 819 | 1 969 361 571 2 375 085 819 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | 196 346 | 0 196 346 | | 155 028 | 0 155 028 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | | 145 754 284 136 777 726 | 150 754 284 136 777 726 | | 94 830 694 137 239 666 | 99 830 694 137 239 666 |
| 04.12 – Activités spatiales | | 68 683 391 72 937 174 | 68 683 391 72 937 174 | | 28 120 971 27 109 677 | 28 120 971 27 109 677 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | | 2 203 091 927 2 671 061 955 | 2 419 022 965 2 671 061 955 | | 2 086 249 551 2 490 317 917 | 2 302 180 589 2 490 317 917 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | | 14 783 470 37 745 660 | 14 783 470 37 745 660 | | 51 447 021 38 224 829 | 51 447 021 38 224 829 |
| 05.80 – Fonction santé | | 244 731 908 343 000 795 | 429 230 559 343 000 795 | | 151 344 714 352 409 387 | 335 843 365 352 409 387 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | 905 384 581 1 179 778 681 | 915 948 160 1 179 778 681 | | 939 378 246 1 084 969 971 | 949 941 825 1 084 969 971 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 129 245 756 113 457 325 | 129 245 756 113 457 325 | | 126 711 526 115 182 871 | 126 711 526 115 182 871 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | 13 286 390 13 822 518 | 13 486 390 13 822 518 | | 14 575 872 14 828 586 | 14 775 872 14 828 586 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | 729 918 796 864 264 798 | 750 587 604 864 264 798 | | 672 919 205 765 445 982 | 693 588 013 765 445 982 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | | 165 741 026 118 992 180 | 165 741 026 118 992 180 | | 129 872 967 119 256 292 | 129 872 967 119 256 292 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | | 820 000 000 496 518 627 | 855 000 000 496 518 627 | | 820 000 000 499 578 392 | 855 000 000 499 578 392 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | 30 000 000 20 595 163 | 30 000 000 20 595 163 | | 30 000 000 21 851 368 | 30 000 000 21 851 368 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 0 | 14 892 868 961 | 14 892 868 961 | 0 | 10 798 596 256 | 10 798 596 256 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | +5 606 219 439 | +5 606 219 439 | | +1 766 984 303 | +1 766 984 303 |
| Total des crédits ouverts | 0 | 20 499 088 400 | 20 499 088 400 | 0 | 12 565 580 559 | 12 565 580 559 |
| Total des crédits consommés | 0 | 15 798 295 139 | 15 798 295 139 | 0 | 12 516 310 171 | 12 516 310 171 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +4 700 793 261 | +4 700 793 261 | | +49 270 388 | +49 270 388 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro



AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2022 (EN €)

| Niveau | Description | AE | | | | |
|--------|--|----------------|-------------------|--------------------|--------------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FDC/ADP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 1 360 640 859 | 175 095 882 | 0 | 1 844 412 073 | 308 675 332 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 440 062 000 | 0 | 951 591 | 435 243 046 | -3 867 363 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 1 263 985 169 | 11 311 349 | 0 | 1 524 734 013 | 249 437 495 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 8 585 694 505 | 62 139 591 | 0 | 8 849 259 924 | 201 425 828 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 340 284 145 | 585 130 | 0 | 437 879 024 | 97 009 749 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 1 298 923 062 | 58 604 181 | 0 | 1 816 708 441 | 459 181 198 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 626 637 407 | 5 000 000 | 102 123 579 | 561 797 276 | 32 283 448 |
| OS | OPEX | 820 000 000 | 35 000 000 | 0 | 515 530 985 | -339 469 015 |
| OS | Renseignement (RENS) | 46 641 814 | 0 | 0 | 54 214 040 | 7 572 226 |
| OS | Surcoûts liés aux missions intérieures (MISSINT) | 30 000 000 | 0 | 0 | 22 414 195 | -7 585 805 |
| | Total | 14 812 868 961 | 347 736 133 | 103 075 170 | 16 062 193 018 | 1 004 663 094 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|--|----------------|-------------------|----------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FDC/ADP | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 1 282 317 501 | 175 095 882 | 1 733 723 574 | 276 310 191 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 720 500 000 | 0 | 620 638 907 | -99 861 093 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 1 142 033 816 | 11 311 349 | 1 198 596 117 | 45 250 952 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 4 448 167 833 | 62 139 591 | 5 767 530 751 | 1 257 223 327 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 277 327 592 | 585 130 | 334 842 398 | 56 929 676 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 1 371 693 161 | 58 604 181 | 1 705 984 908 | 275 687 566 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 660 842 493 | 5 000 000 | 676 667 343 | 10 824 850 |
| OS | OPEX | 820 000 000 | 35 000 000 | 515 119 580 | -339 880 420 |
| OS | Renseignement (RENS) | 45 713 860 | 0 | 53 706 504 | 7 992 644 |
| OS | Surcoûts liés aux missions intérieures (MISSINT) | 30 000 000 | 0 | 21 890 308 | -8 109 692 |
| | Total | 10 798 596 256 | 347 736 133 | 12 628 700 390 | 1 482 368 001 |

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS (EN €)

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|--------------|-------------|---------|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2021 | Eng 2022 | 2 022 | 2 023 | 2 024 | >2024 | Total |
| OS | AOP | PLF | 427 704 237 | 1 535 736 741 | 1 461 613 383 | 353 529 195 | 24 000 000 | 124 298 400 | 1 963 440 978 |
| | | PLR | 408 845 436 | 1 844 412 073 | 1 733 723 574 | 225 145 830 | 77 157 043 | 217 231 062 | 2 253 257 509 |
| OS | DIS | PLF | 2 181 862 903 | 437 062 000 | 720 500 000 | 537 737 202 | 316 812 033 | 1 043 875 668 | 2 618 924 903 |
| | | PLR | 1 988 672 657 | 439 415 141 | 620 638 907 | 533 333 138 | 276 137 827 | 997 977 925 | 2 428 087 798 |
| OS | EAC | PLF | 1 044 151 710 | 1 275 296 518 | 1 165 345 165 | 687 004 499 | 265 891 382 | 201 207 182 | 2 319 448 228 |
| | | PLR | 1 050 995 942 | 1 524 662 492 | 1 198 596 117 | 747 620 128 | 374 015 874 | 255 426 315 | 2 575 658 434 |
| OS | EPM | PLF | 21 140 683 752 | 8 732 834 096 | 4 511 307 424 | 4 623 657 947 | 4 188 774 847 | 16 549 777 630 | 29 873 517 848 |
| | | PLR | 20 112 511 927 | 8 949 685 759 | 5 767 530 751 | 4 317 380 597 | 3 221 162 408 | 15 756 123 930 | 29 062 197 686 |
| OS | EPP | PLF | 210 630 744 | 340 869 275 | 277 912 722 | 273 587 297 | 0 | 0 | 551 500 019 |
| | | PLR | 225 710 994 | 437 879 024 | 334 842 398 | 207 133 549 | 28 768 699 | 92 845 373 | 663 590 018 |
| OS | FAS | PLF | 1 212 403 941 | 1 357 527 243 | 1 445 906 342 | 799 812 603 | 167 081 909 | 157 130 330 | 2 569 931 184 |
| | | PLR | 1 277 666 604 | 1 816 708 441 | 1 705 984 908 | 632 883 372 | 280 655 209 | 474 851 555 | 3 094 375 045 |
| OS | INFRA | PLF | 873 697 315 | 801 183 243 | 666 178 209 | 583 937 734 | 265 440 641 | 159 323 974 | 1 674 880 558 |
| | | PLR | 971 118 138 | 612 904 540 | 676 667 343 | 505 608 195 | 212 251 360 | 189 495 780 | 1 584 022 678 |
| OS | OPEX | PLF | 12 489 053 | 855 000 000 | 855 000 000 | 12 489 053 | 0 | 0 | 867 489 053 |
| | | PLR | 15 957 153 | 515 530 985 | 515 119 580 | 16 368 557 | 0 | 0 | 531 488 138 |
| OS | RENS | PLF | 41 291 114 | 46 641 814 | 45 713 860 | 28 462 541 | 13 756 527 | 0 | 87 932 928 |
| | | PLR | 44 285 949 | 54 214 040 | 53 706 504 | 30 081 097 | 10 541 590 | 4 170 798 | 98 499 989 |
| OS | MISSINT | PLF | 892 247 | 30 000 000 | 30 000 000 | 892 247 | 0 | 0 | 30 892 247 |
| | | PLR | 2 869 341 | 22 414 195 | 21 890 308 | 3 393 228 | 0 | 0 | 25 283 536 |
| Total écarts | | | -1 047 172 876 | 805 675 760 | 1 449 223 285 | -682 162 627 | -761 067 328 | -247 490 445 | -241 497 116 |

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 0 | 14 893 204 677 | 14 893 204 677 | 0 | 10 798 931 972 | 10 798 931 972 |
| Amendements | 0 | -335 716 | -335 716 | 0 | -335 716 | -335 716 |
| LFI | 0 | 14 892 868 961 | 14 892 868 961 | 0 | 10 798 596 256 | 10 798 596 256 |

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Report de crédits. En AE, les reports de crédits s'élèvent à 3 746,6 M€, dont 438,9 M€ par arrêté du 25 janvier 2022 (reports sur TF), 22,3 M€ par arrêté du 28 janvier 2022 (reports sur FDC) et 3 285,4 M€ par arrêté du 17 février 2022. En CP, les reports de crédits s'élèvent à 20,5 M€, dont 16,9 M€ par arrêté du 28 janvier 2022 (reports sur FDC) et 3,6 M€ par arrêté du 17 février 2022.

Décrets de transfert. Le solde des transferts s'élève à 33,4 M€ en AE et 33 M€ en CP et concerne principalement :

- quatre transferts pour un montant total de 35,3 M€ en AE/CP en provenance du programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde », destinés notamment aux financements de formations et du pilier 2 de la facilité européenne de paix ;

- deux transferts pour un montant total de 1,6 M€ en AE/CP vers le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » destiné au financement de l'infrastructure nationale partageable des transmissions (INPT).

Décrets de virement. Le solde des virements s'élève à 10,8 M€ en AE et -10,7 M€ en CP et recouvre principalement les mouvements suivants :

- 11,5 M€ en AE/CP vers le programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » pour le financement notamment d'un besoin opérationnel prioritaire et de la deuxième édition de l'évènement « La Fabrique Défense » ;
- 0,8 M€ en AE/CP vers le programme 146 « Équipement des forces » destiné au financement de dépenses liées aux heures d'utilisation des aéronefs dans le cadre d'un contrat de partenariat ;
- 22,8 M€ en AE et 3,4 M€ en CP en provenance du programme 212 (HT2) « Soutien de la politique de la défense » au profit notamment du financement de dépenses d'infrastructures et du remboursement des dépenses supportées par la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI).

Loi de finances rectificative. La loi de finances rectificative n° 2022-1499 du 1^{er} décembre 2022 a ouvert 1 450,5 M€ en AE et 1 325,6 M€ en CP sur le programme.

■ ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Le rattachement des fonds de concours (13,6 M€ en AE et 47,3 M€ en CP) et des attributions de produits (351,4 M€ en AE/CP) concernent principalement :

- pour les fonds de concours :
 - la contribution des partenaires civils au financement des dépenses relatives aux installations et services d'usage commun des aérodromes militaires mixtes (1,2 M€ en AE/CP).
 - les contributions diverses au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 178 (11,5 M€ en AE/CP) ;
 - la contribution de la partie allemande à la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien (33,7 M€ en CP) ;
 - le reversement par les entreprises d'une fraction de la taxe d'apprentissage, pour concourir à des actions de formations technologiques et professionnelles (0,4 M€ en AE/CP) ;
 - le produit des legs et donations (0,3 M€ en AE/CP) ;
 - la participation de la Commission européenne ou d'États membres de l'Union européenne au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 178 (0,2 M€ en AE/CP) ;
- pour les attributions de produits :
 - les remboursements des soins assurés par le service de santé des armées (164,4 M€ en AE/CP) ;
 - les produits des cessions de biens mobiliers (74 M€ en AE/CP) ;
 - les recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en métropole (58 M€ en AE/CP) ;
 - les recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en outre-mer et à l'étranger (46 M€ en AE/CP) ;
 - la valorisation du patrimoine immatériel du ministère de la défense (9 M€ en AE/CP).

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 0 | 593 986 850 | 593 986 850 | 0 | 430 215 942 | 430 215 942 |
| Surgels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dégels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 0 | 593 986 850 | 593 986 850 | 0 | 430 215 942 | 430 215 942 |

Dépenses pluriannuelles

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022 | CP 2022 |
|--|---|
| AE ouvertes en 2022 * (E1) 20 499 088 400 | CP ouverts en 2022 * (P1) 12 565 580 559 |
| AE engagées en 2022 (E2) 15 798 295 139 | CP consommés en 2022 (P2) 12 516 310 171 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2022 (E3) 365 329 365 | dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) 6 443 772 647 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2022 (E4 = E1 - E2 - E3) 4 335 463 896 | dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) 6 072 537 524 |

RESTES À PAYER

| | | | | |
|---|---|--|---|---|
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut (R1) 26 219 746 192 | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021 (R2) -21 423 553 | | | | |
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net (R3 = R1 + R2) 26 198 322 639 | – | CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022 (P3 = P2 - P4) 6 443 772 647 | = | Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R4 = R3 - P3) 19 754 549 992 |
| AE engagées en 2022 (E2) 15 798 295 139 | – | CP consommés en 2022 sur engagements 2022 (P4) 6 072 537 524 | = | Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R5 = E2 - P4) 9 725 757 615 |
| | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022 (R6 = R4 + R5) 29 480 307 607 |
| | | | | Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022 (P5) 7 218 947 691 |
| | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022 (P6 = R6 - P5) 22 261 359 916 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Justification par action

ACTION

01 – Planification des moyens et conduite des opérations

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | | 768 465 751 | 768 465 751 | | 741 452 269 | 741 452 269 |
| | | 846 549 351 | 846 549 351 | | 834 781 103 | 834 781 103 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 323 681 137 | 323 681 137 | | 309 415 952 | 309 415 952 |
| | | 404 881 325 | 404 881 325 | | 394 726 921 | 394 726 921 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | 52 307 502 | 52 307 502 | | 51 268 643 | 51 268 643 |
| | | 55 893 601 | 55 893 601 | | 56 735 861 | 56 735 861 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | 374 284 551 | 374 284 551 | | 362 931 829 | 362 931 829 |
| | | 373 007 352 | 373 007 352 | | 364 004 149 | 364 004 149 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | | 18 192 561 | 18 192 561 | | 17 835 845 | 17 835 845 |
| | | 12 767 073 | 12 767 073 | | 19 314 172 | 19 314 172 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 274 869 640 | 539 389 826 | 263 147 196 | 511 852 989 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 274 869 640 | 539 389 826 | 263 147 196 | 511 852 989 |
| 01.10 – Emploi des forces | 132 198 738 | 175 426 599 | 121 979 299 | 171 560 882 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 29 919 431 | 49 829 680 | 32 068 821 | 46 676 812 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 112 751 471 | 307 191 463 | 109 099 076 | 289 846 951 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | | 6 942 084 | | 3 768 345 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 319 563 712 | 92 272 112 | 306 368 373 | 112 644 815 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 312 101 022 | 65 791 235 | 304 082 680 | 85 744 339 |
| 01.10 – Emploi des forces | 17 450 000 | 12 703 375 | 15 499 953 | 11 482 434 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 14 925 381 | 4 577 595 | 16 914 129 | 7 341 536 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | 261 533 080 | 43 361 041 | 253 832 753 | 54 435 778 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | 18 192 561 | 5 149 225 | 17 835 845 | 12 484 590 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 7 462 690 | 26 480 877 | 2 285 693 | 26 900 476 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 1 864 638 | | 1 401 006 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | 7 462 690 | 1 485 626 | 2 285 693 | 2 716 813 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | 22 454 849 | | 19 721 420 |
| 01.21 – Infrastructures SIC | | 675 764 | | 3 061 237 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 174 032 399 | 214 885 535 | 171 936 700 | 210 281 421 |
| Transferts aux ménages | 174 032 399 | | 171 936 700 | |
| 01.10 – Emploi des forces | 174 032 399 | | 171 936 700 | |
| Transferts aux entreprises | | 150 000 | | 150 000 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 150 000 | | 150 000 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Transferts aux autres collectivités | | 214 735 535 | | 210 131 421 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 214 735 535 | | 210 131 421 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 1 878 | | 1 878 |
| Prêts et avances | | 1 878 | | 1 878 |
| 01.10 – Emploi des forces | | 1 178 | | 1 178 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | 700 | | 700 |
| Total | 768 465 751 | 846 549 351 | 741 452 269 | 834 781 103 |

SOUS-ACTION

01.10 – Emploi des forces

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La sous-action 10 « Emploi des forces » rassemble les crédits de l'état-major des armées (EMA) et des organismes et des états-majors qui lui sont rattachés. Ces crédits ont permis notamment :

- d'honorer les principaux engagements financiers de la France vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE ;
- de poursuivre la montée en puissance de la cyberdéfense et le déploiement de son réseau ;
- d'assurer l'approvisionnement et les flux logistiques vers nos forces prépositionnées ;
- de participer à la préparation opérationnelle des armées par le biais des grands exercices interarmées ;
- de financer une partie de la politique des cessions gratuites pilotée par le cabinet du ministre dans le cadre de la coopération opérationnelle.

Les principaux mouvements de ressources en AE/CP recouvrent :

- les décrets de virement : -11,5 M€ dont -11,1 M€ concernant la cyberdéfense (OS EAC) ;
- les décrets de transfert : +30,3 M€ dont +29,2 M€ de contributions du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) au financement de la Facilité européenne pour la paix (OS FAS) et +1,2 M€ pour la formation des stagiaires étrangers (OS AOP) ;
- les surcoûts liés au déploiement sur le flanc Est de l'Europe : +53,8 M€ notamment pour couvrir les cessions gratuites et des dépenses de transport stratégique.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les crédits d'activités opérationnelles (AOP) de la sous-action 10 financent principalement :

- les dépenses de préparation et d'emploi, hors opérations extérieures, des organismes interarmées et des postes permanents à l'étranger (PPE) du réseau EMA ;
- le transport stratégique au profit des forces de présence et de souveraineté et de la préparation opérationnelle interarmées ;
- la coopération régionale des forces de présence et de souveraineté.

Les crédits de fonctionnement et d'activités spécifiques (FAS) financent principalement :

| | | | | | | | | | |
|--------------|---------------------------------|--------------------|----------|--------------------|-------------------|--------------------|----------|--------------------|-------------------|
| | communs | | | | | | | | |
| OB | Soutien des ressources humaines | 2 268 172 | - | 3 382 148 | 1 113 976 | 2 118 099 | - | 3 495 544 | 1 377 445 |
| Total | | 110 691 095 | - | 143 616 747 | 32 925 652 | 108 445 323 | - | 143 333 821 | 34 888 498 |

OB « relations bilatérales et états-majors interalliés »

Cette OB porte les contributions internationales de fonctionnement de l'OTAN (y compris les pensions), de ses agences et de l'Union Européenne (Centre satellitaire de l'UE et Facilité européenne pour la paix). Elle supporte également les frais de fonctionnement des échelons de soutien national. L'écart constaté s'explique par les appels de fonds non programmés pour le financement du soutien à l'Ukraine via la Facilité européenne pour la paix. A ce titre, le ministère des armées a bénéficié d'un transfert de +29,2 M€ en provenance du MEAE.

OB « communication et relations publiques »

Un effort a été porté sur cette OB pour des actions de rayonnement du Commandement Cyberdéfense et de l'État-major des armées.

OB « prestations intellectuelles »

L'écart est notamment lié à la hausse significative du nombre d'études stratégiques en raison de la dégradation du contexte géostratégique (Europe de l'Est, Afrique).

OB Soutien des ressources humaines

Cette OB porte les dépenses liées à la formation et l'instruction. La hausse s'explique notamment par l'augmentation du nombre de stagiaires à l'École de guerre.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHERENCE)

1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « Équipements d'accompagnement et de cohérence » de la sous-action 10 porte les dépenses suivantes :

- contributions françaises aux investissements de l'OTAN qui se répartissent en une participation aux « paquets de capacités » du *NATO security investment program* (NSIP - programme d'investissement de sécurité de l'OTAN) et aux frais de fonctionnement du *central Europe pipeline system* (CEPS – système d'oléoducs d'Europe centrale) ;
- systèmes d'informations opérationnels et de commandement (SIOC) ;
- cyberdéfense ;
- équipements des EMIA et des OIA (l'établissement géographique interarmées) ;
- dispositif RECAMP (renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) ;
- équipements au profit de la politique des cessions.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-----|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-----|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | | | | | |
|--------------|-----------|--------------------|----------|--------------------|-------------------|--------------------|----------|--------------------|-------------------|
| | | | | | - (2) | | | | (2) |
| OP | EAC-AFAT | - | - | -2 865 | -2 865 | - | - | 1 300 756 | 1 300 756 |
| OP | EAC-AFAIA | 146 434 476 | - | 191 428 504 | 44 994 028 | 135 720 074 | - | 178 320 380 | 42 600 306 |
| Total | | 146 434 476 | - | 191 425 639 | 44 991 163 | 135 720 074 | - | 179 621 137 | 43 901 063 |

Les écarts s'expliquent principalement par :

- le versement d'une provision de +50 M€ au Service de l'énergie opérationnelle (SEO) destinée à financer des cessions gratuites de carburant à un partenaire étranger. Ce surcoût a été couvert par une ouverture de crédits ;
- la contribution OTAN pour les investissements (NSIP) plus élevée que prévue : +4,9 M€ ;
- les virements à hauteur de -11,5 M€, principalement au profit du P144 pour la cyberdéfense (-11,1 M€).

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|------------|-------------|---------------|--------------|--|
| 0178-01-10 | Sous-action | - | 627 634 | 627 634 |

Commentaires

L'écart s'explique par des remboursements de prestations non planifiées.

SOUS-ACTION

01.11 – Renseignement d'intérêt militaire

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2022, la Direction du Renseignement Militaire (DRM) a intensifié ses actions dans le sens d'un meilleur traitement des données reçues (capteurs plus performants, accords avec les partenaires nationaux et internationaux), ce qui a imposé un changement de technologie d'hébergement et une extension à de nouveaux sites militaires pour mettre en œuvre de véritables outils de traitement de données massives. Les ressources allouées ont permis à la DRM d'héberger l'ensemble des données collectées et de faire du multi-Int (Renseignement d'origine image – Renseignement d'origine cyber – Renseignement d'origine humaine – Intelligence géospatiale – Renseignement d'origine électromagnétique), c'est-à-dire le croisement automatique de données du renseignement d'intérêt militaire provenant de différents capteurs par l'ajout d'outils performants tout en améliorant la disponibilité et la sécurité de l'accès à l'information pour la fonction interarmées du renseignement (FIR) et les théâtres d'opérations. Les efforts ont également porté sur les capacités d'exploitation avec le renforcement des moyens permettant de traiter la croissance des données liée à l'arrivée de nouveaux capteurs.

Enfin, les ressources ouvertes en loi de finances rectificative (LFR) de fin de gestion au titre de la crise ukrainienne ont permis de financer le renforcement de la capacité de traitement d'images par intelligence artificielle, rendu nécessaire par le conflit.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

L'agrégat fonctionnement est constitué de deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS) qui regroupent des dépenses liées directement à la réalisation des missions de la DRM : déplacements dans le cadre de missions opérationnelles et de partenariats avec des services de renseignement étrangers, acquisition de documentation, achat et soutien de matériels techniques, formations de spécialité du renseignement, réception de hautes autorités et de partenaires étrangers.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------|--------------------------|------------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 2 042 659 | 9 500 | 1 763 578 | -288 581 | 2 055 943 | 9 500 | 1 405 488 | 659 955 |
| OB | Déplacements et transports | 3 000 000 | - | 1 152 759 | -1 847 241 | 2 887 841 | - | 1 155 087 | -1 732 754 |
| Total | | 5 042 659 | 9 500 | 2 916 336 | -2 135 823 | 4 943 784 | 9 500 | 2 560 575 | -2 392 709 |

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|----------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|----------------|--------------------------|----------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Communication et relations publiques | 200 000 | - | 134 251 | -65 749 | 200 000 | - | 131 825 | -68 175 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 413 529 | - | 550 261 | 136 732 | 401 499 | - | 537 873 | 136 374 |
| Total | | 613 529 | - | 684 512 | 70 983 | 601 499 | - | 669 699 | 68 200 |

Commentaires

OPÉRATION STRATÉGIQUE « ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES » (OS AOP)

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

L'OS AOP affiche une sous-consommation de 2,1 M€ en AE et 2,4 M€ en CP. Cette dernière masque en réalité la réallocation de 0,4 M€ au titre du gardiennage d'emprise du CFIAR vers le BOP terre sur l'OB « activités et entraînement des forces » ainsi que celle de début de gestion 2022 relative aux dépenses TACITE sur l'OB « déplacements et transports » de 1,2 M€. Cette sous-consommation résulte également de l'annulation d'un certain nombre de missions à l'étranger.

OPÉRATION STRATÉGIQUE « FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES » (OS FAS)

L'écart en AE sur l'OB « communication et relations publiques » est principalement dû à l'annulation de plusieurs bilatérales avec des partenaires étrangers. En CP, la sous-consommation s'explique par les mêmes raisons.

Les surconsommations en AE et CP sur l'OB « soutien des ressources humaines » résultent de l'augmentation des gratifications des stagiaires de la direction, ainsi que celles relatives aux formations dites « métier renseignement ».

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATEGIQUE : RENSEIGNEMENT****1. DESCRIPTION**

Cette OS regroupe l'ensemble des dépenses liées aux acquisitions et à l'entretien des matériels dédiés au renseignement d'intérêt militaire.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-----------------------------------|------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Renseignement d'intérêt militaire | 46 641 814 | - | - | 54 214 040 | 7 572 226 | 45 713 860 | - | 53 706 504 | 7 992 644 |

Commentaires

La surconsommation en AE et CP constatée sur l'OS « Renseignement » résulte principalement de l'acquisition de licences supplémentaires pour le traitement automatisé d'images par intelligence artificielle, couverte par les ressources ouvertes en LFR de fin de gestion au titre de la crise ukrainienne et par une réallocation de 0,8 M€ provenant de l'OS « AOP ».

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / |
|--------|---------------|--------------|----------------------|
|--------|---------------|--------------|----------------------|

| | | | Prévision PAP |
|-------------|-------|--------|---------------|
| Sous-action | 9 500 | 13 711 | 4 211 |

Commentaires

L'écart positif constaté sur ces recettes liées aux paiements des frais de stagiaires étrangers pour des formations dispensées par le CFIAR, est dû au manque d'information concernant la répartition des stages programmés, notamment en terme de prise en charge des coûts (stage à charge Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense ou à charge pays).

SOUS-ACTION

01.14 – Systèmes d'information et de communication

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Outre les activités courantes dédiées à la mise en œuvre et la gestion des systèmes d'information du ministère des armées, les principales actions de la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense (DIRISI) se sont inscrites dans le cadre de la poursuite de la transformation numérique et de la résilience du ministère. Elles ont ainsi permis :

- de répondre à l'ensemble des missions opérationnelles confiées aux forces armées, par l'appui SIC des opérations extérieures (OPEX), des missions intérieures (MISSINT) et de la préparation opérationnelle des forces ;
- d'appuyer les armées, directions et services dans le cadre de la politique d'ambition numérique du ministère des armées et du plan de transformation associé, en lien avec les orientations de la Direction générale du numérique (DGNUM) ;
- de garantir le fonctionnement du ministère en maintenant à niveau l'ensemble de l'info-structure actuelle, dont les réseaux, et la cyber sécurité ;
- de contribuer à garantir la réactivité et la capacité de résilience du ministère dans le domaine stratégique des SIC ;
- de contribuer aux travaux de préparation de l'avenir sur le socle numérique, en tant qu'autorité métier et Maîtrise d'ouvrage (MOA) du socle numérique (outils communs et infrastructure SIC numérique) et du métier appui SIC ;
- de poursuivre l'automatisation des processus de la DIRISI selon une approche orientée services et utilisateur.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les crédits de l'OS AOP visent à assurer la disponibilité des SIC du ministère, ils se composent pour une large part de crédits de déplacement du personnel. Les crédits de l'OS FAS garantissent la disponibilité du matériel informatique des entités de la DIRISI. L'essentiel des crédits de cette OS financent les dépenses de soutien des ressources humaines et de fonctionnement courant.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|---|------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------|--------------------------|------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 1 457 768 | - | 1 449 742 | -8 026 | 1 457 768 | - | 1 561 017 | 103 249 |
| OB | Déplacements et transports | 5 909 886 | - | 4 108 395 | -1 801 491 | 5 732 181 | - | 4 250 503 | -1 481 678 |
| OB | Systèmes d'information et de commandement | 1 695 308 | - | 438 100 | -1 257 208 | 1 695 308 | - | 423 562 | -1 271 746 |
| Total | | 9 062 962 | - | 5 996 237 | -3 066 725 | 8 885 257 | - | 6 235 082 | -2 650 175 |

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------|--------------------------|------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 29 846 | - | 152 082 | 122 236 | 29 260 | - | 152 082 | 122 822 |
| OB | Communication et relations publiques | 365 000 | - | 475 867 | 110 867 | 365 000 | - | 510 471 | 145 47 |
| OB | Fonctionnement courant | 1 962 695 | - | 4 893 108 | 2 930 413 | 1 908 917 | - | 3 427 165 | 1 518 248 |
| OB | Prestations intellectuelles | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | Soutien des ressources humaines | 670 000 | - | 1 426 121 | 756 121 | 665 000 | - | 1 232 279 | 567 279 |
| Total | | 3 027 541 | - | 6 947 178 | 3 919 637 | 2 968 177 | - | 5 321 997 | 2 353 820 |

Commentaires

L'agrégat fonctionnement affiche un écart positif de 0,9 M€ en AE et négatif de 0,3 M€ en CP, qui ramené à l'OS se traduit par une sous-consommation sur l'OS AOP (-34 % en AE et -30 % en CP) et une surconsommation sur l'OS FAS (+129 % en AE et +79 % en CP).

L'OS AOP présente une sous-consommation (-3,1 M€ en AE et -2,7 M€ en CP) qui traduit les arbitrages et les mesures d'efforts mises en œuvre par la DIRISI pour financer les dépenses supplémentaires portées par l'OS FAS.

La sous-consommation de l'OB « déplacements et transports » (-1,8 M€ en AE et -1,5 M€ en CP) s'explique notamment par la généralisation des moyens de vidéoconférence mis en place suite à la crise sanitaire et ses conséquences en termes budgétaire des moindres déplacements et transport des matériels.

La sous-consommation de l'OB « système d'informations et de commandement » (-1,3 M€ en AE et CP) s'explique par un transfert en AE et CP vers l'OS EAC, destiné à la contribution de l'effort lié à la crise de l'énergie engendrant une ponction non négligeable.

L'OS FAS présente une surconsommation globale (+3,9 M€ en AE et +2,4 M€ en CP).

La surconsommation de l'OB « Mobilités des personnels » s'explique par une hausse de la mobilité (mutation) du personnel civil sur l'exercice.

L'écart constaté sur l'OB « fonctionnement courant » (+2,9 M€ en AE et +1,5 M€ en CP) est dû en partie à l'acquisition de véhicules métiers rendue inéluctable pour la bonne exécution des missions des entités métropoles de la DIRISI (+1,1 M€) et à l'effort à commettre pour garantir des conditions de travail acceptables sur l'emprise du fort de Bicêtre.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHÉRENCE)

1. DESCRIPTION

Les crédits liés à cette opération stratégique permettent à la DIRISI d'investir pour mettre à disposition du ministère des armées des réseaux de télécommunication adaptés aux besoins de ses forces et accompagner les investissements SIC liés à la réforme globale du ministère.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------------|---------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|---------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisations / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OB | Délivrer SIC | 31 332 544 | - | - | - | 28 231 392 | -3 101 152 |
| OB | DIRISI – Restructurations | 93 625 610 | - | - | -71 521 | 87 436 986 | -6 188 624 |
| OB | Exploiter | 14 281 445 | 15 000 | - | - | 24 563 972 | 10 267 527 |
| OB | Ingénieriser | 18 281 390 | - | - | - | 19 503 978 | 1 222 58 |
| OB | Sécuriser | 41 773 979 | - | - | - | 38 996 530 | -2 777 449 |
| OB | Soutenir | 6 433 563 | - | - | - | 5 253 357 | -1 180 206 |
| OB | Transporter | 87 769 391 | 10 000 | - | - | 83 507 625 | -4 271 766 |
| OB | SIPS | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 293 497 922 | 25 000 | - | -71 521 | 287 493 840 | -6 029 082 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|---------------------------|------------|--------------------------|--------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Délivrer SIC | 29 622 543 | - | 36 903 920 | 7 281 377 |
| OB | DIRISI – Restructurations | 89 241 873 | - | 81 667 942 | -7 573 931 |
| OB | Exploiter | 14 281 445 | 15 000 | 17 490 449 | 194 004 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | |
|--------------|--------------|--------------------|---------------|--------------------|------------------|
| OB | Ingénieriser | 17 281 391 | - | 15 853 893 | -1 427 498 |
| OB | Sécuriser | 40 161 388 | - | 43 880 517 | 3 719 129 |
| OB | Soutenir | 6 074 731 | - | 4 148 234 | -1 926 497 |
| OB | Transporter | 87 065 391 | 10 000 | 90 669 007 | 3 593 616 |
| OB | SIPS | - | - | - | - |
| Total | | 283 728 762 | 25 000 | 290 613 963 | 6 860 201 |

Commentaires

La sous-consommation en AE constatée sur l'OB « Délivrer SIC » (-3,1 M€) s'explique par une priorisation du BOP destinée à faire face au besoin du soutien DESCARTES sur l'OS EPM. La surconsommation en CP est la résultante de la réception simultanée de factures de commandes du plan de renouvellement bureautique (PRB) de fin 2021 cumulées à celles du PRB 2022 (+7,3 M€).

L'OB « DIRISI Restructuration » affiche une sous-consommation en AE et CP résultant de moindres besoins sur le projet INCAS (INfrastructure Communicante Adaptative Sécurisée (7 M€)) notamment et suite à la non contractualisation du marché d'assistance pour l'exploitation et l'infogérance de la nouvelle plateforme d'hébergement internet (1,7 M€) repoussée au début de l'exercice 2023.

L'OB « Exploiter » présente une surconsommation (+10,3 M€ en AE et +3,2 M€ en CP). Celle-ci relève principalement, en AE, de la mise en place d'une offre ORACLE ministérielle (+7 M€) génératrice de gains globaux, de la mise en œuvre de la plateforme de pré-production du système EL INFO (Élongation INternet pour les Forces) qui assure une offre internet unique garantissant la sécurité des échanges d'informations par le réseau internet avec les forces déployées (1 M€) et la prolongation de la prestation de supervision des services collaboratifs intradef. Ces engagements supplémentaires ont engendré de fait une surconsommation en CP de 3,2 M€ au cours de l'exercice.

La surconsommation constatée sur l'OB « Ingénieriser » (+1,2 M€ en AE) procède essentiellement d'une commande de licences TRICENTIS d'une validité de 2 ans (0,5 M€) indispensable à la réalisation de tirs de performance à hauteur de 10 000 utilisateurs au bénéfice des armées, directions et services, et de la montée en puissance des plateformes d'échanges sécurisés, notamment entre internet et l'intradef (0,7 M€). La sous consommation en CP de 1,4 M€ résulte d'un retard sur une opération préalable à la migration des bulles FROPS (France Opérations Secret, bulles réseau de niveau Secret – hors intradef) qui devait se solder en toute fin d'année 2022.

L'OB « Sécuriser » présente une sous-consommation en AE (-2,8 M€). Elle procède principalement de la mise en œuvre de postes MAGIC (1 M€) - Module Automatisé de Gestion Interactif Comptable, à partir du stock DIRISI sans reconstitution de celui-ci et d'un besoin moindre du projet DARMA NG (2,5 M€) - Défense Antivirale et Résilience contre les codes Malveillants.

La surconsommation en CP (3,7 M€) sur l'exercice résulte du règlement de commandes de matériel passées en 2020 et 2021 ayant fait l'objet de retard/ report de livraison du fait des crises internationales successives. Ces commandes sont liées à l'infrastructure de la passerelle du CTID (Centre Technique d'Interface DIRISI) pour un montant de 2,7 M€ et à la solution de supervision des actes d'administration du SI OSACA (Outils de Sécurisation des ACTes d'Administration du socle technique commun (STC) interarmées(IA)) à hauteur de 1,6 M€.

L'OB « Soutenir » fait état d'une sous-consommation (-1,2 M€ en AE et -1,9 M€ en CP) qui s'explique pour l'essentiel par un transfert vers l'OS EPM destiné à répondre au besoin supplémentaire du soutien DESCARTES (1,5 M€) priorisé par la DIRISI.

L'OB « Transporter » affiche une sous-consommation en AE de 4,3 M€ principalement engendrée par des déprogrammations de besoins, notamment sur la MIGRATION PASCALE (Réseaux de desserte fournissant des moyens Haute Fréquence à différentes entités opérationnelles de l'AAE), la RENOVATION HF Phase 4 et SYRACUSE. En CP, la surconsommation de 3,6 M€ constatée s'explique majoritairement par la réception de factures liées à des retards de travaux, notamment au titre du passage en version 3.2 des sites PASCALE conventionnels (Pilotage

Automatisé des Systèmes de Communication Avec Les ambassadEs) pour 1,5 M€ et du câblage réseau sur différents sites (1 M€).

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectation 2022 | Total | Engagement 2022 sur TF | AEANE fin 2022 |
|--------|------------------------------------|----------------|-------------------------|------------------|----------|------------------------|----------------|
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 10 120 | 637 454 | 0 | -627 333 | -71 521 | -555 812 |

OPÉRATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique permet le maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information et de communication et de leur environnement, placés sous la responsabilité de la DIRISI.

La DIRISI a notamment à sa charge :

- le maintien en condition opérationnelle ;
- des réseaux IP (matériel actif et passif) et de leur environnement ;
- des réseaux radio type PMR (radiotéléphonie privée) au profit des forces pré-positionnées et des ambassades ;
- des appareils de mesure, des sondes et des bancs de test ;
- des articles contrôlés de la sécurité des systèmes d'information (ACSSI) ;
- la maintenance des antennes de communication ;
- l'élimination des équipements électroniques et électriques retirés du service (D3E).

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPM des SIC | 68 671 126 | - | - | 82 663 808 | 13 992 682 | 67 324 633 | - | 63 481 827 | -3 842 806 |

Commentaires

En AE, la surconsommation relève principalement du nécessaire financement du MCO DESCARTES - déploiement des services de communication et architecture des réseaux de télécommunications sécurisés (notamment les périmètres POINCARE et SOCRATE) pour un montant de 11 M€ partiellement identifié à l'occasion des travaux de programmation. Par ailleurs, le décalage du programme DESCARTES a impacté la consommation de CP (-3,8 M€).

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|-------------|---------------|--------------|------------------------------------|
| Sous-action | 25 000 | 14 354 | -10 646 |

Commentaires

L'écart constaté est la conséquence de moindres remboursements provisionnels.

SOUS-ACTION

01.21 – Infrastructures SIC

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Au titre de la gestion 2022, les principales mesures concernent la poursuite du déploiement du système d'intégration de protection des sites (SIPS) et le lancement de l'opération GALILEO.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)****1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique permet la réalisation d'infrastructure opérationnelles techniques SIC et celle d'un système de sécurité.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 6 492 561 | - | 7 279 041 | 786 480 | 13 052 873 | - | 12 894 076 | -158 797 |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | 11 700 000 | - | 6 432 387 | -5 267 613 | 4 782 972 | - | 6 420 095 | 1 637 123 |
| Total | | 18 192 561 | - | 13 711 428 | -4 481 133 | 17 835 845 | - | 19 314 172 | 1 478 327 |

Commentaires

L'agrégat équipement de l'OS infrastructure affiche un écart négatif de 4,5 M€ en AE et positif de 1,5 M€ en CP.

La surconsommation (+0,8 M€ en AE) sur l'OB « préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens » relève de l'engagement en urgence et par anticipation du début de l'opération GALILEO (programme global de navigation satellite Européen) en cohérence avec l'engagement de la France vis-à-vis de l'union européenne ; Accueil de la fonction PRS (Public Regulated Service : accueil du POC et des fonctions d'exploitation associées) sur la plateforme d'Orléans.

L'OB « réalisation des infrastructures des bases de défense » affiche une sous consommation en AE de 5,3 M€ résultant d'une révision à la baisse du besoin SIPS de l'ordre de 5,4 M€, conséquence du décalage du projet en fin d'exercice 2021, et de la contractualisation du marché intégrateur.

La surconsommation en CP de 1,6 M€ s'explique par la réception de factures supplémentaires liées aux engagements tardifs 2021.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Il n'y a pas eu de recette sur fonds de concours, attributions de produits réalisés et ressources exceptionnelles en 2022.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHESE ACTION 1

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 80 661 187 | 9 500 | - | 85 027 314 | 4 356 627 | 79 079 596 | 9 500 | 82 424 930 | 3 335 834 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 439 932 398 | 25 000 | - | 478 919 479 | 38 962 081 | 419 448 836 | 25 000 | 470 235 100 | 50 761 264 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 68 671 126 | - | - | 82 663 808 | 13 992 682 | 67 324 633 | - | 63 481 827 | -3 842 806 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 114 332 165 | - | - | 151 248 437 | 36 916 272 | 112 014 999 | - | 149 325 516 | 37 310 517 |
| OS | Renseignement (RENS) | 46 641 814 | - | - | 54 214 040 | 7 572 226 | 45 713 860 | - | 53 706 504 | 7 992 644 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 18 192 561 | - | - | 13 711 428 | -4 481 133 | 17 835 845 | - | 19 314 172 | 1 478 327 |
| | Total | 768 431 251 | 34 500 | - | 865 784 506 | 97 318 755 | 741 417 769 | 34 500 | 838 488 047 | 97 035 778 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectation 2022 | Total | Engagement 2022 sur TF | AEANE fin 2022 |
|--------|-------------|----------------|-------------------------|------------------|----------|------------------------|----------------|
| OS | Équipements | 10 120 | 637 454 | 0 | -627 333 | -71 521 | -555 812 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

d'accompagnement
(EAC)

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|---------------------|---|---------|--------------------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2021 | Eng 2022 | 2022 | 2023 | 2024 | >2024 | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 9,82 | 80,67 | 79,09 | 11,40 | 0,00 | 0,00 | 90,49 |
| | | PLR | 12,59 | 85,03 | 82,42 | 12,71 | 2,45 | 0,04 | 97,62 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 237,91 | 439,96 | 431,47 | 246,39 | 0,00 | 0,00 | 677,87 |
| | | PLR | 246,03 | 478,85 | 470,24 | 179,92 | 72,77 | 1,95 | 724,87 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 33,73 | 68,67 | 67,32 | 35,08 | 0,00 | 0,00 | 102,40 |
| | | PLR | 42,41 | 82,66 | 63,48 | 46,28 | 15,30 | 0,00 | 125,07 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 8,80 | 114,33 | 112,01 | 11,12 | 0,00 | 0,00 | 123,13 |
| | | PLR | 7,85 | 151,25 | 149,33 | 9,06 | 0,65 | 0,06 | 159,10 |
| OS | Renseignement (RENS) | PLF | 41,29 | 46,64 | 45,71 | 28,46 | 13,76 | 0,00 | 87,93 |
| | | PLR | 44,29 | 54,21 | 53,71 | 30,08 | 10,54 | 4,17 | 98,50 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 26,42 | 18,19 | 17,84 | 12,16 | 6,02 | 8,60 | 44,61 |
| | | PLR | 22,13 | 13,71 | 19,31 | 12,43 | 4,10 | 0,00 | 35,84 |
| Total écarts | | | 17,33 | 97,25 | 85,04 | -54,12 | 86,05 | -2,39 | 114,58 |

ACTION

02 – Préparation des forces terrestres

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 02 – Préparation des forces terrestres | | 3 144 480 309 | 3 144 480 309 | | 1 676 451 628 | 1 676 451 628 |
| | | 3 072 291 074 | 3 072 291 074 | | 2 253 437 194 | 2 253 437 194 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 180 410 246 | 180 410 246 | | 178 132 421 | 178 132 421 |
| | | 245 489 989 | 245 489 989 | | 230 862 407 | 230 862 407 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 88 594 179 | 88 594 179 | | 88 147 107 | 88 147 107 |
| | | 96 177 019 | 96 177 019 | | 97 152 707 | 97 152 707 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 2 492 539 605 | 2 492 539 605 | | 1 063 199 124 | 1 063 199 124 |
| | | 2 188 491 405 | 2 188 491 405 | | 1 565 977 994 | 1 565 977 994 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | 318 893 967 | 318 893 967 | | 260 694 444 | 260 694 444 |
| | | 471 549 664 | 471 549 664 | | 244 657 459 | 244 657 459 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | | 64 042 312 | 64 042 312 | | 86 278 532 | 86 278 532 |
| | | 70 582 997 | 70 582 997 | | 114 786 627 | 114 786 627 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 2 946 680 013 | 2 900 432 856 | 1 449 083 503 | 2 078 996 767 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 2 946 680 013 | 2 900 432 856 | 1 449 083 503 | 2 078 996 767 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | 180 410 246 | 244 912 154 | 178 132 421 | 230 337 011 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | 88 594 179 | 96 074 906 | 88 147 107 | 97 066 385 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | 2 492 539 605 | 2 157 825 714 | 1 063 199 124 | 1 552 622 020 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 185 135 983 | 366 696 559 | 119 604 851 | 170 650 791 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | | 34 923 523 | | 28 320 561 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 193 100 296 | 165 090 280 | 222 668 125 | 169 061 437 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 193 100 296 | 146 810 830 | 222 668 125 | 158 489 805 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 297 605 | | 346 037 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 82 114 | | 66 323 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 17 054 279 | | 4 929 682 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 129 057 984 | 93 717 357 | 136 389 593 | 66 681 698 |
| 02.11 – Infrastructures terrestres | 64 042 312 | 35 659 475 | 86 278 532 | 86 466 066 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 18 279 450 | | 10 571 631 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 265 029 | | 164 160 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 13 034 011 | | 7 539 939 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | 4 980 409 | | 2 867 532 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 4 700 000 | 6 767 938 | 4 700 000 | 5 378 991 |
| Transferts aux ménages | | 15 000 | | 15 000 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 15 000 | | 15 000 |
| Transferts aux autres collectivités | 4 700 000 | 6 752 938 | 4 700 000 | 5 363 991 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 15 200 | | 15 200 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 5 000 | | 5 000 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 577 401 | | 886 353 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | 4 700 000 | 6 155 338 | 4 700 000 | 4 457 438 |
| Total | 3 144 480 309 | 3 072 291 074 | 1 676 451 628 | 2 253 437 194 |

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'armée de Terre a maintenu, cette année encore, un haut niveau d'engagement avec près de 25 000 soldats en posture opérationnelle, soit le tiers de la force opérationnelle terrestre (FOT). En particulier, la ré-articulation du dispositif au Sahel ainsi que le renforcement de la posture dans l'Est de l'Europe, décidés en début d'année 2022, ont prouvé la polyvalence et la réactivité de l'armée de Terre dont les unités ont, dans le même temps, maintenu un entraînement exigeant et leur engagement actif dans l'opération Sentinelle. En effet, la projection sur court préavis d'un Groupement tactique interarmes (GTIA) en Roumanie, dès février, puis son renforcement avec une composante plus lourde en fin d'année, illustrent la capacité de l'armée de Terre à honorer son contrat opérationnel même si des réserves subsistent toujours sur certaines capacités (soutien, logistique, C2) dans le cadre de l'Hypothèse d'Engagement Majeur (HEM). Cette situation volatile du début d'année 2022 a nécessité des adaptations rapides du rythme des activités d'entraînement des unités. Ainsi, les indicateurs liés à la préparation opérationnelle atteignent, voire dépassent, les prévisions initiales : journées de préparation opérationnelle (JPO), journée de formation et d'entraînement (JFE), normes d'entraînement sur matériels majeurs, heures de vol des équipages d'hélicoptères. Sans remettre en cause l'entraînement, ni les missions opérationnelles, seule la disponibilité technique globale des parcs terrestres ne progresse pas en 2022, du fait de l'effet cumulé de trois facteurs : cessions de matériels « bons de

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

guerre », moindre cadence de livraison de la génération SCORPION et révision du mode de calcul de la disponibilité technique.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Les dépenses de fonctionnement sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

L'OS « activité opérationnelle » (AOP) regroupe l'ensemble des crédits dédiés au financement des activités d'entraînement, de préparation opérationnelle (PO) des forces terrestres (y compris les carburants opérationnels) et aux engagements opérationnels de type « missions intérieures » (MISSINT) et « missions opérationnelles » (MISSOPS).

L'OS « fonctionnement et activité spécifique » (FAS) regroupe l'ensemble des crédits liés au fonctionnement courant de l'armée de Terre, hors administration générale et soutien commun (AGSC).

Ces crédits se répartissent pour l'essentiel entre :

- les dépenses de recrutement, formation et instruction du personnel militaire de l'armée de Terre ;
- les dépenses relatives à la mobilité du personnel de l'armée de Terre ;
- les subventions versées aux organismes internationaux pour lesquels l'armée de Terre assure la représentation de la France ;
- les dépenses relatives à l'externalisation de prestations d'accueil-filtrage-gardiennage (AFG) ;
- les dépenses relatives au partenariat public-privé du centre national des sports de la défense (CNSD) ;
- les dépenses de communication et de relations publiques.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--|-------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités entraînement et des forces | 124 199 451 | 80 000 | 169 695 19 | 45 415 746 | 121 559 215 | 80 000 | 157 531 618 | 35 892 403 |
| OB | Déplacements et transports | 10 452 612 | - | 12 240 749 | 1 788 137 | 10 452 612 | - | 11 556 823 | 1 104 211 |
| OB | Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation | 29 410 675 | - | 43 938 330 | 14 527 655 | 29 410 675 | - | 43 935 084 | 14 524 409 |
| OB | Carburéacteur | 21 407 773 | - | 26 844 715 | 5 436 942 | 21 407 773 | - | 26 844 715 | 5 436 942 |
| Total | | 185 470 511 | 80 000 | 252 718 991 | 67 168 480 | 182 830 275 | 80 000 | 239 868 241 | 56 957 966 |

Commentaires

Les crédits exécutés en AOP sont supérieurs de 67,2 M€ à la ressource initiale en AE et de 57 M€ en CP. Le différentiel s'explique essentiellement par la participation de l'armée de Terre au renforcement de la posture dans l'Est de l'Europe, ainsi que par la hausse des coûts des carburants opérationnels.

OB « Activités et entraînement des forces »

Les dépenses sont supérieures de 45,4 M€ en AE et de 35,9 M€ en CP par rapport à la LFI. L'écart constaté par rapport aux prévisions de la loi de finance initiale est majoritairement lié aux engagements opérationnels non programmés en Roumanie (MISSOPS *Aigle*) et en Estonie (MISSOPS *Lynx*). Il s'explique en outre par la contribution de l'armée de Terre au financement des exercices *BRILLIANT JUMP* et *COLD RESPONSE 2022* en Norvège.

OB « Déplacements et transports »

Cette OB regroupe les dépenses liées au financement des marchés de location de véhicules de transports et aux frais d'autoroute dans le cadre des missions relatives aux transports terrestres interarmées incombant à l'armée de Terre, ainsi que des frais de déplacement. Elle indique une hausse de la consommation en 2022 de 1,8 M€ en AE et 1,1 M€ en CP, après deux années de réduction en raison de la crise sanitaire. Cette augmentation s'explique par la hausse des coûts de transport, en particulier de la sous-traitance, dans un contexte de reprise de l'activité.

Carburants opérationnels :

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2022 (m³) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m³) | Consommation (€) |
|-------------------------------------|------------------------------|---|------------------|
| Gazole | 26 222 | 1 350 | 35 393 337 |
| Carburacteur terrestre | 6 557 | 1 294 | 8 484 312 |
| Carburacteur (F-34) | 23 069 | 953 | 21 993 176 |
| Divers (huiles, graisses et autres) | | | 4 908 975 |

Le tarif de cession est affiché au montant moyen arrondi. Dans le tableau de synthèse de l'OS AOP, l'OB « carburants opérationnels » comprend le gazole routier (dit *F-54*) et les produits divers tandis que l'OB « carburacteur » intègre le carburacteur aérien (dit *F-34*) et le carburacteur terrestre (dit *F-63*).

Les dépenses de carburants opérationnels en 2022 sont supérieures à la prévision LFI de 20 M€. Cet écart s'explique à la fois par le niveau d'engagement opérationnel en 2022 et la hausse des tarifs de cession.

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------------------------|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 45 623 665 | - | 50 869 710 | 5 246 045 | 44 656 534 | - | 50 454 184 | 5 797 650 |
| OB | Subventions et transferts | 4 700 000 | - | 6 155 338 | 1 455 338 | 4 700 000 | - | 4 457 438 | -242 563 |
| OB | Communication et relations publiques | 4 363 256 | - | 4 720 903 | 357 647 | 4 433 129 | - | 3 970 434 | -462 695 |
| OB | Fonctionnement courant | 30 560 413 | - | 34 141 287 | 3 580 874 | 31 081 835 | - | 27 448 877 | -3 632 958 |
| OB | Prestations intellectuelles | 950 871 | - | 2 382 984 | 1 432 113 | 966 098 | - | 2 055 857 | 1 089 759 |
| OB | Soutien des | 34 160 368 | 150 000 | 37 546 730 | 3 236 362 | 34 691 397 | 150 000 | 38 670 816 | 3 829 419 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | | | | | |
|--------------|--------------------------------|--------------------|----------------|--------------------|-------------------|--------------------|----------------|--------------------|-------------------|
| | ressources humaines | | | | | | | | |
| OB | Soutien courant des structures | - | - | 10 830 651 | 10 830 651 | - | - | 10 763 655 | 10 763 655 |
| Total | | 120 358 573 | 150 000 | 146 647 603 | 26 139 030 | 120 528 993 | 150 000 | 137 821 260 | 17 142 267 |

Commentaires

Les crédits exécutés en FAS sont supérieurs de 26,1 M€ à la ressource initiale en AE et de 17,1 M€ en CP.

OB « Mobilité des personnels »

L'OB « Mobilité des personnels » affiche une surconsommation (5,2 M€ en AE et 5,8 M€ en CP) imputable à l'augmentation des coûts de déménagement, dont les plafonds de remboursement ont été réévalués. Cette augmentation est en outre amplifiée par le report en 2022 des concessions de passage gratuit (accordées au personnel ultramarin bénéficiaire d'un congé bonifié) différées les années précédentes du fait de la crise sanitaire.

OB « Subventions et transferts »

L'OB recouvre les contributions au fonctionnement des organismes internationaux au sein desquels servent des militaires de l'armée de Terre : état-major du corps européen, centre de formation franco-allemand pour le personnel technico-logistique TIGRE, états-majors de la *Nato force structure*.

La consommation supérieure à la LFI (1,5 M€ en AE) est la conséquence de l'engagement juridique du remboursement des travaux d'infrastructure sur une armurerie (à Müllheim, Allemagne) au profit de la brigade franco-allemande.

OB « Fonctionnement courant »

Cette OB affiche une consommation supérieure à la LFI de 3,6 M€ en AE. Elle s'explique par l'engagement de marchés sans consommation de CP associés :

- renouvellements de marchés d'électricité, faisant suite à la défaillance du prestataire *Hydroption*, pour les unités non-embasées de l'armée de Terre ;
- renouvellements de marchés d'AFG ;
- engagements des conventions avec l'Institut de Gestion Social des Armées (IGESA) du dispositif « Athos » des maisons régionales destinées à la réhabilitation psychosociale des blessés psychiques des armées et le programme « Famille des armées » visant à favoriser la fidélisation des militaires et la résilience de leur famille dans les territoires.

Ce niveau élevé d'engagement est en outre atténué par le transfert des dépenses du contrat de partenariat du CNSD vers l'OB « Soutien courant des structures » qui se traduit par une moindre consommation de 10,8 M€ en AE et en CP sur la présente OB.

OB « Prestations intellectuelles »

Cette OB couvre les dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage. L'écart constaté (+1,4 M€ en AE et +1,1 M€ en CP) s'explique principalement par l'intégration sur cette OB de prestations de la Direction de la Maintenance Aéronautique (DMAé) programmées initialement sur l'OS EPM. Néanmoins ce transfert budgétaire est réalisé sans remise en cause de l'objectif de réduction des dépenses de conseil fixé à l'armée de Terre.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB couvre les dépenses de formation (budgets des écoles et lycées et du Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement (CDEC), ainsi que les marchés, concours et formations linguistiques) et de recrutement (campagnes de communication nationales, locales, création d'outils de campagne, transport des candidats à l'engagement).

Elle affiche une consommation supérieure à la LFI de 3,2 M€ en AE et 3,8 M€ en CP en raison de l'effort budgétaire consacré aux campagnes de communication, d'une part pour répondre aux objectifs ambitieux de recrutement en 2022 et d'autre part pour faire face à la hausse de tarif des annonceurs.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB trace depuis 2022 les dépenses de fonctionnement du CNSD dans le cadre du contrat de partenariat public-privé. La consommation de 10,8 M€ en AE et en CP n'apparaissait pas sur cette OB en LFI mais sur l'OB « Fonctionnement courant ».

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATÉRIELS)****1. DESCRIPTION**

Les crédits d'EPM permettent l'acquisition des rechanges, la contractualisation des marchés de soutien nécessaires à la maintenance des équipements et la constitution de stocks indispensables au soutien des engagements opérationnels actuels et futurs tant sur le territoire national qu'en opérations extérieures (OPEX) ou en mission opérationnelle (MISSOPS), ainsi qu'à la réalisation des activités de préparation opérationnelle. Ils couvrent trois milieux différents et complémentaires : terrestre (EPM-T), aérien (EPM-A) et naval (EPM-N).

L'année 2022 a permis de soutenir la hausse de l'activité, tout en poursuivant la modernisation du maintien en condition opérationnel de l'armée de terre.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|--|---------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu terrestre | 1 996 501 | - | - | 2 311 870 | 315 369 | 2 180 000 | - | 1 412 899 | -767 101 |
| OB | EPM matériel terrestre (hors LECLERC) | 347 768 121 | 2 000 000 | - | 696 666 234 | 346 898 113 | 478 620 739 | 2 000 000 | 674 298 116 | 193 677 377 |
| ACT | EPM Mat. Ter : GRIFFON | 13 940 000 | - | - | 38 140 713 | 24 200 713 | 4 500 000 | - | 262 563 | -4 237 437 |
| ACT | EPM Mat. Ter : JAGUAR | 1 300 000 | - | - | 1 520 000 | 220 000 | 600 000 | - | - | -600 000 |
| ACT | EPM Mat. Ter : VBMR lég. | 50 000 | - | - | 49 754 | -246 | 9 500 | - | - | -9 500 |
| ACT | EPM Autre matériel terrestre SCORPION hors LECLERC | 2 000 000 | - | - | 12 262 653 | 10 262 653 | 1 500 000 | - | 432 415 | -1 067 585 |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 2 522 152 | - | - | - | -2 522 152 | 403 096 | - | - | -403 096 |
| OB | EPM flottes aéroterrestres (hors NH90 et TIGRE) | 1 299 494 445 | 1 030 000 | 17 247 011 | 472 001 166 | -828 523 279 | 209 000 257 | 1 030 000 | 314 182 449 | 104 152 192 |
| OB | EPM milieu naval ADT | 3 608 220 | - | - | 6 966 860 | 3 358 640 | 6 064 922 | - | 6 540 069 | 475 147 |
| ACT | EPM matériel terrestre : LECLERC | 52 500 000 | - | - | 93 427 683 | 40 927 683 | 134 000 000 | - | 179 188 062 | 45 188 062 |
| ACT | EPM matériel terrestre : NH90 | 598 973 940 | - | 666 394 | 703 161 761 | 104 187 821 | 90 716 177 | - | 171 046 235 | 80 330 058 |
| ACT | EPM matériel | 149 846 557 | - | 7 865 401 | 167 427 596 | 17 581 039 | 116 828 602 | - | 205 453 670 | 88 625 068 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | | | | | | |
|-------------------|----------------------|------------------|-------------------|----------------------|---------------------|----------------------|------------------|----------------------|--------------------|--|
| terrestre : TIGRE | | | | | | | | | | |
| Total | 2 473 999 936 | 3 030 000 | 25 778 806 | 2 193 936 291 | -283 093 645 | 1 044 423 293 | 3 030 000 | 1 552 816 477 | 505 363 184 | |

Commentaires

Pour les autorisations d'engagement, les crédits exécutés en EPM sont inférieurs de 283 M€ à la ressource initiale. Cette présentation masque toutefois deux réalités distinctes. En premier lieu, il y a eu un sous-engagement notable en EPM aérien, compensé, en second lieu, par un sur-engagement important liés aux surcoûts OPEX, MISSINT, MISSOPS et à la mise en place de ressources supplémentaires en LFR.

La surconsommation en CP est directement liée à la couverture des surcoûts OPEX, MISSINT et MISSOPS.

OB « Démantèlement milieu terrestre »

Cette année, les crédits de cette OB ont été principalement dédiés à la mise en conformité des installations classées et au flux de démantèlement relatifs aux parcs terrestres (VLTT Peugeot P4, VAB, remorques diverses et chars démineurs).

OB « EPM matériel terrestre »

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels terrestres de l'armée de Terre en dehors du programme SCORPION et du char LECLERC. L'écart observé en AE (+346,9 M€) et en CP (+193,7 M€) s'explique principalement par :

- la réalisation de prestations de Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) complémentaires liées à des surcoûts d'activités spécifiques dans le cadre des OPEX et des MISSOPS. Ces engagements ont majoritairement porté sur les parcs VBL, VBCI et VAB ;
- les coûts de remise en état et d'acheminement dans le cadre des cessions de matériels aux Forces Armées Ukrainiennes (FAU), également couverts en LFR de fin d'année 2022.

ACT « GRIFFON »

La prise en charge du soutien de ce matériel sur le périmètre du BOP-Terre est effective depuis le mois de juillet 2022. La consommation en AE est supérieure de 24 M€ par rapport à la prévision en raison d'une spécificité contractuelle qui oblige à engager la globalité du montant estimé de la tranche conditionnelle dès son affermissement, spécificité qui n'était pas connue en août 2021. En revanche, la consommation de CP est inférieure à la prévision (-4 M€).

ACT « autres matériels SCORPION hors LECLERC »

Cette année, la consommation en AE (12 M€) est très supérieure à la prévision initiale (2 M€). Cet écart s'explique par une réévaluation du coût du soutien des équipements communs SCORPION suite aux résultats des négociations dans le cadre de la réalisation d'un avenant. En revanche, la consommation de CP est inférieure aux prévisions (-1 M€) car l'avance associée au marché a été prise en charge par la Direction Générale de l'Armement.

OB « Démantèlement milieu aérien »

Cette année, il n'y a pas eu d'engagement ni de paiement sur cette OB.

OB « Flottes aéroterrestres (hors NH 90 et TIGRE) »

La consommation en AE (472 M€), nettement inférieure (-828 M€) à la prévision, s'explique principalement par le report des engagements des marchés de soutien des hélicoptères Gazelle et Puma (-622 M€), le moindre besoin Hélicoptère Interarmées Léger GUEPARD (-435 M€) et l'augmentation du besoin pour le marché SATURNE de soutien des moteurs d'hélicoptères (206 M€).

OB « EPM milieu naval ADT »

La surconsommation en AE (+3 M€) est principalement liée à l'engagement en 2022 de la réparation d'un propulseur sous-marin endommagé qui devait initialement avoir lieu en 2021.

ACT « EPM matériel terrestre : LECLERC »

L'écart observé en AE (+41 M€) et en CP (+45 M€) s'explique principalement par des surcoûts d'activité et d'acquisition de stocks (dont 5 moteurs de chars dépanneurs pour 20 M€ et de pièces détachées pour 9 M€) dans le cadre des MISSOPS, couverts par les ressources ouvertes en LFR de fin d'année.

ACT « EPM matériel terrestre : NH90 »

L'écart observé en AE (+105 M€) s'explique principalement par un renchérissement du coût du marché par rapport aux estimations initiales sans qu'il n'y ait de modification dans l'offre de soutien.

Concernant les CP, l'écart (+80 M€) est lié notamment à l'avancement de paiements initialement planifiés en 2023 (appels de fond des agences de l'OTAN).

ACT « EPM matériel terrestre : TIGRE »

L'écart observé en AE (+25 M€) et en CP (+80 M€) s'explique principalement par les surcoûts liés aux OPEX, et notamment l'acquisition d'un troisième lot de déploiement au titre de l'alerte OTAN pour 45 M€, mais aussi par une hausse de l'activité en métropole décidée en cours d'année ainsi qu'à l'acquisition d'équipements de tête et de nouveaux harnais.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------------|--------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| OB | EPM flottes aéroterrestres | 24 769 939 | 1 683 963 | - | 23 085 976 | 17 247 011 | 5 838 965 |
| ACT | EPM matériel terrestre : NH90 | 898 181 | - | - | 898 181 | 666 394 | 231 787 |
| ACT | EPM matériel terrestre : TIGRE | 10 601 170 | - | - | 10 601 170 | 7 865 401 | 2 735 769 |
| Total | | 36 269 290 | 1 683 963 | - | 34 585 327 | 25 778 806 | 8 806 521 |

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. DESCRIPTION**

Les équipements d'accompagnement et de cohérence regroupent :

- les acquisitions de munitions destinées à la préparation opérationnelle des forces terrestres (petits et moyens calibres, mortiers, roquettes et munitions d'artillerie, missiles) ;
- le financement des besoins pour les systèmes d'information et de commandement ;
- les acquisitions d'équipements divers (véhicules, matériels de levage, équipements du Génie, équipements des troupes aéroportées, etc.) ;
- les expérimentations et évaluations de la section technique de l'armée de terre (STAT) ;
- les investissements au profit de la préparation opérationnelle dans les domaines de la simulation et de la ciblerie des champs de tir.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consomat./ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC-AFAT | 294 378 977 | 2 970 000 | - | 438 417 266 | 141 068 289 | 234 292 033 | 2 970 000 | 214 953 234 | -22 308 799 |
| OP | EAC- | - | - | - | 3 264 587 | 3 264 587 | 1 868 502 | - | 4 367 378 | 2 498 876 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | | | | | | |
|--------------|--------------------|------------------|----------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|--|
| Soutien | | | | | | | | | | |
| Total | 294 378 977 | 2 970 000 | - | 441 681 852 | 144 332 875 | 236 160 535 | 2 970 000 | 219 320 612 | -19 809 923 | |

Commentaires

Le montant des engagements en EAC a atteint en AE un niveau de 442 M€, en hausse de 144 M€ par rapport à la LFI. Cet écart s'explique essentiellement par les engagements liés aux besoins OPEX, MISSINT et MISSOPS (+80 M€) ainsi qu'au déploiement anticipé du système d'information sécurisé FrOPS dans toutes les unités de l'armée de Terre (+15 M€).

Concernant les CP, la consommation des EAC est en baisse cette année (-20 M€). En effet, malgré la bonne couverture des besoins supplémentaires en OPEX, MISSINT et MISSOPS (+80 M€), l'armée de Terre a subi de nombreux retards sur son plan de livraison classique, essentiellement dans le domaine des munitions (-70 M€) mais aussi dans le cadre de la transformation numérique (-14 M€).

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)**1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique a vocation à réaliser les infrastructures spécifiques concourant à la préparation opérationnelle de l'armée de terre. Elle recouvre les dépenses liées à la construction, la modernisation et le maintien en condition de ces infrastructures.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | | CP | | | |
|--------|--|------------|--------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cd et rens | 580 000 | - | - | - | 1 624 629 | 1 044 629 | 3 189 018 | - | 3 921 788 | 732 770 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | - | - | - | - | 570 611 | 570 611 | 58 799 | - | 58 378 | -421 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu terrestre | 53 527 058 | - | - | 2 068 753 | 35 056 569 | -18 470 489 | 52 237 751 | - | 62 412 341 | 10 174 590 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 2 048 648 | - | - | - | 4 314 493 | 2 265 845 | 2 008 478 | - | 7 058 425 | 5 049 947 |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | - | - | - | 14 144 | 14 144 | 1 293 959 | - | 550 533 | -743 426 |
| OB | Réalisation autres opérations adaptation | 7 886 606 | - | 1 600 000 | 5 764 746 | 22 095 161 | 15 808 555 | 27 490 527 | - | 40 712 559 | 13 222 032 |

| | | | | | | | | | | | |
|--------------|-------------------|----------|------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|----------|--------------------|-------------------|--|
| | infra terrestres | | | | | | | | | | |
| Total | 64 042 312 | - | 1 600 000 | 7 833 498 | 63 675 607 | 1 233 295 | 86 278 532 | - | 114 714 024 | 28 435 492 | |

Commentaires

En 2022 les crédits d'infrastructure ont permis de poursuivre la montée en puissance de la force opérationnelle terrestre avec des opérations au profit du 5^e RD (Mailly-le-Camp) et de la 13^e DBLE (La Cavalerie), de rénover des infrastructures de préparation opérationnelle (IPO) avec l'étape n° 2 du programme d'adaptation des espaces d'entraînement (AEE) de niveau 2 et 3, les réalisations de stands de tir ouverts évolutifs (STOE) et les travaux d'adaptation destinés à la conduite de l'exercice majeur *ORION* en 2023.

En outre, ces ressources ont permis de réaliser des opérations de mise aux normes environnementales des infrastructures métiers de l'armée de terre ainsi que des opérations participant à la fonction défense-sécurité (DEFSEC) des emprises.

OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement »

Cette OB affiche une surconsommation de 1 M€ en AE et 0,7 M€ en CP qui s'explique par :

- des surcoûts liés au transfert de l'état-major de la 2^e brigade blindée à Strasbourg ;
- des surcoûts sur la phase finale du projet de création du *BATTLE LAB TERRE* à Versailles ;
- des études et travaux préparatoires pour l'opération de construction du bâtiment état-major de la 12^e BSMAT à Neuvy-Pailloux.

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire »

Cette OB présente un engagement non programmé de 0,6 M€ en AE pour la réfection de portails aéronautiques du 1^{er} RHC à Bourscheid.

OB « Préparation opérationnelle du milieu terrestre »

Cette OB affiche une moindre consommation de 18,4 M€ en AE. Elle s'explique d'abord par l'inscription en programmation de l'ensemble des lignes génériques d'opérations déconcentrées sur cette OB, sans que les besoins n'aient pu être affinés et imputés sur l'OB correspondante avant la gestion.

En outre, les moindres consommations s'expliquent par l'évolution à la baisse du besoin pour le programme d'infrastructure « adaptation des espaces d'entraînement de niveaux 2 et 3 » (PI AEEN23) avec :

- la levée de provisions pour risques ;
- le report de deux opérations d'adaptation des espaces d'entraînement.

Enfin, des moindres dépenses apparaissent sur plusieurs opérations pour des infrastructures de tir :

- l'annulation du stand de tir ouvert évolutif (STOE) du 121^e RTRN à Montlhéry suite aux résultats des études acoustiques ;
- des moindres engagements sur des opérations d'infrastructures de tir (13^e RDP à Saint-Médard en Jalles, 1^{er} REC à Marseille).

En CP, la surconsommation de 10,2 M€ s'explique par l'actualisation du reste à payer en début de gestion 2022, dont l'écoulement est plus rapide que les prévisions réalisées en programmation militaire.

OB « Maintien et soutien des sites »

La surconsommation de 2,3 M€ en AE et 5 M€ en CP est liée à la prise en compte sur cette OB, en maintenance lourde opérationnelle, des opérations de rénovation pour des besoins nouveaux prioritaires :

- réhabilitation de la tour de séchage des parachutes du 2^e REP à Calvi ;
- rénovation du quartier du Carrousel au CNSD à Fontainebleau ;
- réfection du pont de voie ferrée au Centre d'ENTraînement Au Combat (CENTAC) à Mailly-le-Camp.

OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense »

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Cette OB ne présente plus d'engagements nouveaux sur l'action 2, mais supporte des paiements sur engagements antérieurs. La consommation de 0,6 M€ en CP est imputable à des reliquats de paiements sur des opérations transférées en 2020 dans le périmètre de l'armée de Terre dans le cadre de la nouvelle architecture budgétaire.

OB « Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres »

Cette OB rassemble les dépenses liées aux infrastructures techniques (zones techniques, entrepôts, ateliers, armureries, etc.), aux opérations de mise aux normes environnementales, à la fonction défense-sécurité des emprises et à la politique muséale de l'armée de Terre.

Elle présente une surconsommation de 15,8 M€ en AE, principalement due aux opérations sur des infrastructures techniques :

- travaux d'adaptation d'un bâtiment de commandement pour l'exercice ORION à Mailly-le-Camp ;
- travaux d'adaptation de l'armurerie des 8^e RMAT et 24^e RI à Versailles ;
- construction d'un atelier NTI1 au 1^{er} RPIMA à Bayonne ;
- engagement de la phase de préparation du projet VIPEROPS à Moulin ;

ainsi qu'à des opérations prioritaires et non programmées de mise aux normes (6^e RMAT à Gesswiller, 13^e BSMAT à Saint-Astier et Clermont-Ferrand).

En CP, la surconsommation de 13,2 M€ s'explique par l'actualisation du reste à payer en début de gestion 2022, dont l'écoulement est plus rapide que les prévisions réalisées en programmation militaire.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectation AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|---|-------------------|-------------------------|---------------------|-------------------|------------------|------------------|
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | - | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | - | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu terrestre | 10 973 359 | 9 721 | - | 10 963 638 | 2 068 753 | 8 894 886 |
| OB | Maintien et soutien des sites | - | - | - | - | - | - |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | 2 070 | - | -2 070 | - | -2 070 |
| OB | Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres | 6 179 811 | 1 937 340 | 1 600 000 | 5 842 471 | 5 764 746 | 77 726 |
| | Total | 17 153 170 | 1 949 131 | 1 600 000 | 16 804 040 | 7 833 498 | 8 970 541 |

Commentaires

Un engagement de 2,1 M€ a été réalisé sur les tranches fonctionnelles (TF045423 et TF045425) du programme d'adaptation des espaces d'entraînement (AEE) de niveau 2 et 3 et un engagement de 5,8 M€ sur la tranche fonctionnelle (TF044751) support des travaux d'accueil de la 13e DBLE à La Cavalerie (Larzac).

A noter enfin qu'une affectation complémentaire de 1,6 M€ a été réalisée sur cette dernière tranche fonctionnelle afin de couvrir les récentes hausses économiques et de pouvoir engager et payer les révisions de prix correspondantes.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|-------------|---------------|--------------|---------------------------------------|
| Sous-action | 6 230 000 | 10 193 490 | 3 963 490 |

Commentaires

L'augmentation des recettes non fiscales par rapport aux prévisions de la LFI est liée à des contributions reçues sous forme fonds de concours au profit :

- de la réhabilitation du musée des troupes de marine (Fréjus) ;
- du projet de réalisation d'un « village des blessés » au CNSD (Fontainebleau).

Elle s'explique en outre par des attributions de produits résultant :

- de facturations de prestations pour des activités réalisées par l'armée de Terre (formations, soutien aux exportations, musiques, mises à disposition de matériels ou de personnels) ;
- de cessions onéreuses de matériels plus importantes que programmées.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 2

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------|---|----------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|----------------------|-----------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 185 470 511 | 80 000 | - | - | 252 718 991 | 67 168 480 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 294 378 977 | 2 970 000 | - | - | 441 681 852 | 144 332 875 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 2 473 999 936 | 3 030 000 | - | 25 778 806 | 2 193 936 291 | -283 093 645 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 120 358 573 | 150 000 | - | - | 146 647 603 | 26 139 030 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 64 042 312 | - | 1 600 000 | 7 833 498 | 63 675 607 | 1 233 295 |
| | Total | 3 138 250 309 | 6 230 000 | 1 600 000 | 33 612 304 | 3 098 660 344 | -44 219 965 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|-------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
|----|---|----------------------|------------------|----------------------|-----------------------|
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 182 830 275 | 80 000 | 239 868 241 | 56 957 966 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 236 160 535 | 2 970 000 | 219 320 612 | -19 809 923 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 1 044 423 293 | 3 030 000 | 1 552 816 477 | 505 363 184 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 120 528 993 | 150 000 | 137 821 260 | 17 142 267 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 86 278 532 | - | 114 714 024 | 28 435 492 |
| | Total | 1 670 221 628 | 6 230 000 | 2 264 540 614 | 588 088 986 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

EPM

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|--------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| OB | EPM flottes aéroterrestres | 24 769 939 | 1 683 963 | - | 23 085 976 | 17 247 011 | 5 838 965 |
| ACT | EPM matériel terrestre : NH90 | 898 181 | - | - | 898 181 | 666 394 | 231 787 |
| ACT | EPM matériel terrestre : TIGRE | 10 601 170 | - | - | 10 601 170 | 7 865 401 | 2 735 769 |
| | Total | 36 269 290 | 1 683 963 | - | 34 585 327 | 25 778 806 | 8 806 521 |

INFRA

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectation AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|---|-------------------|-------------------------|---------------------|-------------------|------------------|------------------|
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | - | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | - | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu terrestre | 10 973 359 | 9 721 | - | 10 963 638 | 2 068 753 | 8 894 886 |
| OB | Maintien et soutien des sites | - | - | - | - | - | - |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | 2 070 | - | -2 070 | - | -2 070 |
| OB | Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres | 6 179 811 | 1 937 340 | 1 600 000 | 5 842 471 | 5 764 746 | 77 726 |
| | Total | 17 153 170 | 1 949 131 | 1 600 000 | 16 804 040 | 7 833 498 | 8 970 541 |

ÉCHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF / PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---------------------|---|-----------|--------------------------------|----------|-----------|---------|---------|---------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2021 | Eng 2022 | 2022 | 2023 | 2024 | >2024 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 30,02 | 185,55 | 182,91 | 32,66 | 0,00 | 0,00 | 215,57 |
| | | PLR | 29,66 | 252,72 | 239,87 | 33,44 | 6,65 | 2,43 | 282,38 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 271,03 | 297,35 | 239,13 | 132,27 | 118,27 | 78,71 | 568,38 |
| | | PLR | 221,11 | 441,68 | 219,32 | 281,52 | 160,00 | 1,95 | 662,79 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 2999,53 | 2487,03 | 1027,15 | 1068,84 | 846,89 | 2543,69 | 5486,56 |
| | | PLR | 3634,61 | 2219,72 | 1552,82 | 1385,48 | 605,51 | 2310,52 | 5854,32 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 103,51 | 120,51 | 120,68 | 40,08 | 5,00 | 58,26 | 224,02 |
| | | PLR | 108,01 | 146,65 | 137,82 | 31,13 | 80,12 | 5,58 | 254,65 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 109,15 | 74,57 | 86,28 | 57,48 | 28,48 | 11,49 | 183,72 |
| | | PLR | 125,37 | 71,51 | 114,71 | 56,16 | 22,11 | 3,89 | 196,88 |
| Total écarts | | | 605,52 | -32,74 | 608,40 | 456,41 | -124,25 | -367,78 | 572,78 |

ACTION

03 – Préparation des forces navales

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 03 – Préparation des forces navales | | 4 066 049 406 | 4 066 049 406 | | 2 858 215 599 | 2 858 215 599 |
| | | 4 948 004 661 | 4 948 004 661 | | 3 161 204 579 | 3 161 204 579 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 297 450 682 | 297 450 682 | | 308 780 005 | 308 780 005 |
| | | 302 435 968 | 302 435 968 | | 296 303 504 | 296 303 504 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 71 810 684 | 71 810 684 | | 70 407 210 | 70 407 210 |
| | | 71 364 768 | 71 364 768 | | 78 677 357 | 78 677 357 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 3 329 526 076 | 3 329 526 076 | | 2 109 163 968 | 2 109 163 968 |
| | | 4 042 727 892 | 4 042 727 892 | | 2 305 393 684 | 2 305 393 684 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 130 546 855 | 130 546 855 | | 125 884 897 | 125 884 897 |
| | | 256 127 194 | 256 127 194 | | 226 970 387 | 226 970 387 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | | 236 715 109 | 236 715 109 | | 243 979 519 | 243 979 519 |
| | | 275 348 839 | 275 348 839 | | 253 859 648 | 253 859 648 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 3 677 048 297 | 4 634 391 357 | 2 453 072 080 | 2 850 303 780 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 3 644 497 111 | 4 602 227 749 | 2 420 520 894 | 2 818 140 172 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 264 899 496 | 269 295 926 | 276 228 819 | 263 537 654 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 63 487 684 | 66 361 251 | 62 084 210 | 72 988 981 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 3 192 823 076 | 3 938 137 253 | 1 963 582 968 | 2 192 750 639 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 123 286 855 | 202 205 986 | 118 624 897 | 184 806 661 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | | 126 227 333 | | 104 056 238 |
| Subventions pour charges de service public | 32 551 186 | 32 163 608 | 32 551 186 | 32 163 608 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | 32 551 186 | 32 163 608 | 32 551 186 | 32 163 608 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 387 756 109 | 312 282 834 | 403 898 519 | 309 424 760 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 387 756 109 | 310 117 963 | 403 898 519 | 306 869 571 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 863 060 | | 429 067 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 7 078 000 | 3 750 717 | 7 078 000 | 4 493 176 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | 136 703 000 | 104 486 464 | 145 581 000 | 112 284 717 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | 7 260 000 | 52 208 814 | 7 260 000 | 39 873 327 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | 236 715 109 | 148 808 907 | 243 979 519 | 149 789 282 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 2 164 870 | | 2 555 190 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | -21 897 | | 37 903 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 57 600 | | |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 104 174 | | 246 447 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 1 712 394 | | 2 256 712 |
| 03.11 – Infrastructures maritimes | | 312 599 | | 14 128 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 135 271 | | 280 839 |
| Transferts aux autres collectivités | | 135 271 | | 280 839 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 135 271 | | 135 271 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | | | 111 881 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | | | 33 687 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | 1 245 000 | 1 195 200 | 1 245 000 | 1 195 200 |
| Dotations en fonds propres | 1 245 000 | 1 195 200 | 1 245 000 | 1 195 200 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | 1 245 000 | 1 195 200 | 1 245 000 | 1 195 200 |
| Total | 4 066 049 406 | 4 948 004 661 | 2 858 215 599 | 3 161 204 579 |

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2022, la Marine nationale a contribué aux six fonctions stratégiques (dissuasion, protection-résilience, prévention, connaissance-compréhension-anticipation, intervention et influence). Elle a participé à l'Action de l'État en Mer (AEM) en métropole et en outre-mer. Outre les missions permanentes de ses forces de présence et de souveraineté, la Marine s'est déployée sur six théâtres d'opérations maritimes :

- **Atlantique nord et Baltique (ATLANT GRAND NORD)** : en coopération avec les alliés, la Marine a contribué à contenir les activités sous-marines et de surface du compétiteur russe. Elle a également participé à la manœuvre de réassurance OTAN (*Brillant Shield*).

- **Golfe de Guinée (CORYMBE)** : la quasi-permanence de bâtiments de surface et le déploiement régulier d'aéronefs de patrouille, surveillance et intervention maritime ont contribué à maintenir l'influence de la France dans la sous-région. La Marine a notamment apporté son soutien à l'Architecture de Yaoundé par le biais de partenariats militaires opérationnels et de missions de prévention et d'appui en matière de sécurité maritime auprès des nations riveraines (opération Corymbe, exercice GANO). Elle y développe le concept de Présence Maritime Coordinée, avec ses partenaires européens.
- **Méditerranée centrale (MEDCENT) et orientale (MEDOR)** : les missions CLEMENCEAU et ANTARES du groupe aéronaval, ainsi que le déploiement régulier de frégates et d'avions de patrouille maritime ont permis de garantir à la France une appréciation autonome de situation dans le contexte du déclenchement de la guerre en Ukraine. Ces déploiements ont également contribué à la manœuvre de réassurance OTAN (Noble Shield). La Marine nationale est également l'un des contributeurs majeurs à l'opération européenne IRINI de lutte contre les trafics de migrants et d'armes au large de la Lybie.
- **Océan Indien et golfe arabo-persique (ZMOI)** : dans le cadre d'une stratégie d'accès visant à garantir la libre circulation maritime, notamment dans les détroits vitaux pour nos approvisionnements (Ormuz, Bab el Mandeb et Suez), la Marine a assuré en 2022 une quasi-permanence de moyens navals de 1^{er} rang et aériens dans cette zone, appuyant ainsi la présidence française de l'IONS. La Marine est également un contributeur majeur des opérations européennes Agénor et Atalanta de lutte contre les trafics et la piraterie.
- **Asie – Pacifique (ASIE)** : la Marine a déployé ponctuellement des unités de surface jusqu'en mer de Chine méridionale et orientale afin de faire valoir la liberté de navigation et de garantir une appréciation autonome de situation. La Marine a également contribué ponctuellement à hauteur d'une frégate et d'un avion de surveillance maritime à la mission ECC qui vise à faire appliquer l'embargo contre la Corée du Nord.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

L'OS AOP regroupe les ressources destinées à la préparation opérationnelle et à l'activité des forces, qui intègre en particulier les dépenses en carburants opérationnels.

L'OS FAS regroupe les ressources nécessaires à la gestion et à la formation du personnel de la marine ainsi qu'au fonctionnement courant des unités.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|--------------------------|--------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 72 445 671 | 2 800 000 | 79 038 704 | 3 793 033 | 85 555 187 | 2 800 000 | 82 781 148 | -5 574 039 |
| OB | Systèmes d'information et de commandement | 6 199 000 | - | 9 249 610 | 3 050 610 | 6 199 000 | - | 6 110 046 | -88 954 |
| OB | Alimentation | 13 850 000 | 1 000 000 | 3 332 922 | -11 517 078 | 13 850 000 | 1 000 000 | 3 291 524 | -11 558 477 |
| OB | Carburants | 5 387 000 | - | 3 692 687 | -1 694 313 | 5 387 000 | - | 3 684 184 | -1 702 816 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | opérationnels hors carburacteur et combustible de navigation | | | | | | | | |
|----|--|--------------------|------------------|--------------------|-------------------|--------------------|------------------|--------------------|-------------------|
| OB | Carburacteur | 40 984 000 | - | 40 016 281 | -967 719 | 40 984 000 | - | 40 016 784 | -967 216 |
| OB | Combustible de navigation | 67 546 957 | - | 130 496 467 | 62 949 510 | 67 546 957 | - | 130 088 835 | 62 541 878 |
| OB | Déplacements et transports | 17 169 000 | - | 20 019 560 | 2 850 560 | 16 870 000 | - | 19 696 522 | 2 826 522 |
| | Total | 223 581 628 | 3 800 000 | 285 846 233 | 58 464 605 | 236 392 144 | 3 800 000 | 285 669 043 | 45 476 899 |

L'OS AOP présente une surconsommation de 58,5 M€ en AE et 45,5 M€ en CP.

Commentaires**OB « activités et entraînement des forces »**

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +3,8 M€ en AE et de -5,6 M€ en CP.

En AE, l'écart est principalement dû à la notification anticipée d'une nouvelle tranche du marché d'affrètement de deux remorqueurs d'intervention, d'assistance et de sauvetage (RIAS) qui était initialement prévue en 2023.

En CP, la sous consommation s'explique principalement par une réception tardive des factures ne permettant pas leur paiement en fin de gestion 2022.

OB « système d'information et de commandement »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de +3,1 M€ en AE, résulte principalement d'opportunités de fin de gestion dont notamment des engagements sur le contrat TRIMARAN et des achats de serveurs pour SIA et CELTIQUE.

OB « alimentation »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de -11,5 M€ en AE et -11,6 M€ en CP reflète le mode de règlement des factures de denrées en métropole par transferts financiers (remboursement de l'action 3 vers la sous-action 85 de l'action 5 du service du commissariat des armées).

OB « Déplacement et transports »

Cet agrégat fait apparaître une surconsommation de +2,8 M€ en AE et +2,8 M€ en CP qui s'explique essentiellement par l'intégration du besoin fret exercice à la suite de la réduction de la contribution interarmées dans ce domaine. Par ailleurs, le flux de dépense de convoiage a été revu à la hausse.

Carburants opérationnels

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2022 (m³) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m³) | Consommation (€) |
|-------------------------------------|------------------------------|---|------------------|
| Carburacteur (F-34) | 54 296 | 770,90 | 41 856 621 |
| Carburacteur (F-44) | 10 708 | 857,38 | 9 181 015 |
| Combustibles de navigation*, en m³ | 126 054 | 631,01 | 79 542 065 |
| Divers (Huiles, graisses et autres) | / | / | 8 381 513 |

| | |
|----------|----------------|
| FEA 2021 | 19 388 358.78 |
| TOTAL | 171 863 048.48 |

Commentaires

L'écart entre la prévision LFI et la consommation est de +60,2 M€ en AE et de +59,8 M€ en CP.

Les paiements 2022 intègrent un report de facturation au titre l'année 2021, ainsi que les dépenses de carburant liées aux opérations extérieures, non prévues dans la loi de finances initiale. Les dépenses de carburant sont par ailleurs marquées par une augmentation significative du coût du baril de Brent supérieur aux hypothèses de construction budgétaire.

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 22 292 000 | - | 22 617 106 | 325 106 | 21 589 000 | - | 22 518 196 | 929 196 |
| OB | Subventions et transferts | 33 393 186 | - | 32 679 508 | -713 678 | 33 393 186 | - | 32 679 508 | -713 678 |
| OB | Communication et relations publiques | 1 495 000 | - | 1 717 411 | 222 411 | 1 550 000 | - | 2 146 711 | 596 711 |
| OB | Fonctionnement courant | 7 578 000 | - | 9 105 026 | 1 527 026 | 7 523 000 | - | 9 152 271 | 1 629 271 |
| OB | Prestations intellectuelles | 616 000 | - | 742 005 | 126 005 | 616 000 | - | 856 769 | 240 769 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 39 195 684 | 2 000 000 | 37 627 162 | -3 568 522 | 38 495 210 | 2 000 000 | 43 052 588 | 2 557 378 |
| Total | | 104 569 870 | 2 000 000 | 104 488 218 | -2 081 652 | 103 166 396 | 2 000 000 | 110 406 043 | 5 239 647 |

L'OS FAS présente un différentiel entre la prévision LFI et la consommation de -2,0 M€ en AE et de +5,2 M€ en CP.

OB « mobilité des personnels »

L'écart entre la LFI et l'exécuté est de +0,3 M€ en CP et de +0,9 M€ en AE, et est lié à une hausse des coûts de frais de mutation causés en partie par de nouvelles évolutions de leur régime d'indemnisation (réévaluation des plafonds de remboursement).

OB « subventions et transferts »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -0,7 M€ en AE et CP et résulte essentiellement d'une non levée de la réserve de précaution propre aux subventions de fonctionnement et d'investissement de l'École navale.

OB « communication et relations publiques »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de +0,2 M€ en AE et +0,5 M€ en CP, correspond au financement d'activités de rayonnement annulées en programmation en raison de la crise sanitaire mais finalement réalisées en gestion.

OB « fonctionnement courant »

L'écart entre la LFI et l'exécuté est de +1.5 M€ en AE et +1.6 M€ en CP. Il traduit une légère hausse des besoins dans ce domaine ainsi qu'une hausse du coût des facteurs.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

OB « prestation intellectuelle »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +0,1 M€ en AE et +0,2 M€ en CP. Il correspond à une hausse du coût des facteurs dans le domaine de la maîtrise d'ouvrage (AMOA).

OB « soutien des ressources humaines »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -3,6 M€ en AE et +2,6 M€ en CP. Il résulte du contrat MERIDIAN de formation des pilotes de l'aéronautique navale aux États-Unis d'Amérique.

La réduction de l'effectif de pilotes formés (promotion 2024) conduit à une réduction du volume d'AE engagé. En parallèle, l'évolution défavorable du taux de change euros-dollars entraîne une hausse substantielle des CP consommés pour régler les AE des années précédentes rattachées à la formation de la promotion 2022.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION****1. DESCRIPTION**

Le périmètre de l'opération stratégique « dissuasion » comprend les ressources destinées au maintien en condition opérationnelle des équipements de la force océanique stratégique. Depuis 2020, cette OS intègre également l'OB « entretien des infrastructures de la dissuasion ».

Cette dernière finance :

- l'adaptation, la rénovation et le maintien en condition opérationnelle des servitudes communes aux différentes installations implantées sur les sites de la marine concourant à la composante sous-marine de la dissuasion ;
- l'entretien des infrastructures de la FANu concourant à la composante aéroportée de la dissuasion.

Les opérations d'entretien des infrastructures concourant à la dissuasion sont réalisées dans un contexte très exigeant, à la fois sur le plan opérationnel (les installations devant continuer d'assurer leurs fonctions pendant les travaux) et sur le plan réglementaire (pour garantir en permanence le respect des exigences, notamment de sécurité nucléaire).

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------------|---|--------------------|---------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/AD P du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OB | EPM flotte navale | 227 300 000 | - | - | - | 220 706 875 | -6 593 125 |
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 169 962 000 | - | 951 591 | 4 172 094 | 175 902 078 | 6 891 669 |
| Total | | 397 262 000 | - | 951 591 | 4 172 094 | 396 608 953 | 298 544 |

Niveau | Description | CP

| u | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
|--------------|---|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------------|
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPM flotte navale | 465 000 000 | - | 383 101 589 | -81 898 411 |
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 113 100 000 | - | 122 073 066 | 8 973 066 |
| Total | | 578 100 000 | - | 505 174 655 | -72 925 345 |

Un écart sur l'OS « dissuasion » de -72,9 M€ en CP s'explique par des retards de facturation sur les marchés d'entretien des SNLE et des chantiers d'infrastructure.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|---|----------------|-------------------------|----------------------|-----------|-----------------|----------------|
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 4 351 455 | 48 440 | 1 000 000 | 5 303 015 | 4 172 094 | 1 130 921 |

En 2022, la prise en compte d'un avenant sur un marché en cours d'exécution a nécessité l'affectation de 1,0 M€ sur la TF permettant la réalisation des travaux d'entretien de la station de pompage.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATÉRIELS)

1 DESCRIPTION

L'opération stratégique « EPM » regroupe les ressources destinées aux opérations d'entretien des matériels de la force d'action navale, de l'aéronautique navale, des forces sous-marines, et des fusiliers marins et commandos, hors dissuasion.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------|--|-------------|--------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu naval | 26 156 000 | 4 500 000 | - | - | 3 579 871 | -27 076 129 |
| OB | EPM flotte navale (hors FREMM et porte-avions) | 986 914 259 | - | - | - | 1 025 900 201 | 38 985 942 |
| OB | EPM munitions navales | 165 904 000 | - | - | - | 74 323 556 | -91 580 444 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | | | |
|--------------|--|----------------------|------------------|----------|-------------------|----------------------|--------------------|
| OB | EPM matériel terrestre | 12 417 126 | - | - | - | 11 239 271 | -1 177 855 |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 711 000 | - | - | - | 218 490 | -492 510 |
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale (hors NH90 et RAFALE) | 604 144 692 | 3 000 000 | - | 45 635 413 | 1 321 908 893 | 714 764 201 |
| ACT | EPM de la force d'act. Nav. : FREMM | 528 000 000 | - | - | - | 658 483 619 | 130 483 619 |
| ACT | EPM de la force d'act. Nav. : porte-avions | 200 000 000 | - | - | - | 89 743 623 | -110 256 377 |
| ACT | EPM aéronautique navale : NH90 | 425 316 000 | - | - | 501 544 | 513 963 368 | 88 647 368 |
| ACT | EPM aéronautique navale : RAFALE | 91 417 000 | - | - | 8 305 261 | 115 606 644 | 24 189 644 |
| Total | | 3 040 980 077 | 7 500 000 | - | 54 442 218 | 3 814 967 535 | 766 487 458 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|--|----------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation/prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu naval | 2 163 000 | 4 500 000 | 3 747 832 | -2 915 168 |
| OB | EPM flotte navale (hors FREMM et porte-avions) | 611 743 416 | - | 751 772 576 | 140 029 160 |
| OB | EPM munitions navales | 115 657 000 | - | 108 868 340 | -6 788 660 |
| OB | EPM matériel terrestre | 12 173 653 | - | 10 723 618 | -1 450 035 |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 700 000 | - | 276 129 | -423 871 |
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale (hors NH90 et RAFALE) | 416 426 900 | 3 000 000 | 407 462 911 | -11 963 989 |
| ACT | EPM de la force d'act. Nav. : FREMM | 95 044 000 | - | 197 078 424 | 102 034 424 |
| ACT | EPM de la force d'act. Nav. : porte-avions | 80 002 000 | - | 102 097 716 | 22 095 716 |
| ACT | EPM aéronautique navale : NH90 | 96 463 000 | - | 108 283 450 | 11 820 450 |
| ACT | EPM aéronautique navale : RAFALE | 153 547 000 | - | 232 523 446 | 78 976 446 |
| Total | | 1 583 919 969 | 7 500 000 | 1 922 834 442 | 331 414 473 |

OB « démantèlement milieu aérien »

L'écart de - 0,5 M€ en AE et de - 0,4 M€ en CP est lié au décalage de la procédure contractuelle de plusieurs opérations de démantèlement.

OB « démantèlement milieu naval »

L'écart de -27,1 M€ en AE et -2,9 M€ en CP est lié au report en 2023 du contrat M9 de déconstruction de frégates et bâtiments de combat désarmés.

OB « EPM terrestre Marine »

L'écart entre la LFI et l'exécution et de -1,2 M€ en AE et de -1,5 M€ en CP. Ces écarts s'expliquent en partie par de nombreux retards de livraison (véhicules notamment) et des difficultés d'approvisionnement sur certains composants.

OB « EPM flotte navale (hors FREMM et porte-avions) »

L'écart en AE est principalement lié à des engagements supplémentaires liés à l'activité spécifique Ukraine et à la notification d'avenants aux contrats de maintenance destinés à garantir la disponibilité opérationnelle des unités (ex : chasseurs de mines).

L'écart en CP traduit des besoins de paiement portés par des besoins nouveaux en MCO liés à l'activité Ukraine (suractivité spécifique des moyens du GAN induisant un besoin de MCO supplémentaire) et des révisions de prix (hausse du coût des facteurs).

OB « EPM FREMM »

L'écart en AE et en CP s'explique par la modification de la structure contractuelle du nouveau contrat de maintien en condition opérationnelle des FREMM – FREMM 23 notifié en fin d'année 2022.

OB « Porte-avions »

L'écart de – 110 M€ en AE découle de l'anticipation en 2021 des besoins pour la réalisation du MCO du porte-avions en 2022 et son indisponibilité pour entretien intermédiaire qui aura lieu au second semestre 2023. Cette anticipation se traduit également en 2022 par une augmentation des paiements (écart de +22 M€ en CP sur le contrat MS5).

OB « EPM flottes de l'aéronautique navale (hors NH90 et Rafale) »

L'écart de +714,8 M€ en AE s'explique principalement par l'allongement de la durée du contrat TYNE lui-même reporté de 2021. Cet allongement doit permettre d'assurer le MCO des avions ATL2 jusqu'à leur fin de vie. L'écart de – 12,0 M€ en CP est en partie lié à des retards de facturation.

OB « EPM munitions navales »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de – 91,6 M€ en AE et – 6,8 M€ en CP. En AE, le différentiel s'explique par des reports d'affaires 2022 et en particulier celui du contrat MU 90 en 2023. En CP, l'écart provient aussi de la réception tardive de factures.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|--------------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------|----------------|-------------------|--------------------|
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale | 13 129 634 | 12 991 189 | - | 138 445 | 45 635 413 | -45 496 969 |
| OB | EPM flotte navale | - | - | - | - | - | - |
| | Total | 13 129 634 | 12 991 189 | - | 138 445 | 45 635 413 | -45 496 969 |

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique « EAC » regroupe l'ensemble des dépenses liées à l'acquisition et au suivi des petits équipements ou véhicules spécialisés des forces, et au recomplètement des stocks de munitions utilisés pour la préparation des forces.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|-------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC-AFAM | 217 902 722 | 1 700 000 | - | 254 635 390 | 35 032 668 | 210 757 571 | 1 700 000 | 210 933 991 | -1 523 580 |
| Total | | 217 902 722 | 1 700 000 | - | 254 635 390 | 35 032 668 | 210 757 571 | 1 700 000 | 210 933 991 | -1 523 580 |

Commentaires

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +35,0 M€ en AE et de - 1,5 M€ en CP. En AE, le dépassement résulte d'opportunités de gestion permettant l'approvisionnement de munition (leurres navals et sous-marins, corps de bombes de 1 000 kg, munitions d'armes légères d'infanterie, grenades). L'écart en CP résulte en partie d'une réception tardive de factures.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)**1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique INFRA regroupe les ressources destinées à l'ensemble des opérations d'adaptation capacitaire sur les ouvrages technico-opérationnels de la marine.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------------|--|-------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdts et rens | 2 855 000 | - | - | - | 3 107 106 | 252 106 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 24 250 109 | - | - | - | 18 931 917 | -5 318 192 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 8 820 000 | - | - | - | 9 665 831 | 845 831 |
| OB | Réalisation des infrastructures bases de défense | - | - | - | - | -6 553 | -6 553 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu maritime | 30 828 000 | - | 9 223 579 | 26 384 388 | 44 691 973 | 23 087 552 |
| Total | | 66 753 109 | - | 9 223 579 | 26 384 388 | 76 390 273 | 18 860 743 |

| Niveau | Description | CP | | |
|--------|-------------|-----|-------------------|----------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP | Écart Consommation / |

| | | du PAP | | | Prévisions |
|--------------|---|--------------------|----------|--------------------|-----------------------|
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 16 671 000 | - | 13 697 572 | -2 973 428 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 16 050 519 | - | 26 055 935 | 10 005 416 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 2 868 000 | - | 4 374 098 | 1 506 098 |
| OB | Réalisation des infrastructures bases de défense | 65 000 | - | 609 546 | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu maritime | 95 225 000 | - | 87 272 107 | -7 952 893 |
| Total | | 130 879 519 | - | 132 009 258 | 1 129 739 |

Commentaires

OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement »

L'écart de +0,3 en AE découle d'une hausse liée au résultat des offres reçues. En CP l'écart de -3,0 M€ résulte de retards importants de réalisation et facturation.

OB « Maintien et soutien des sites »

L'écart de -5,3 M€ en AE est lié à des avances importantes d'affaires 2022 sur les exercices précédents. L'écart de +10,0 M€ en CP résulte de besoins de paiements non identifiés en programmation du fait de ré-imputations entre OB et retards de transmissions de factures 2021.

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire »

L'écart de +0,8 M€ en AE résulte d'une augmentation liée au financement d'avenants et de hausses économiques.

OB « Réalisation des infrastructures bases de défense »

Il n'y a pas d'affaires programmées en 2022 sur cette OB. La consommation en CP correspond à des engagements des années antérieures.

OB « Préparation opérationnelle du milieu maritime »

L'écart de +23,1 M€ en AE est lié à une augmentation pour hausses économiques (infrastructures des bases navales). Il résulte également du financement d'affaires complémentaires (infrastructures liées aux nouvelles exigences de sûreté pour la propulsion nucléaire et rénovation des installations électriques de la base navale de Brest). Enfin une nouvelle affectation sur tranche fonctionnelle pour couvrir un contentieux participe à cet écart.

En CP l'écart de -7.9 M€ est lié à une facturation tardive et à la ré-imputation entre OB.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|---|----------------|-------------------------|----------------------|-------------|-----------------|----------------|
| OB | Préparation opérationnelle du milieu maritime | 192 719 260 | 382 971 | 9 500 000 | 201 836 289 | 26 384 388 | 175 451 900 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|-------------|---------------|--------------|---------------------------------------|
| Sous-action | 15 000 000 | 13 370 000 | -1 630 000 |

La réaffectation de recettes issues d'opérations d'assistance menées par des affrétés de l'AEM au budget général et non plus au BOP Marine explique cet écart.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 3

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------------|---|----------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|----------------------|--------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 223 581 628 | 3 800 000 | - | - | 285 846 233 | 58 464 605 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 397 262 000 | - | 951 591 | 4 172 094 | 396 608 953 | 298 544 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 217 902 722 | 1 700 000 | - | - | 254 635 390 | 35 032 668 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 3 040 980 077 | 7 500 000 | - | 54 442 218 | 3 814 967 535 | 766 487 458 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 104 569 870 | 2 000 000 | - | - | 104 488 218 | -2 081 652 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 66 753 109 | - | 9 223 579 | 26 384 388 | 76 390 273 | 18 860 743 |
| Total | | 4 051 049 406 | 15 000 000 | 10 175 170 | 84 998 700 | 4 932 936 602 | 877 062 366 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|---------------------------------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 236 392 144 | 3 800 000 | 285 669 043 | 45 476 899 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 578 100 000 | 0 | 505 174 655 | -72 925 345 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 210 757 571 | 1 700 000 | 210 933 991 | -1 523 580 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 1 583 919 969 | 7 500 000 | 1 922 834 442 | 331 414 473 |

| | | | | | |
|--------------|---|----------------------|-------------------|----------------------|--------------------|
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 103 166 396 | 2 000 000 | 110 406 043 | 5 239 647 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | 130 879 519 | 0 | 132 009 258 | 1 129 739 |
| Total | | 2 843 215 599 | 15 000 000 | 3 167 027 431 | 308 811 832 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

DIS

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|---|----------------|-------------------------|----------------------|-----------|-----------------|----------------|
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 4 351 455 | 48 440 | 1 000 000 | 5 303 015 | 4 172 094 | 1 130 921 |

EPM

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------------|--------------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------|----------------|-------------------|--------------------|
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale | 13 129 634 | 12 991 189 | 0 | 138 445 | 45 635 413 | -45 496 969 |
| OB | EPM flotte navale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | | 13 129 634 | 12 991 189 | 0 | 138 445 | 45 635 413 | -45 496 969 |

INFRA

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|---|----------------|-------------------------|----------------------|-------------|-----------------|----------------|
| OB | Préparation opérationnelle du milieu maritime | 192 719 260 | 382 971 | 9 500 000 | 201 836 289 | 26 384 388 | 175 451 900 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF / PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---------------------|---|-----------|--------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|-----------------|--------------------|--------------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2021 | Eng 2022 | 2022 | 2023 | 2024 | >2024 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 262 504 184 | 227 381 628 | 240 192 144 | 101 595 268 | 24 000 000 | 124 098 400 | 489 885 812 |
| | | PLR | 174 255 687 | 285 846 233 | 285 669 043 | 39 355 804 | 21 634 703 | 113 442 370 | 460 101 920 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 991 305 883 | 394 262 000 | 578 100 000 | 419 388 659 | 222 380 293 | 165 698 931 | 1 385 567 883 |
| | | PLR | 1 063 841 935 | 400 781 047 | 505 174 655 | 409 188 529 | 192 603 321 | 357 656 478 | 1 464 622 982 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 241 710 594 | 219 602 722 | 212 457 571 | 125 481 625 | 89 604 604 | 33 769 516 | 461 313 316 |
| | | PLR | 270 409 683 | 254 635 390 | 210 933 991 | 136 071 788 | 60 422 097 | 117 617 198 | 525 045 073 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 6 507 604 250 | 3 073 480 077 | 1 574 125 393 | 1 631 811 207 | 1 428 970 268 | 4 946 177 459 | 9 581 084 327 |
| | | PLR | 6 192 590 953 | 3 869 409 753 | 1 922 834 442 | 1 510 402 135 | 1 468 668 332 | 5 160 095 796 | 10 062 000 706 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 15 293 061 | 106 569 870 | 105 166 396 | 11 721 059 | 4 975 476 | - | 121 862 931 |
| | | PLR | 35 677 953 | 104 488 218 | 110 406 043 | 28 183 357 | 44 841 | 1 531 930 | 140 166 171 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 204 132 000 | 111 753 109 | 130 879 519 | 132 253 116 | 35 525 381 | 17 227 093 | 315 885 109 |
| | | PLR | 223 843 973 | 102 774 662 | 132 009 258 | 103 486 749 | 61 701 677 | 29 420 951 | 326 618 635 |
| Total écarts | | | -261 929 788 | 884 885 897 | 326 106 408 | -195 562 572 | -381 051 | 492 793 324 | 622 956 109 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

ACTION

04 – Préparation des forces aériennes

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--|--|---------------------|--|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 04 – Préparation des forces aériennes | | 3 957 586 663 3 743 274 307 | 3 957 586 663 3 743 274 307 | | 2 683 032 304 3 255 139 619 | 2 683 032 304 3 255 139 619 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 17 269 132 24 036 652 | 17 269 132 24 036 652 | | 16 420 716 20 660 374 | 16 420 716 20 660 374 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 279 899 183 403 038 637 | 279 899 183 403 038 637 | | 285 232 132 403 755 220 | 285 232 132 403 755 220 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | | 59 959 844 72 437 375 | 59 959 844 72 437 375 | | 160 909 125 151 457 038 | 160 909 125 151 457 038 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | 128 310 429 148 147 755 | 128 310 429 148 147 755 | | 123 157 095 139 676 796 | 123 157 095 139 676 796 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | 3 252 710 400 2 885 702 641 | 3 252 710 400 2 885 702 641 | | 1 969 361 571 2 375 085 819 | 1 969 361 571 2 375 085 819 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | | 0 196 346 | | | 0 155 028 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | | 150 754 284 136 777 726 | 150 754 284 136 777 726 | | 99 830 694 137 239 666 | 99 830 694 137 239 666 |
| 04.12 – Activités spatiales | | 68 683 391 72 937 174 | 68 683 391 72 937 174 | | 28 120 971 27 109 677 | 28 120 971 27 109 677 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 3 711 191 765 | 3 556 367 502 | 2 496 304 509 | 3 076 229 314 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 3 684 732 270 | 3 530 152 948 | 2 469 845 014 | 3 050 014 760 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | 17 269 132 | 16 278 520 | 16 420 716 | 17 929 905 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | 279 899 183 | 402 996 540 | 285 232 132 | 403 677 139 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | 59 959 844 | 72 437 375 | 160 909 125 | 151 457 038 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 101 541 411 | 121 511 806 | 96 388 077 | 112 219 132 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 3 152 379 309 | 2 797 827 665 | 1 877 773 993 | 2 307 625 969 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | 196 346 | | 155 028 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 5 000 000 | 53 368 810 | 5 000 000 | 36 209 830 |
| 04.12 – Activités spatiales | 68 683 391 | 65 535 886 | 28 120 971 | 20 740 719 |
| Subventions pour charges de service public | 26 459 495 | 26 214 554 | 26 459 495 | 26 214 554 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 26 459 495 | 26 214 554 | 26 459 495 | 26 214 554 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 246 085 375 | 184 822 028 | 186 418 272 | 175 715 497 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 246 085 375 | 181 465 941 | 186 418 272 | 170 047 223 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 5 669 083 | | 372 369 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 10 403 | | 46 387 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | 124 254 | | 945 968 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | 100 331 091 | 84 851 997 | 91 587 578 | 61 283 705 |
| 04.11 – Infrastructures aériennes | 145 754 284 | 83 408 916 | 94 830 694 | 101 029 836 |
| 04.12 – Activités spatiales | | 7 401 289 | | 6 368 958 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 3 356 087 | | 5 668 274 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 237 075 | | |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | 3 119 013 | | 5 668 274 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 1 883 669 | | 2 993 698 |
| Transferts aux autres collectivités | | 1 883 669 | | 2 993 698 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 1 851 974 | | 2 358 099 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 31 694 | | 31 694 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | | | 603 905 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | 309 523 | 201 109 | 309 523 | 201 109 |
| Prêts et avances | | -96 033 | | -96 033 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | -96 033 | | -96 033 |
| Dotations en fonds propres | 309 523 | 297 142 | 309 523 | 297 142 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | 309 523 | 297 142 | 309 523 | 297 142 |
| Total | 3 957 586 663 | 3 743 274 307 | 2 683 032 304 | 3 255 139 619 |

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2022, l'armée de l'air et de l'espace (AAE) s'est donnée pour objectif majeur de garantir la tenue des contrats opérationnels en métropole comme en opérations extérieures dans un contexte d'engagement accru marqué par la crise ukrainienne. Ces engagements illustrent la pertinence et la réactivité du modèle, et notamment du couple (Rafale/MRTT), avec des capacités de projection inégalées, comme l'a démontré le raid de 3 *Rafale* vers la Nouvelle-Calédonie (20 000 km en 72h).

La disponibilité des aéronefs demeure un point d'attention majeur. À ce titre, la Direction de la maintenance aéronautique (DMAé) a reconduit le marché REAPER et le marché CASA et a notifié cette année les marchés de Maintien en condition opérationnelle (MCO) A-330 AUG, SAMP/T, SATURNE (MCO des moteurs hélicoptères), CROTALE, TALIOS (nacelle de désignation). Elle poursuivra en 2023 la modernisation du MCO au travers de marchés verticalisés pour les flottes Alphajet, PUMA et MRTT.

Par ailleurs, la maîtrise des dépenses d'infrastructure dans le cadre de la nouvelle architecture budgétaire (NAB) a fait également l'objet d'une attention particulière.

Enfin, le Commandement de l'Espace (CDE) poursuit sa montée en puissance en 2022 en tant qu'allocataire de l'unité opérationnelle AA02 « activité ». Dans le cadre de la stratégie spatiale ministérielle, de nouveaux marchés ont été notifiés cette année (dont Pléiades Neo à 53 M€) pour développer ses capacités de connaissance et de surveillance spatiale.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : « Activités opérationnelles » (AOP) et « Fonctionnement et activités spécifiques » (FAS).

L'opération stratégique AOP regroupe les ressources dédiées au soutien direct de l'activité opérationnelle de l'armée de l'air et de l'espace (activité et entraînement des forces, carburant opérationnel, frais de déplacements).

L'opération stratégique FAS regroupe les ressources destinées au soutien spécifique des forces et du commandement, distinct du soutien commun et du soutien général des forces, réalisés par les bases de défense et financés par la chaîne interarmées du soutien.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|---|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 173 512 796 | 13 819 387 | 191 503 694 | 4 171 511 | 130 894 897 | 13 819 387 | 131 443 708 | -13 270 576 |
| OB | Alimentation | 2 290 009 | - | 1 980 867 | -309 142 | 2 245 109 | - | 1 863 572 | -381 537 |
| OB | Carburants opérationnels hors carburacteur et combustible de navigation | 16 111 358 | - | 17 212 982 | 1 101 624 | 16 111 358 | - | 18 967 699 | 2 856 341 |
| OB | Carburacteur | 196 731 683 | - | 361 187 500 | 164 455 817 | 196 731 683 | - | 361 187 500 | 164 455 817 |
| OB | Déplacements et transports | 34 480 087 | - | 40 928 750 | 6 448 663 | 33 804 007 | - | 38 946 227 | 5 142 220 |
| Total | | 423 125 933 | 13 819 387 | 612 813 792 | 175 868 472 | 379 787 054 | 13 819 387 | 552 408 706 | 158 802 265 |

Pour l'OB « activité et entraînement des forces » : en AE, l'écart s'explique principalement par l'acquisition de brouilleurs (2,4 M€) et de terminaux L16 (2,5 M€) en fin d'année, non programmés initialement.

En CP, l'écart est dû à la diminution du besoin de formations externalisées, notamment : formations REAPER aux États-Unis (-3,0 M€), projet ARIANE (externalisation de la formation initiale en vol) revu à la baisse (-1,2 M€), retard de paiement pour les formations A400M en Allemagne (-5,0 M€).

Pour les OB « Carburants opérationnels » et « Carburacteur » : l'écart provient de la forte augmentation des prix et des activités OPEX non intégrées en LFI.

Pour l'OB « déplacement et transports » : les dépenses de déplacement ont été supérieures aux prévisions suite aux surcoûts Ukraine et à l'anticipation d'un marché de transport (3 M€) prévu en 2023.

Carburants opérationnels :

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2022 (m³) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m³) | Consommation (€) |
|--------------------------|------------------------------|---|------------------|
| Carburacteur | 406 647 | 888,21 | 361 187 500 |
| Autres | / | / | 18 967 699 |

FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 15 234 961 | - | 16 405 918 | 1 170 957 | 13 916 628 | - | 16 369 470 | 2 452 842 |
| OB | Subventions et transferts | 26 769 018 | - | 26 511 696 | -257 322 | 26 769 018 | - | 26 511 696 | -257 322 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 047 639 | - | 2 520 413 | 472 774 | 2 007 489 | - | 2 269 138 | 261 649 |
| OB | Fonctionnement courant | 10 196 725 | 5 111 617 | 14 764 541 | -543 801 | 8 977 181 | 5 111 617 | 14 877 076 | 788 278 |
| OB | Prestations intellectuelles | 3 960 355 | - | 6 001 169 | 2 040 814 | 11 637 602 | - | 8 226 602 | -3 411 000 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 18 862 602 | - | 18 726 336 | -136 266 | 15 767 257 | - | 16 310 713 | 543 456 |
| Total | | 77 071 300 | 5 111 617 | 84 930 073 | 2 747 156 | 79 075 175 | 5 111 617 | 84 564 696 | 377 904 |

Pour l'OB « mobilité des personnels » : l'augmentation se justifie principalement par la hausse des coûts et du nombre de dossiers de changement de résidence.

Pour l'OB « Prestations intellectuelles » : surconsommation en AE liée au projet TORNADE (Preligens), marché pour le financement de mise à l'échelle à haute visibilité pour le ministère (licences TAIIA, STARR, DAVIA).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION

1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes stratégiques (Rafale, MRTT, C135).

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|-------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation / prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation /prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPM des flottes aéronautiques | 37 700 000 | - | - | 33 543 952 | -4 156 048 | 138 700 000 | - | 112 481 989 | -26 218 011 |
| OB | Entretien des infrastructures de dissuasion | 5 100 000 | - | - | 5 090 141 | -9 859 | 3 700 000 | - | 2 982 263 | -717 737 |
| Total | | 42 800 000 | - | - | 38 634 093 | -4 165 907 | 142 400 000 | - | 115 464 252 | -26 935 748 |

Pour l'OB « flottes aéronautiques » : les écarts en AE et en CP résultent d'imputations opérées en gestion sur l'OS « EPM » au lieu de l'OS « Dissuasion » pour les avions Rafale, MRTT et C135FR. Ces écarts ont pour origine la

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

complexité contractuelle et la nature multi-aéronefs du soutien qui rendent délicates les imputations en cours d'exécution. L'ensemble des opérations d'entretien programmées ont été réalisées.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATÉRIELS)**1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes (hors dissuasion).

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | |
|--------------|-------------------------------------|----------------------|--------------------------|--------------------|----------------------|-----------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision |
| | | (1) | (2) | | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 4 696 181 | - | - | 516 966 | -4 179 215 |
| OB | EPM flottes aériennes : hors RAFALE | 2 439 970 135 | 43 417 194 | 19 656 044 | 2 004 264 788 | -479 122 541 |
| OB | EPM munitions aériennes** | 276 059 516 | - | - | 298 683 573 | 22 624 057 |
| OB | Démantèlement milieu terrestre | 151 434 | - | - | 82 755 | -68 679 |
| OB | EPM matériel terrestre | 41 970 615 | - | - | 31 254 148 | -10 716 467 |
| ACT | EPM flottes aériennes : RAFALE | 237 099 971 | 8 192 397 | 548 768 | 421 234 981 | 175 942 613 |
| Total | | 2 999 947 852 | 51 609 591 | 20 204 812 | 2 756 037 210 | -295 520 233 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|-------------------------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 6 384 838 | - | 8 192 160 | 1 807 322 |
| OB | EPM flottes aériennes : hors RAFALE | 1 214 585 748 | 43 417 194 | 1 567 913 223 | 309 910 281 |
| OB | EPM munitions aériennes** | 123 430 138 | - | 156 843 076 | 33 412 938 |
| OB | Démantèlement milieu terrestre | 238 660 | - | 94 036 | -144 624 |
| OB | EPM matériel terrestre | 33 214 328 | - | 36 841 002 | 3 626 674 |
| ACT | EPM flottes aériennes : RAFALE | 372 591 801 | 8 192 397 | 457 861 683 | 77 077 485 |
| Total | | 1 750 445 513 | 51 609 591 | 2 227 745 180 | 425 690 076 |

**Y compris SAMP/T

Pour l'OB « Démantèlement milieu aérien » : la sous-consommation en AE s'explique par des reports de prestations intellectuelles AMOA ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, cartographies et études spécifiques). En CP, la surconsommation est liée à un écoulement du reste à payer supérieur au montant prévu.

Pour l'OB « FA hors RAFALE » : l'écart en AE se justifie par le report de la notification du marché Omega (MCO Alphajet / soutien équipement et optimisation logistique, marché de verticalisation).

La consommation en CP s'explique par les surcoûts liés aux opérations extérieures et à la crise en Ukraine. Les forces aériennes de l'AAE effectuent des missions de protection de l'espace aérien sur le flanc Est de l'Europe, de transport aérien, de recueil de renseignement et de défense sol-air (notamment Rafale, E3F, MRTT, SAMPT, A400M). Concernant les OPEX, les moyens de l'AAE assurent des missions dans le cadre des engagements au SAHEL ainsi qu'au Moyen-Orient (notamment REAPER, M2000, Caracal, A400M).

Pour l'OB « munitions aériennes » : la surconsommation en AE est justifiée par un avenant au MCO Diderot (soutien des matériels d'emport) et l'engagement METEOR non prévu en LFI. L'écart en CP s'explique par un appel complémentaire ISS2 (international support service) relatif au MCO des METEOR (missile d'interception à domaine élargi).

Pour l'OB « matériel terrestre » : la sous-consommation en AE s'explique par une notification du marché de soutien MARTHA prévu en 2022, qui a pu être réalisée en fin de gestion 2021 sur les crédits 2021. La surconsommation en CP correspond à la mise à disposition des surcoûts OPEX.

Pour l'OB « FA RAFALE » : la surconsommation en AE et CP est due aux attributions de produits issues de la cession d'avions à la Croatie. Ces produits issus de cession ont permis l'acquisition de pièces de rechange, de pièces majeures et d'équipements pour le Rafale. La surconsommation est également en lien avec la ressource OPEX (EPM Rafale) et aux surcoûts liés aux missions de police du ciel menées à la frontière orientale de l'OTAN du fait de la crise ukrainienne (acquisition de lots de pièces de rechange pour les Rafales engagés) non prévue en LFI.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagements 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|-----------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| OB | EPM flottes aériennes hors RAFALE | 54 084 988 | 6 692 612 | - | 47 392 376 | 19 107 277 | 28 285 099 |
| ACT | EPM flottes aériennes : RAFALE | - | - | - | - | 548 768 | -548 768 |
| OB | EPM munitions aériennes | - | 344 425 | - | -344 425 | - | -344 425 |
| | Total | 54 084 988 | 7 037 037 | - | 47 047 951 | 19 656 044 | 27 391 907 |

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « EAC » regroupe les crédits destinés à l'acquisition des matériels d'environnement des forces aériennes dont les armements et munitions, les matériels aéronautiques d'environnement (groupes électrogènes, véhicules spécifiques de piste, etc.), les matériels terrestres et sols, les matériels informatiques, les programmes d'équipement en systèmes d'informations logistiques et les matériels NRBC.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | CP |
|--------|-------------|----|----|
|--------|-------------|----|----|

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
|--------------|------------|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|------------------------------|
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC - AFAA | 198 446 699 | - | - | 207 559 913 | 9113 214 | 164 653 273 | - | 154 474 294 | -10178979 |
| Total | | 198 446 699 | - | - | 207 559 913 | 9 113 214 | 164 653 273 | - | 154 474 294 | -10 178 979 |

Pour l'OP :

En AE, un effort de 2 M€ a été réalisé sur la partie SIC afin de satisfaire les besoins prioritaires de l'Armée de l'air et de l'espace. Par ailleurs, on note un surcoût de 4,5 M€ en munitions, suite aux opérations sur le flanc Est. En effet, la durée de vie en vol des obus « bon de guerre » est limitée et a imposé de passer une commande en fin d'année afin de compléter les stocks.

En CP, un décalage de livraison en munitions AASM a engendré une sous consommation de 13 M€ sans possibilité de la compenser pleinement.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)**1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique « INFRA » recouvre les dépenses pour la construction, la modernisation et le maintien en condition (partie maintenance lourde) des infrastructures opérationnelles de l'armée de l'air et de l'espace. Il s'agit :

- des infrastructures opérationnelles destinées à la mise en œuvre des unités de l'armée de l'air et de l'espace, hormis les programmes d'infrastructure liés aux opérations d'armement, financés par le programme P146 ;
- de la maintenance lourde opérationnelle (MLO) ;
- d'un périmètre restreint d'autres installations, notamment la protection défense des sites dont le CEMAAE est responsable, les installations sportives et les installations de tirs.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------------|--|-------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | - | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cd et rens | - | - | 91 300 000 | 2 839 000 | 2 816 927 | 94 116 927 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 7 877 863 | - | - | - | 47 832 303 | 39 954 440 |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | 8 708 486 | - | - | - | 3 905 078 | -4 803 408 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéportuaire | 124 067 935 | - | - | 6254 | 75 126 387 | -48 941 548 |
| OS | Infra | - | 5 000 000 | - | - | - | -5 000 000 |
| Total | | 14 065 428 | 5 000 000 | 91 300 000 | 2 845 254 | 129 680 696 | 75 326 412 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | - | - | 3 343 809 | 3 343 809 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 19 529 243 | - | 19 731 791 | 202 548 |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | 16 406 224 | - | 15 322 910 | -1 083 314 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 55 195 227 | - | 96 005 979 | 40 810 752 |
| OS | Infra | - | 5 000 000 | - | -5 000 000 |
| Total | | 91 130 694 | 5 000 000 | 134 404 490 | 38 273 796 |

Pour l'OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement » : une surconsommation en AE et CP a été constatée car l'opération « Commandement de l'Espace (CDE) » était programmée en LFI sur l'OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire ».

Pour l'OB « Maintien et soutien des sites » : une surconsommation en AE a été constatée, du fait de la non prise en compte en LFI de l'opération « adaptation des aires aéronautiques et mise aux normes du balisage d'Orange » sur cette OB.

Pour l'OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense » : sous-consommation en AE du fait d'un transfert de l'OB « Maintien et soutien des sites ».

Pour l'OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire » : sous-consommation en AE liée au transfert de 55 M€ vers l'OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement » pour affectation sur la tranche fonctionnelle du Commandement de l'espace (CDE).

La surconsommation en CP est liée aux ressources supplémentaires non prévues en LFI (utilisation de CP du fonds de concours C130J, réallocation de CP en provenance d'une autre unité opérationnelle du BOP air), à un transfert de ressources (décret de virement) depuis le programme 212 au titre de la « REORG AIR » qui porte sur les opérations de transformation de l'armée de l'air et de l'espace dans les domaines de la résilience des entreprises, de la cohérence opérationnelle des sites, des opérations de transformation et de la condition du personnel.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Affectations AE 2022 | Total AE | Engagement 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|---|----------------|----------------------|------------|-----------------|----------------|
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | - | 91 300 000 | 91 300 000 | 2 839 000 | 88 461 000 |
| OB | Maintien et soutien des sites | - | - | - | - | - |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 4 689 593 | - | 4 689 593 | 6 254 | -22 472 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | |
|--------------|-----------|------------|------------|-----------|------------|
| Total | 4 689 593 | 91 300 000 | 95 989 593 | 2 845 254 | 88 438 528 |
|--------------|-----------|------------|------------|-----------|------------|

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|---------|-------------|---------------|--------------|---------------------------------------|
| 0178-04 | Sous-action | 75 540 595 | 134 468 488 | 58 927 893 |

Commentaires

Cet écart s'explique en particulier par les ADP croates Rafale non programmés en LFI.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHESE ACTION 4

| Niveau | Description | Code | AE | | | | | Écart Utilisation / Prévision LFI |
|--------------|---|-------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------|---|
| | | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagements sur TF | Engagement hors TF | |
| | | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | AOP | 423 125 933 | 13 819 387 | - | - | 612 813 792 | 175 868 472 |
| OS | Dissuasion (DIS) | DIS | 42 800 000 | - | - | - | 38 634 093 | -4 165 907 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | EAC | 198 446 699 | - | - | - | 207 559 913 | 9 113 214 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | EPM | 2 999 947 852 | 51 609 591 | - | 20 204 812 | 2 756 037 210 | -295 520 233 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | FAS | 77 071 300 | 5 111 617 | - | - | 84 930 073 | 2 747 156 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | INFRA | 140 654 284 | 5 000 000 | 91 300 000 | 2 845 254 | 129 680 696 | 75 326 412 |
| Total | | | 3 882 046 068 | 75 540 595 | 91 300 000 | 23 050 066 | 3 829 655 777 | -36 630 886 |

| Niveau | Description | Code | CP | | |
|--------|---------------------------------------|------|--------------------------------|---------------|--|
| | | | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | AOP | 13 819 387 | 552 408 706 | 158 802 265 |
| OS | Dissuasion (DIS) | DIS | | 115 464 252 | -26 935 748 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | EAC | | 154 474 294 | -10 178 979 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | EPM | 51 609 591 | 2 227 745 180 | 425 690 076 |

| | | | | | |
|--------------|---|-------|-------------------|----------------------|--------------------|
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | FAS | 5 111 617 | 84 564 696 | 377 904 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | INFRA | 5 000 000 | 134 404 490 | 38 273 796 |
| Total | | | 75 540 595 | 3 269 061 618 | 586 029 314 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

EPM

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagements 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| OB | EPM flottes aériennes hors RAFALE | 54 084 988 | 6 692 612 | - | 47 392 376 | 19 107 277 | 28 285 099 |
| ACT | EPM flottes aériennes : RAFALE | - | - | - | - | 548 768 | -548 768 |
| OB | EPM munitions aériennes | - | 344 425 | - | -344 425 | - | -344 425 |
| Total | | 54 084 988 | 7 037 037 | - | 47 047 951 | 19 656 044 | 27 391 907 |

INFRA

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Affectations AE 2022 | Total AE | Engagements 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------------|--|------------------|----------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cd et rens | - | 91 300 000 | 91 300 000 | 2 839 000 | 88 461 000 |
| OB | Maintien et soutien des sites | - | - | - | - | - |
| OB | Réalisation des infrastructures des bases de défense | - | - | - | - | - |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | 4 689 593 | - | 4 689 593 | 6 254 | -22 472 |
| Total | | 4 689 593 | 91 300 000 | 95 989 593 | 2 845 254 | 88 438 528 |

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|---------------------|---|---------|--------------------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2021 | Eng 2022 | 2022 | 2023 | 2024 | >2024 | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 34,43 | 436,95 | 393,61 | 77,77 | 0,00 | 0,00 | 471,38 |
| | | PLR | 65,84 | 612,81 | 552,41 | 46,97 | 17,11 | 62,16 | 678,65 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 1190,56 | 42,80 | 142,40 | 118,35 | 94,43 | 878,18 | 1233,36 |
| | | PLR | 924,83 | 38,63 | 115,46 | 124,14 | 83,53 | 640,32 | 963,46 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 231,01 | 198,45 | 164,65 | 118,05 | 58,02 | 88,73 | 429,45 |
| | | PLR | 254,66 | 207,56 | 154,47 | 113,07 | 79,81 | 114,86 | 462,22 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 11599,40 | 3101,56 | 1840,66 | 1887,48 | 1912,92 | 9059,91 | 14700,96 |
| | | PLR | 10242,36 | 2776,24 | 2227,75 | 1374,67 | 1131,51 | 8284,68 | 13018,60 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 28,70 | 82,18 | 84,19 | 26,70 | 0,00 | 0,00 | 110,89 |
| | | PLR | 29,96 | 84,93 | 84,56 | 24,83 | 1,00 | 4,49 | 114,89 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 144,38 | 145,75 | 96,23 | 80,44 | 94,71 | 18,75 | 290,13 |
| | | PLR | 156,71 | 132,53 | 134,40 | 102,79 | 13,86 | 38,17 | 289,24 |
| Total écarts | | | -1554,12 | -154,98 | 547,33 | -522,31 | -833,24 | -900,87 | -1709,10 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

ACTION

05 – Logistique et soutien interarmées

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | | 2 419 022 965 | 2 419 022 965 | | 2 302 180 589 | 2 302 180 589 |
| | | 2 671 061 955 | 2 671 061 955 | | 2 490 317 917 | 2 490 317 917 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | | 14 783 470 | 14 783 470 | | 51 447 021 | 51 447 021 |
| | | 37 745 660 | 37 745 660 | | 38 224 829 | 38 224 829 |
| 05.80 – Fonction santé | | 429 230 559 | 429 230 559 | | 335 843 365 | 335 843 365 |
| | | 343 000 795 | 343 000 795 | | 352 409 387 | 352 409 387 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | 915 948 160 | 915 948 160 | | 949 941 825 | 949 941 825 |
| | | 1 179 778 681 | 1 179 778 681 | | 1 084 969 971 | 1 084 969 971 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 129 245 756 | 129 245 756 | | 126 711 526 | 126 711 526 |
| | | 113 457 325 | 113 457 325 | | 115 182 871 | 115 182 871 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | 13 486 390 | 13 486 390 | | 14 775 872 | 14 775 872 |
| | | 13 822 518 | 13 822 518 | | 14 828 586 | 14 828 586 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | 750 587 604 | 750 587 604 | | 693 588 013 | 693 588 013 |
| | | 864 264 798 | 864 264 798 | | 765 445 982 | 765 445 982 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | | 165 741 026 | 165 741 026 | | 129 872 967 | 129 872 967 |
| | | 118 992 180 | 118 992 180 | | 119 256 292 | 119 256 292 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 1 969 028 891 | 2 398 674 334 | 1 855 865 962 | 2 231 971 128 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 969 028 891 | 2 398 677 828 | 1 855 865 962 | 2 231 989 694 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | | 3 056 765 | | 2 167 210 |
| 05.80 – Fonction santé | 384 075 140 | 291 788 581 | 291 995 184 | 317 452 542 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 752 669 779 | 1 174 266 187 | 789 869 659 | 1 076 074 368 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | 129 245 756 | 113 183 520 | 126 711 526 | 114 554 117 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 11 042 105 | 8 242 354 | 12 379 514 | 8 480 214 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 691 996 111 | 789 732 081 | 634 910 079 | 699 013 970 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | | 18 408 340 | | 14 247 273 |
| Subventions pour charges de service public | | -3 495 | | -18 566 |
| 05.80 – Fonction santé | | 61 406 | | |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | -53 072 | | -6 738 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | | -11 829 | | -11 829 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 449 784 491 | 272 332 814 | 446 105 044 | 258 292 372 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 449 784 491 | 265 193 720 | 446 105 044 | 247 322 121 |
| 05.11 – Infrastructures de santé | 14 783 470 | 34 688 895 | 51 447 021 | 36 057 619 |
| 05.80 – Fonction santé | 44 945 836 | 49 111 523 | 43 638 598 | 29 946 354 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | 163 278 381 | 5 565 567 | 160 072 166 | 8 902 340 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | -201 736 | | 343 906 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | 2 444 285 | 1 496 136 | 2 396 358 | 1 220 175 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | 58 591 493 | 73 937 666 | 58 677 934 | 65 830 879 |
| 05.89 – Infrastructure des soutiens | 165 741 026 | 100 595 668 | 129 872 967 | 105 020 848 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 7 139 095 | | 10 970 251 |
| 05.80 – Fonction santé | | 1 984 477 | | 4 956 073 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 475 540 | | 284 848 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | 4 084 027 | | 5 128 197 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | 595 050 | | 601 133 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 209 583 | 54 807 | 209 583 | 54 417 |
| Transferts aux ménages | | 28 176 | | 28 176 |
| 05.80 – Fonction santé | | 28 176 | | 28 176 |
| Transferts aux entreprises | 209 583 | | 209 583 | |
| 05.80 – Fonction santé | 209 583 | | 209 583 | |
| Transferts aux autres collectivités | | 26 631 | | 26 241 |
| 05.80 – Fonction santé | | 26 631 | | 26 241 |
| Total | 2 419 022 965 | 2 671 061 955 | 2 302 180 589 | 2 490 317 917 |

SOUS-ACTION

05.11 – Infrastructures de santé

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La sous-action « infrastructures de santé » définit les programmes d'infrastructure à initier et à conduire dans les établissements du service de santé des armées (SSA) afin, d'une part, de répondre à l'ambition opérationnelle, et, d'autre part, de garantir un niveau optimal dans l'exercice de l'activité médicale.

En 2022, le SSA poursuit la réalisation de ses deux programmes d'infrastructure (PI) majeurs dans l'accomplissement de la transformation du service : le PI « Fonction Hospitalière » (PI FH) et le PI « Médecine des Forces » (PI MDF).

En parallèle à ces programmes d'envergure, les opérations de sécurisation des hôpitaux militaires des armées (HIA) se sont poursuivies.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)

1. DESCRIPTION

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

En 2022, le montant consacré à cette sous-action s'élève à 47,4 M€ en AE, dont 14 M€ affectés sur TF et 33,3 M€ hors TF, et 38,2 M€ en CP.

Par OB, le montant des AE et des CP est réparti comme suit :

- OB « préparation opérationnelle de la fonction santé » : 45,7 M€ en AE, sur TF et hors TF, et 36 M€ en CP ;
- OB « maintien et soutien des sites » : 1,6 M€ en AE et 2,2 M€ en CP.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation N | Engagement sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisations / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle de la fonction santé | 12 151 651 | - | - | 14 044 123 | 31 703 913 | 19 552 262 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 2 631 819 | - | - | - | 1 629 680 | -1 002 139 |
| Total | | 14 783 470 | - | - | 14 044 123 | 33 333 593 | 18 550 123 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Préparation opérationnelle de la fonction santé | 48 866 806 | - | 36 004 047 | -12 862 759 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 2 580 215 | - | 2 220 781 | -359 434 |
| Total | | 51 447 021 | - | 38 224 829 | -13 222 192 |

CommentairesAutorisations d'engagements :

Le montant d'engagements sur l'OS Infra du SSA est supérieur de 18,6 M€ en AE par rapport à la prévision en loi de finance initiale (LFI). Après l'annulation de l'opération Laveran Rénové 2 (OLR2), le SSA a pu abonder d'autres opérations des PI « Fonction hospitalière » et « Médecine des forces ».

Une ressource complémentaire de 17 M€ a servi à financer les opérations majeures suivantes :

- amélioration de l'hébergement sur le site de l'HIA Begin (6,2 M€) ;
- HIA Percy : climatisation et réhabilitation du service de chirurgie orthopédique, réhabilitation du bâtiment 122, changement du réseau d'eau chaude sanitaire du monobloc hospitalier dans le cadre de la lutte contre la légionellose (10,8 M€).

Le PI « Médecine des forces » a consommé 14,2 M€ d'AE dont 12,4 M€ via des engagements sur TF. Cette ressource a servi à financer des opérations de :

- rénovation (antenne médicale – AM – La Teste, AM Bordeaux, AM Tarbes) ;
- construction (AM Toulouse, AM Clermont Ferrand, AM Canjuers, AM Mourmelon, AM Bitché) ;
- transfert (AM Caylus).

Crédits de paiements

La ressource en CP initialement prévue en LFI n'a pas pu être intégralement utilisée en raison de retards de livraison et de l'annulation du projet OLR2 sur l'exercice 2022.

OB « Maintien et soutien des sites » :

Cette OB finance les opérations de maintenance lourde sur les sites du SSA. La ressource prévue initialement au PAP de 2,6 M€ en CP a pu être consommée en quasi-totalité (-0,4 M€).

Tableau des affectations sur Tranches Fonctionnelles (en €)

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagements 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|---|-------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| OB | Préparation opérationnelle de la fonction santé | 27 757 572 | 9 560 468 | 69 468 | 18 266 572 | 14 044 123 | 2 852 505 |
| | Total | 27 757 572 | 9 560 468 | 69 468 | 18 266 572 | 14 044 123 | 2 852 505 |

SOUS-ACTION

05.80 – Fonction santé

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2022 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre de l'ambition stratégique 2030 du SSA :

- évolution du soutien médical des engagements opérationnels ;
- consolidation du soutien santé sur le territoire national ;
- refonte de la chaîne des ressources humaines (RH) et du modèle RH.

Cette ambition a été mise en œuvre au travers des mesures principales suivantes :

- évolution du soutien médical opérationnel afin de continuer à garantir aux forces armées un soutien médical performant. Cela se traduit par la poursuite de la transformation hospitalière militaire et par un investissement significatif dans les équipements et les infrastructures du Service ;
- signature d'un protocole pluriannuel entre le ministère des Armées, le ministère des solidarités et de la santé et le ministère en charge du budget. Il permettra au Service d'adapter ses relations avec la santé publique ;
- mise en œuvre de la nouvelle politique RH « Soignants des armées 2030 » qui oriente le modèle RH du SSA en permettant de répondre aux besoins quantitatifs et qualitatifs en emploi et en compétences nécessaires à l'ambition SSA 2030.

Dans un contexte de tension nationale hospitalière et de crise internationale, le SSA a ainsi préservé l'excellence du soutien sanitaire au profit des forces armées.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

L'OS AOP concerne l'essentiel de l'activité « cœur de métier » du SSA avec, notamment, le fonctionnement hospitalier, les approvisionnements en produits de santé ainsi que les frais de formation pour le personnel médical et paramédical. L'OS FAS regroupe les activités support du fonctionnement des établissements, au profit du personnel et des structures.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 12 780 266 | - | 10 788 864 | -1 991 402 |
| OB | Alimentation | 1 183 485 | - | 1 911 694 | 728 209 |
| OB | Soutien santé - Fonctionnement et activités | 32 055 836 | 51 439 414 | 82 941 860 | -553 390 |
| OB | Système d'information et de commandement | - | - | - | - |
| OB | Soutien santé - Ravitaillement | 34 131 603 | 88 181 903 | 129 552 260 | 7 238 754 |
| OB | Déplacements et transports | 5 424 306 | - | 5 346 794 | -77 512 |
| Total | | 85 575 496 | 139 621 317 | 230 541 473 | 5 344 660 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|---------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC /ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités entraînement et des forces | 8 580 266 | - | 8 896 024 | 315 758 |
| OB | Alimentation | 1 183 485 | - | 1 779 793 | 596 308 |
| OB | Soutien santé - Fonctionnement et activités | 32 055 836 | 51 439 414 | 91 745 555 | 8 250 305 |
| OB | Système d'information et de commandement | - | - | - | - |
| OB | Soutien santé - Ravitaillement | 32 526 398 | 88 181 903 | 126 162 498 | 5 454 197 |
| OB | Déplacements et transports | 5 424 306 | - | 5 189 820 | -234 486 |
| Total | | 79 770 291 | 139 621 317 | 233 773 688 | 14 382 080 |

Commentaires :

L'OS AOP affiche une consommation supérieure à la prévision de 5,3 M€ en AE et 14,4 M€ en CP. Deux OB présentent des écarts significatifs en AE et/ou en CP.

OB « soutien santé ravitaillement »

Cette opération supporte les dépenses relatives à l'acquisition de produits pharmaceutiques nécessaires à l'activité de soins. Par rapport à la prévision, l'exécution porte une hausse de +7,2 M€ en AE et +5,5 M€ en CP.

L'écart est principalement consécutif à une hausse de l'activité liée aux molécules onéreuses et dispositifs médicaux implantables.

OB « soutien santé-fonctionnement et activités »

Cette opération budgétaire regroupe l'activité « alimentation spécifique des malades » relative à l'alimentation des patients des HIA et des donneurs de sang du centre de transfusion sanguine des armées (CTSA), et l'activité « fonctionnement des hôpitaux » qui porte les dépenses de fonctionnement dites « cœur de métier » de l'intégralité des organismes du SSA.

Si l'exécution est globalement conforme à la prévision en AE, la hausse de consommation de CP (+8,3 M€) est consécutive à une action forte de réduction du reste à payer sur cette OB.

FAS

| Niveau | Description | AE | | | |
|--------------|--------------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisations / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 2 244 180 | - | 2 724 425 | 480 245 |
| OB | Communication et relations publiques | - | 714 777 | 1 476 967 | 762 190 |
| OB | Prestations intellectuelles | - | 1 078 226 | 2 486 447 | 1 408 221 |
| OB | Subventions et transferts | 209 583 | - | 270 437 | 60 854 |
| OB | Fonctionnement courant | 5 209 561 | 4 785 011 | 15 659 383 | 5 664 811 |
| OB | Location logements familiaux | 279 567 | - | - | -279 567 |
| OB | Soutien courant des structures | 6 622 038 | 31 790 267 | 40 452 028 | 2 039 723 |
| OB | Soutien des matériels communs | - | 118 364 | 128 512 | 10 148 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 447 306 | 2 274 340 | 1 576 135 | -1 145 511 |
| Total | | 15 012 235 | 40 760 985 | 64 774 334 | 9 001 114 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 2 196 067 | - | 2 710 879 | 514 812 |
| OB | Communication et relations publiques | - | 714 777 | 1 229 457 | 514 680 |
| OB | Prestations intellectuelles | - | 1 078 226 | 2 472 710 | 1 394 484 |
| OB | Subventions et transferts | 209 583 | - | 118 441 | -91 142 |
| OB | Fonctionnement courant | 5 209 560 | 4 785 011 | 16 129 748 | 6 135 177 |
| OB | Location logements familiaux | 279 567 | - | - | -279 567 |
| OB | Soutien courant des structures | 395 402 | 31 790 267 | 38 576 017 | 6 390 348 |
| OB | Soutien des matériels communs | - | 118 364 | 119 736 | 1 372 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 447 306 | 2 274 340 | 1 443 574 | -1 278 072 |
| Total | | 8 737 485 | 40 760 985 | 62 800 562 | 13 302 092 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Commentaires

L'OS FAS affiche une consommation supérieure de 9 M€ en AE et 13,3 M€ en CP, avec notamment deux principales OB concernées par les écarts :

OB « fonctionnement courant »

Cette opération budgétaire couvre principalement les dépenses d'intérim, de télécommunication et de fonctionnement courant. L'exécution 2022 affiche une consommation supérieure de +5,7 M€ en AE et +6,1 M€ en CP par rapport à la prévision initiale.

L'écart en AE et en CP s'explique principalement par :

- le financement d'une soustraction pharmaceutique (+1,0 M€) pour des contre-mesures médicales ;
- le financement d'outils et de systèmes de cyber sécurité (+1,5 M€) ;
- l'inflation sur les segments d'achats portés par l'activité « Fonctionnement courant » de cette OB (+3,0 M€).

OB « soutien courant des structures »

Cette opération budgétaire regroupe les dépenses dédiées à l'entretien et au fonctionnement courant du parc immobilier des organismes du SSA, notamment les travaux de maintien en condition des infrastructures, le paiement des charges locatives et les différentes sources d'énergie.

En 2022, il est constaté une consommation supérieure de +2,0 M€ en AE, et +6,4 M€ en CP. L'écart en AE s'explique par les dépenses supplémentaires pour les travaux Infrastructure d'adaptation (Titre 3), les marchés de l'énergie, et des marchés multi techniques en HIA. L'écart en CP tient essentiellement à des engagements COVID réalisés fin 2021 non prévus au moment de la construction PLF 2022.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHÉRENCE)****1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique, composée d'une seule opération budgétaire, supporte les dépenses garantissant le maintien à niveau du parc d'équipements du SSA, la montée en puissance des équipements opérationnels ainsi que les besoins liés aux systèmes d'information et de commandement spécifiques santé.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|----------------------------|-------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Soutien santé - Equipement | 64 144 177 | 4 116 349 | - | 64 702 046 | -3 558 480 | 62 836 938 | 4 116 349 | 63 345 766 | -3 607 521 |
| | Total | 64 144 177 | 4 116 349 | - | 64 702 046 | -3 558 480 | 62 836 938 | 4 116 349 | 63 345 766 | -3 607 521 |

Commentaires

Cette OB correspond aux achats d'équipement opérationnels logistiques santé et aux achats liés à l'entretien des matériels et équipements lourds santé.

L'exécution 2022 affiche une consommation inférieure à la prévision initiale de 3,6 M€ en AE et en CP, qui s'explique principalement par :

- une baisse des recettes de -0,9 M€ sur cet OB en lien avec la baisse générale constatée sur les activités de soins (cf. fonds de concours, attributions de produits) ;
- une anticipation, fin 2021 d'une partie du plan de sécurisation cyber pour 2,0 M€ dans le cadre de l'ambition numérique et d'acquisition d'équipements hospitaliers.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| TBF1n OS | OB | Prévision LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
|---------------------------|---|--------------------|--------------------|------------------------------------|
| AOP | Soutien santé - Fonctionnement et activités | 51 439 414 | 51 356 719 | -82 695 |
| | Systèmes d'information et de commandement | 0 | 0 | 0 |
| | Soutien santé – Ravitaillement | 88 181 903 | 94 187 115 | 6 005 212 |
| FAS | Soutien des matériels communs | 118 364 | 92 447 | -25 917 |
| | Fonctionnement courant | 4 785 011 | 3 737 294 | -1 047 717 |
| | Communication et relations publiques | 714 777 | 558 271 | -156 506 |
| | Mobilité des personnels | 0 | 0 | 0 |
| | Prestations intellectuelles | 1 078 226 | 842 140 | -236 086 |
| | Soutien courant des structures | 31 790 267 | 24 829 527 | -6 960 740 |
| | Soutien des ressources humaines | 2 274 340 | 1 776 355 | -497 985 |
| Sous-total fonctionnement | | 180 382 302 | 177 379 867 | -3 002 435 |
| EAC | Soutien santé - Équipement | 4 116 349 | 3 215 041 | -901 308 |
| Sous-total équipement | | 4 116 349 | 3 215 041 | -901 308 |
| Total | | 184 498 651 | 180 594 908 | -3 903 743 |

Commentaires

Le montant des fonds de concours et attributions de produits reversé sur le BOP HT2 du SSA en 2022 s'élève à 180,6 M€, soit un montant inférieur de 3,9 M€ à la prévision initiale.

Cette différence s'explique par la baisse générale des activités de soins observable au niveau national, cette dernière n'étant compensée que pour la part assurance maladie et non pour les parts mutuelles et patients.

SOUS-ACTION

05.82 – Soutien des forces par les bases de défense

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Les bases de défense (BdD) sont des organismes interarmées qui répondent aux besoins en matière d'administration générale et de fonctionnement courant émis par les unités qui leur sont rattachées.

Les dépenses réalisées par les bases de défense couvrent des domaines très variés : fournitures de bureau et consommables informatiques, ameublement-couchage, mobilier de bureau, blanchissage, entretien des espaces (espaces verts, nettoyage des locaux, collecte et évacuation des déchets ménagers...), reprographie et téléphonie, dépenses liées au transport par véhicules non tactiques (carburant, péages, location de vecteurs...), chauffage et énergies.

Le nombre des BdD n'évolue plus depuis l'année 2020. Il est de 55 BdD (chacune correspondant à une unité opérationnelle), dont 45 en métropole et 10 en outre-mer et à l'étranger.

La sous-action 05-82 porte aussi le soutien non spécifique des organismes de la direction générale de l'armement (DGA).

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

LA GESTION 2022 A ÉTÉ MARQUÉE PAR PLUSIEURS ÉVÈNEMENTS QUI ONT IMPACTÉ LES OPÉRATIONS STRATÉGIQUES :

- OS FAS : ENGAGEMENT DE MARCHÉS D'ÉLECTRICITÉ ET GAZ AU TITRE DE 2023 ET 2024, COUVERTURE EN FIN D'ANNÉE DES SURCOÛTS ENREGISTRÉS EN MATIÈRE D'ÉNERGIES (ÉLECTRICITÉ, GAZ, FIOUL LOURD ET DOMESTIQUE, AUTRES ÉNERGIES : RENOUVELABLES, BOIS, CHARBON, CHAUFFAGE URBAIN) ;
- OS EAC : TRANSFERT DE LA RESSOURCE AU SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES (SCA) POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES DE TRANSPORT COLLECTIF ET DES VÉHICULES DESTINÉS À L'OUTRE-MER ET À L'ÉTRANGER ;
- OS FAS, AOP : POURSUITE DU SOUTIEN À L'OPÉRATION INTÉRIEURE « SENTINELLE », FINANCÉE EN PARTIE EN GESTION (SUR UN SURCOÛT TOTAL DE 14 M€, 12,4 M€ ONT ÉTÉ REMBOURSÉS).

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les dépenses de fonctionnement sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS), dont le contenu est développé ci-dessous.

L'opération stratégique AOP regroupe les crédits relatifs aux déplacements et transports des personnels ainsi que les crédits nécessaires à l'alimentation du personnel de la DGA servant dans les centres techniques.

Les crédits relevant de l'opération stratégique FAS, destinés à financer les dépenses d'administration générale et de soutien commun ainsi que les dépenses d'entretien courant de l'infrastructure des organismes rattachés aux bases de défense représentent la proportion la plus importante de l'enveloppe allouée à la sous-action 05-82.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Nivea | Description | AE | CP |
|-------|-------------|----|----|
|-------|-------------|----|----|

| u | | LFI | Engagemen ts hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Consommatio n | Écart Consommatio n / Prévisions |
|----|-----------------------------------|------------------------|----------------------------|---|------------------------|-------------------|--|
| | | (1) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Déplacemen ts et transports | 60 256 09 2 | 63 149 645 | 2 893 553 | 26 917 73 7 | 33 028 945 | 6 111 208 |
| OB | Alimentation | 4 510 798 | 5 124 898 | 614 100 | 4 422 351 | 3 873 936 | -548 415 |
| | Total | 64 766 89 0 | 68 274 543 | 3 507 653 | 31 340 08 8 | 36 902 881 | 5 562 793 |

Un écart de +3,5 M€ en AE et +5,6 M€ en CP est constaté entre la programmation en LFI et la consommation.

Ces dépassements sont la conséquence de l'augmentation de l'activité opérationnelle soutenue par les BdD à travers les marchés de transport (transrade) et les transports liés aux projections, ainsi que la prise en compte de la loi ÉGALIM dans l'alimentation des sites de la DGA.

FAS

| Niveau | Description | AE | | | |
|--------|---|--------------------|-----------------------------|------------------------|-----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 5 485 059 | - | 6 624 904 | 1 139 845 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 335 341 | - | 2 689 586 | 354 245 |
| OB | Fonctionnement courant | 181 539 673 | 10 563 579 | 210 840 340 | 18 737 088 |
| OB | Prestations intellectuelles | - | - | - | - |
| OB | Soutien des matériels communs | 11 987 519 | - | 4 517 930 | -7 469 589 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 380 033 | - | 331 260 | -48 773 |
| OB | Soutien courant des structures | 447 982 202 | - | 811 939 965 | 363 957 763 |
| OB | Location de logements familiaux | 19 415 961 | - | 18 523 204 | -892 757 |
| | Total | 669 125 788 | 10 563 579 | 1 055 467 188 | 375 777 821 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------|---|--------------------|-----------------------------|--------------------|------------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommatio n | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Mobilité des personnels | 5 377 509 | - | 5 741 427 | 363 918 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 289 550 | - | 2 682 134 | 392 584 |
| OB | Fonctionnement courant | 188 078 939 | 10 563 579 | 212 511 135 | 13 868 617 |
| OB | Prestations intellectuelles | - | - | 37 291 | 37 291 |
| OB | Soutien des matériels communs | 11 752 470 | - | 4 526 465 | -7 226 005 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 372 581 | - | 321 291 | -51 290 |
| OB | Soutien courant des structures | 513 007 214 | - | 711 607 252 | 198 600 038 |
| OB | Location de logements familiaux | 19 035 256 | - | 17 817 484 | -1 217 772 |
| | Total | 739 913 519 | 10 563 579 | 955 244 479 | 204 767 381 |

OB Mobilité des personnels

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Cette OB est constituée essentiellement de l'ameublement pour les logements en outre-mer et à l'étranger. Des écarts de +1,1 M€ en AE et +0,4 M€ en CP sont constatés. Cette hausse est liée au renouvellement plus important que prévu de l'ameublement des familles compte tenu du contexte sanitaire et de la vétusté du matériel existant.

OB « Communication et relations publiques »

Les écarts de +0,4 M€ en AE et +0,4 M€ en CP s'expliquent par la reprise des activités de relations publiques avec la fin des contraintes sanitaires.

OB « Fonctionnement courant »

Un écart de +19,6 M€ en AE est constaté sur cette OB. Sur ce montant, 19,2 M€ sont imputables à l'augmentation de l'activité et à l'inflation. Cette somme se répartit en 12,0 M€ au titre des produits pétroliers non opérationnels et 7,2 M€ en dépenses de fonctionnement courant. Ces dernières comprennent notamment les droits de douane, la téléphonie, les fournitures de bureau et les frais postaux, le mobilier de bureau et le gardiennage. Enfin, une hausse de 0,5 M€ correspond à une augmentation généralisée des prix constatée lors des renouvellements de marchés des autres prestations de services (contrat de dépannage, désinsectisation/dératisation, fontaines à eau, blanchissage). En CP, les consommations sont supérieures de 13,9 M€ aux prévisions. Cette hausse résulte logiquement des augmentations constatées en AE.

OB « Soutien des matériels communs »

Cette OB comprend les acquisitions de véhicules de la gamme commerciale (VGC) en outre-mer et à l'étranger (OME) et les véhicules spécifiques (chariots élévateurs, camions frigorifiques...) nécessaires au soutien AGSC. Elle comprend aussi les dépenses d'entretien des VGC à usage de soutien courant dans les bases de défense. Les écarts par rapport à la programmation sont de -7,5 M€ en AE et -7,2 M€ en CP. Pour les AE, la sous-consommation s'explique d'une part par le transfert au SCA de l'acquisition des véhicules spécifiques précités et d'autre part d'un moindre besoin en entretien suite au renouvellement du parc réalisé les années précédentes. L'écart constaté en matière de CP résulte logiquement de ces sous-consommations en AE.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB finance exclusivement des dépenses de l'activité « formation et instruction ».

OB « Soutien courant des structures »

Cette OB présente un écart important par rapport aux prévisions de la LFI soit +364,0 M€ en AE et +198,6 M€ en CP.

Cet écart en AE résulte de plusieurs facteurs :

- un engagement de 280 M€ au titre des marchés service d'infrastructure de la défense (SID) et direction des achats de l'État (DAE) pour l'électricité et le gaz 2023 et 2024 ;
- un surcoût énergies (électricité et gaz) en gestion 2022 de 75 M€ ;
- 15 M€ s'expliquant par les conséquences d'une mise à disposition tardive en gestion des crédits du Compte d'affectation spécial (CAS) Immobilier (P 723), ayant nécessité un redéploiement de crédits :
 - 10 M€ de fongibilité de l'administration générale et soutien commun (AGSC) d'autres OB vers les crédits d'infrastructures de cette OB ;
 - 5 M€ de dépenses réalisées en plus sur cette OB sur des crédits issus de l'OS INFRA.

S'agissant des CP, les écarts s'expliquent essentiellement par les surcoûts d'énergie et les besoins de paiement supplémentaires qui ont fait suite à la mise à disposition tardive en gestion des crédits du Compte d'affectation spécial (CAS) Immobilier (P 723).

S'agissant des CP, les écarts s'expliquent principalement par :

- Un surcoût énergies de 107 M€ ;
- 15 M€ de paiements issus des engagements rendus nécessaires par une mise à disposition tardive en gestion des crédits du Compte d'affectation spécial Immobilier (P723 – CAS IMMO) ;

- 37 M€ transférés au sein de la sous-action depuis l'OS infrastructure de la sous-action 89 ;
- 30 M€ de dépenses prévues sur l'OB « maintien et soutien des sites », mais imputées en gestion sur l'OB « soutien courant des structures ».

OB « Location de logements familiaux »

Cette OB porte le contrat « GOLFEAU » de location pour 30 ans de logements familiaux au profit du personnel affecté aux Émirats Arabes Unis. L'écart constaté est de -0,9 M€ en AE et de -1,2 M€ en CP. Cette moindre consommation est due à la modification du besoin en terme de taille des logements par rapport à la prévision (composition des familles quittant vs. arrivant).

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. DESCRIPTION

Cette OS recouvre l'acquisition et le maintien en condition opérationnelle de poids lourds de la gamme commerciale ainsi que l'achat et le maintien en condition opérationnelle (MCO) des véhicules de transport en commun.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|-------------------|--------------------------|----------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Achat et entretien de véhicules spécialisés | 15 021 258 | - | - | 641 632 | -14 379 626 | 14 726 724 | - | 645 020 | -14 081 704 |
| Total | | 15 021 258 | - | - | 641 632 | -14 379 626 | 14 726 724 | - | 645 020 | -14 081 704 |

L'allocation de la LFI (15,0 en AE et 14,7 M€ en CP) a été transférée au SCA.

OPÉRATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)

1. DESCRIPTION

Cette OS recouvre les crédits destinés au maintien en condition (MeC) de l'infrastructure des formations et unités rattachées aux bases de défense ainsi que celui de la DGA autres que les opérations élémentaires de type locatif courant, dont le financement est positionné sur l'OS FAS. Elle finance, hors opérations de maintenance lourde, les opérations individualisées de maintien en condition d'un montant inférieur à 500 k€ TTC relatives aux composants, installations et constituants techniques du patrimoine immobilier des formations et unités rattachées.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|--|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Maintien et soutien des sites | 115 670 645 | - | - | 86 456 851 | -29 213 794 | 113 344 352 | - | 82 766 098 | -30 578 254 |
| OB | Réalisation des infrastructures bases de défense | 40 800 000 | - | - | 34 437 401 | -6 362 599 | 40 053 563 | - | 35 958 209 | -4 095 354 |
| Total | | 156 470 645 | - | - | 120 894 252 | -35 576 393 | 153 397 915 | - | 118 724 307 | -34 673 608 |

OB Maintenance et soutien des sites

Sur cette activité, l'écart par rapport aux prévisions est de - 29,2 M€ en AE et - 30,6 M€ en CP. Ce différentiel résulte pour les AE de deux éléments :

- moindre besoin de 24 M€ (contrats de performance énergétique - CPE, contrats de chauffage-ventilation-climatisation - CVC) suite au décalage en 2023 des CPE Istres et Solenzara et de la maintenance de la station d'épuration de la BdD de Mourmelon ;
- imputation de 5 M€ sur l'OS FAS (entretien des infrastructures) à la place de l'OS INFRA (maintien en condition des infrastructures).

L'écart en CP découle de l'imputation de dépenses sur l'OS FAS (entretien des infrastructures) en lieu et la place de l'OS INFRA (maintien en condition des infrastructures).

OB Réalisation infrastructures des bases de défenses

L'écart est de -6,4 M€ en AE et -4,1 M€ en CP par rapport à la LFI. Cette sous-consommation résulte du gel du CAS IMMO (P723). Consigne a en effet été donnée aux commandants de base de défense (COMBdD) de privilégier les dépenses les plus incompressibles (dont contrôles et vérifications périodiques obligatoires - CVPO) au détriment des travaux d'adaptation mineure (TAM). Ceux-ci, dans ce contexte particulier, ont en effet été jugés moins prioritaires. La priorisation des TAM est toutefois restée à l'entière appréciation des COMBdD.

Commentaires**FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS**

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision LFI | Exécution | Écart Exécution / Prévision LFI |
|------------|-------------|---------------|------------|---------------------------------|
| 0178-05-82 | Sous-action | 10 563 579 | 10 563 579 | - |

La collecte est conforme aux prévisions.

SOUS-ACTION

05.83 – Soutiens complémentaires

La sous-action regroupe l'ensemble des activités interarmées concourant au soutien des forces en métropole, en outre-mer et à l'étranger, essentiellement dans le domaine de la logistique interarmées. Elle finance ainsi :

- les tarifs réduits ferroviaires pour l'ensemble des effectifs militaires des armées, de la DGRIS et de la DGA, ainsi que de leurs ayant-droits ;
- le marché d'externalisation de la poste interarmées au profit des bases de défense à l'étranger et du soutien bancaire de la légion étrangère ;
- le soutien commun aux opérations de surveillance radiologique et géomécanique du site de Mururoa ;
- l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN coordonné par le service national des oléoducs interalliés (SNOI) ;
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMOA) relative au projet « supply chain » au profit des services de maintien en condition opérationnelle des matériels des armées ;
- les opérations de codification OTAN des matériels militaires, réalisées par le centre d'identification des matériels de la défense (CIMD) et en particulier, le projet SACRAL NG qui vise à renouveler le logiciel de gestion de la codification des articles de ravitaillement OTAN ;
- la certification de navigabilité des aéronefs militaires et étatiques par la direction de la sécurité aéronautique d'État (DSAé) ;
- l'interface entre les armées et le monde civil des transports, du bâtiment et des travaux publics assurée par le commissariat aux transports (COMIGETRA) ;
- la mise à disposition du personnel des armées et des services interarmées sur l'intradef des normes ISO via la base intr@normes ;
- les dépenses de fonctionnement de la direction de la maintenance aéronautique (DMAé) créée par le décret n° 2018-277 du 18 avril 2018 en remplacement de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense (SIMMAD).

En 2022, la sous-action 83 a connu des écarts entre la ressource et la consommation principalement liés à la compensatrice SNCF.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS), dont le contenu est développé ci-dessous.

Les dépenses de l'OS AOP permettent de financer les besoins générés dans le cadre des activités opérationnelles des organismes relevant de la logistique interarmées et de la maintenance aéronautique de l'État.

Les dépenses de l'OS FAS permettent d'honorer les besoins liés au fonctionnement courant des forces et d'organismes interarmées, dans des domaines transverses, ne relevant pas des chaînes chargées du soutien au sein du ministère des armées. Parmi ces postes de dépenses, figurent les tarifs réduits ferroviaires, les services de la poste interarmées et services bancaire de légion étrangère, les prestations intellectuelles, la formation, les dépenses SIC, l'informatique/ bureautique et le fonctionnement courant.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------------|---|------------------|---------------------|--------------------------------|------------------|------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | - | - | - | - | - | - |
| OB | Déplacements et transports | 1 388 367 | 1 284 368 | -103 999 | 1 361 144 | 1 288 647 | -72 497 |
| OB | Déconstruction des installations nucléaires | 1 939 791 | 1 850 155 | -89 636 | 1 901 756 | 1 792 502 | -109 254 |
| OB | Soutien pétrolier - Activités | - | 3 749 178 | 3 749 178 | - | 3 696 237 | 3 696 237 |
| OB | Alimentation | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 3 328 158 | 6 883 701 | 3 555 543 | 3 262 900 | 6 777 386 | 3 514 486 |

OB « Déplacements et transports »

L'écart de -0,1 M€ en AE et en CP entre la LFI et la consommation sur cette OB se justifie par l'annulation des déplacements et formations pour privilégier les formations à distance.

OB « Soutien pétrolier – activités »

Cette OB n'est pas dotée de crédits budgétaires en LFI car, depuis 2016, elle supporte les frais de déplacement, de changements de résidence et de dépenses de fonctionnement courant réalisés au profit du SEO, qui fonctionne en compte de commerce (contre remboursement). Sur cette OB, en 2022, les remboursements des dépenses effectuées en 2021 et au 2022 se sont élevés à 3,7 M€ en AE et CP.

FAS

| Niveau | Description | AE | | | CP | | |
|--------------|--------------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Communication et relations publiques | 373 933 | 391 090 | 17 157 | 366 601 | 81 315 | -285 286 |
| OB | Compensatrice SNCF | 113 480 436 | 103 569 303 | -9 911 133 | 111 255 329 | 103 422 289 | -7 833 040 |
| OB | Prestations intellectuelles | 1 005 195 | - | -1 005 195 | 985 485 | 666 768 | -318 717 |
| OB | Fonctionnement courant | 9 789 420 | 7 508 755 | -2 280 665 | 9 597 471 | 7 756 777 | -1 840 694 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 183 270 | 106 179 | 77 091 | 179 677 | 123 457 | -56 220 |
| Total | | 124 832 254 | 111 575 326 | -13 256 928 | 122 384 563 | 112 050 606 | -10 333 957 |

L'écart de -9,9 M€ en AE et -7,8 M€ en CP entre la LFI et la consommation de la compensatrice SNCF (tarifs réduits ferroviaires) est liée à surévaluation de la fréquentation des trains par le personnel du ministère et une facturation sous-estimée pour le mois de décembre. Le reliquat de la facturation réelle de 2022 sera connu courant 1^{er} semestre 2023.

OB « Prestations intellectuelles »

En AE, l'absence de consommation est liée au décalage à 2023 d'une étude technique sur les capacités et besoins logistiques relatifs aux stocks de l'EMA.

L'écart de consommation de -0,3 M€ en CP correspond à la 1^{re} tranche de la poursuite de la cartographie si elle avait été engagée en 2022 (voir explication supra – absence de consommation d'AE).

OB « Fonctionnement courant »

L'écart de -2,3 M€ d'AE et -1,8 M€ de CP sur l'OB correspond à une prévision surestimée des flux de courriers vers les théâtres, ainsi qu'à une moindre dépense sur le poste des systèmes d'information et de télécommunication.

OB « communication et relations publiques »

L'écart de consommation en CP s'explique par la notification en fin d'année du renouvellement du marché intranormes qui a eu pour conséquence le report du paiement en 2023.

Commentaires

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. DESCRIPTION

Les crédits de cette opération stratégique permettent de financer l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN par le biais d'une convention entre le SNOI et la société TRAPIL. Le SNOI est chargé, sous l'autorité du Ministre de l'industrie et du Ministre des armées, d'assurer les responsabilités de la France en tant que pays hôte en matière d'administration et d'entretien de la partie du réseau Centre-Europe d'oléoducs de l'OTAN située en France.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|-----------|--------------------------|-------------------|--------------------|-----------------------------|-----------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagement sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Matériel et équipements du sport de haut niveau | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | Soutien pétrolier | 1 085 344 | - | - | 1 050 248 | -35 096 | 1 064 063 | - | 956 821 | -107 242 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | | | | | | |
|----|---|------------------|---|---|------------------|------------------|------------------|---|------------------|------------------|
| OB | Soutien pétrolier - Équipement | - | - | - | 1 070 927 | 1 070 927 | - | - | 1 427 966 | 1 427 966 |
| OB | Achat et entretien de véhicules spécialisés | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Total | 1 085 344 | - | - | 2 121 174 | 1 035 830 | 1 064 063 | - | 2 384 788 | 1 320 725 |

OB « Soutien pétrolier – équipement »

Cette OB couvre l'entretien des installations désactivées de l'OTAN. Elle couvre aussi les dépenses relatives aux acquisitions de certains matériels du SEO et à l'entretien de ses infrastructures qui n'ont pas fait l'objet de programmation en crédits budgétaires d'infrastructures. Elles ne peuvent être imputées directement sur le compte de commerce du SEO et font l'objet de remboursements à partir de celui-ci.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Le retrait sur affectation a permis de finaliser des lignes de gestion d'un engagement antérieur sur tranche fonctionnelle (TF) relatif au marché CARAPACE avec la société SCANIA. La TF a été clôturée au 31 décembre 2022.

| Niveau | Description | AEANE fin 2021 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2022 | TOTAL | Engagements 2022 | AEANE fin 2022 |
|--------|--------------------------------|----------------|-------------------------|----------------------|----------|------------------|----------------|
| OB | Soutien pétrolier - Équipement | 0 | 532 149 | 0 | -532 149 | 0 | -532 149 |

SOUS-ACTION**05.84 – Service interarmées des munitions**

EN 2022, LE SIMU A POURSUIVI SA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE AVEC LE DÉVELOPPEMENT DU FUTUR SYSTÈME D'INFORMATION LOGISTIQUE (SIL) DÉDIÉ AUX MUNITIONS, SI@MU, DONT LE DÉPLOIEMENT EST PRÉVU EN SEPTEMBRE 2023. LE SERVICE A ÉGALEMENT FAIT EFFORT SUR LES ACTIONS DE MAÎTRISE DE L'ENVIRONNEMENT MUNITIONS (MEM) DESTINÉS À OPTIMISER LEUR CYCLE DE VIE, NOTAMMENT PAR L'ACQUISITION DE CONTENEURS ISOLÉS ET CLIMATISÉS SPÉCIFIQUES MUNITIONS, AINSI QUE DE CAPTEURS DE CONDITIONS DE STOCKAGE.

L'ACCORD SUR LE DÉMANTÈLEMENT DE MUNITIONS COMPLEXES (MISSILE ANTI AÉRIEN ASTER 15) A ÉTÉ NOTIFIÉ EN FIN DE GESTION.

ENFIN, LE TRANSPORT INTER DÉPÔTS DE MUNITIONS A SUBI L'AUGMENTATION DES COÛTS DU CARBURANT PROVOQUANT UNE ÉVICTION D'AUTRES BESOINS DU SIMU.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Les dépenses de fonctionnement de la sous-action 84 sont concentrées uniquement sur l'OS « Activités opérationnelles » (AOP) et correspondent principalement aux prestations et fournitures nécessaires aux opérations de stockage et de maintenance des munitions et au développement du SIL.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------------|-------------------------------|------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Soutien munitions - Activités | 9 009 470 | 200 000 | 10 410 788 | 1 201 318 | 10 382 814 | 200 000 | 12 004 845 | 1 422 031 |
| OB | Déplacements et transports | 887 401 | - | 813 308 | -74 093 | 870 001 | - | 806 403 | -63 598 |
| Total | | 9 896 871 | 200 000 | 11 224 096 | 1 127 225 | 11 252 815 | 200 000 | 12 811 248 | 1 358 433 |

OB « Soutien munitions - activités »

Le développement du SIL SI@Mu ainsi que le transport des munitions ont généré des surcoûts non programmés initialement. Ces besoins nécessaires ont été financés par des moindres consommations en EPM et EAC et par des arbitrages internes. Toutefois, une ressource supplémentaire mise à disposition de l'unité opérationnelle en fin d'exercice a permis de réaliser le plan d'équipement des MEM tel que programmé initialement.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATERIELS)

1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 liées aux opérations de démantèlement de munitions dites « classiques » et « complexes » conduites par le service interarmées des munitions.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | |
|--------|-------------|-----|--------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation / prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | | |
|--------------|-----------------------------|------------------|----------|----------|------------------|-----------------|
| OB | Démantèlement des munitions | 2 095 514 | - | - | 1 655 080 | -440 434 |
| Total | | 2 095 514 | - | - | 1 655 080 | -440 434 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|-----------------------------|------------------|--------------------------|----------------|-------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation /prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement des munitions | 2 054 425 | - | 652 825 | -1 401 600 |
| Total | | 2 054 425 | - | 652 825 | -1 401 600 |

OB « Démantèlement des munitions »

Le décalage de la contractualisation en fin d'année d'un accord portant sur l'élimination des missiles ASTER 15 en toute fin d'exercice n'a pas permis la consommation des CP.

Les mêmes causes pour le marché d'éliminations des leurres ont provoqué les mêmes conséquences pour la consommation des AE, initialement prévue par l'engagement du premier bon de commande décalé à 2023.

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 se rapportant aux opérations d'entretien et de renouvellement du matériel roulant présent dans les dépôts.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------------|---|------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|------------------|--------------------------|------------------|-------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation /prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Achat et entretien de véhicules spécialisés | 1 294 005 | - | - | 1 081 049 | -212 956 | 1 268 632 | - | 1 343 883 | 75 251 |
| OB | Matériel divers des services - soutien | - | - | - | 25 060 | 25 060 | - | - | 33 159 | 33 159 |
| Total | | 1 294 005 | - | - | 1 106 110 | -187 895 | 1 268 632 | - | 1 377 042 | 108 410 |

OB « Achat et entretien de véhicules spécialisés »

L'ÉCART EN AE S'EXPLIQUE PAR LA NON RÉALISATION D'UN CERTAIN NOMBRE D'ACQUISITION ET PAR LA PRIORISATION DE PROJETS (SI@MU ET MEM) PORTÉS PAR L'OS AOP. CES ACQUISITIONS SONT REPORTÉES SUR L'EXERCICE 2023.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|-------------|---------------|--------------|------------------------------------|
| Sous-action | 200 000 | 200 000 | - |

Ce rattachement de crédits par voie d'attribution de produits est attendu d'une part au titre des recettes provenant de la rémunération des prestations de production et de transformation de torpilles effectuées par le SIMu au profit d'industriels (Thalès, DCNS) et d'autre part de prestations de stockage de matières pyrotechniques au profit de tiers.

SOUS-ACTION

05.85 – Service du commissariat aux armées

Le service du commissariat des armées (SCA), en charge de l'administration générale des armées répond à une logique d'organisation fonctionnelle déployée autour d'un dispositif resserré dont les centres interarmées du soutien, à compétence nationale, constituent la pierre angulaire. Son expertise dans les domaines de l'administration générale et du soutien commun (AGSC) est mise au service du soutien des forces en métropole, en outre-mer, à l'étranger et en opérations extérieures (OPEX).

Responsable des achats pour la vie courante et le transport des forces ainsi que de l'exécution des dépenses relevant du soutien commun au profit des armées, le SCA est également compétent dans les différents domaines du soutien de l'homme : équipements individuels et collectifs, vivres opérationnels et alimentation à terre hors OPEX.

Le SCA réalise en outre le paiement de la solde et des frais de déplacement par l'intermédiaire d'une chaîne fonctionnelle dédiée.

Ce service est également en charge du pilotage fonctionnel de la fonction « restauration – hébergement - loisirs » avec pour objectif la modernisation et la rationalisation de la restauration dans les armées.

L'action du SCA s'inscrit dans une démarche dite de « bout en bout » (c'est-à-dire la mise en place d'une chaîne de soutien continue, de la conception à la fourniture des prestations) à l'ensemble des domaines de l'AGSC. Ceux-ci sont organisés selon une logique de fonctions (habillement, alimentation et restauration, hébergement, gestion de sites, condition du personnel, transport, solde, mobilité, achat de biens courants, conseil juridique, exécution financière) jusque dans les groupements de soutien de base de défense (GSBdD) rattachés hiérarchiquement au SCA depuis le 1^{er} septembre 2014.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2022, le SCA a achevé sa transformation dans le cadre du projet « SCA 22 » dont l'objectif principal est de renforcer le soutien de proximité délivré aux unités opérationnelles, notamment par la création, au sein de groupements de soutien de nouvelle génération (GS-NG), de pôles commissariats. Ces derniers assurent un soutien de proximité modernisé en s'appuyant sur des espaces d'accueil multiservices (espaces ATLAS - Accès en tout Temps et en tout Lieu Au Soutien). Parallèlement, le service a poursuivi sa rationalisation en mutualisant certaines fonctions support, notamment logistiques, dans des GSBdD « socles ».

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Dans ce contexte, l'année 2022 a été marquée par :

- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de concession à l'économat des armées (EdA) de restaurants actuellement exploités en régie. Cette stratégie concerne 72 restaurants sur la période 2020–2025, dont les 34 premiers sont concédés entre 2020 (9), 2021 (12) et 2022 (13) ;
- la finalisation du déploiement des espaces ATLAS en métropole avec un total de 196 guichets livrés en 2022 ;
- la poursuite du déploiement des espaces ATLAS outre-mer et à l'étranger, dont le déploiement a commencé en 2021 avec en cible l'ouverture d'une vingtaine d'ATLAS à l'horizon 2025. En 2022, 7 espaces ATLAS outre-mer ont ouvert ;
- le financement du wifi gratuit en enceinte militaire à l'outre-mer et à l'étranger dans le cadre du plan famille ;
- le déploiement du wifi gratuit au profit des bâtiments de la Marine nationale stationnés à quai dans leur port base qui n'a pu être réalisé en 2021 pour des raisons techniques ;
- la mise en œuvre de la loi ÉGALIM dans le domaine de la restauration ;
- la poursuite de la modernisation de la distribution par correspondance des effets d'habillement ;
- le lancement de la rénovation de la chaîne de production des rations de combat de l'ELOCA d'Angers ;
- la poursuite des efforts de formation du personnel pour accompagner la transformation mise en œuvre dans le cadre du projet « SCA 22 » ;
- la poursuite du soutien apporté à la mission intérieure Sentinelle.

Enfin, dans le prolongement du projet « SCA 22 », la mise en œuvre de la feuille de route SCA 2030 a débuté, elle place le service en capacité de rallier la vision stratégique à horizon 2030 du CEMA sur trois axes :

- un service du commissariat opérationnel et résilient ;
- un service du commissariat ancré au cœur des armées ;
- un service du commissariat préparant l'avenir.

DÉPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS), dont le contenu est développé ci-dessous.

En 2022, les dépenses de fonctionnement ont augmenté notablement par rapport à 2021 (+10 % en AE et +7 % en CP), majoritairement sur l'OS AOP, principalement en raison de la montée en puissance de la concession de restaurants et de la mise en œuvre de la loi ÉGALIM.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

| Niveau | Description | AE | | | |
|--------|--------------------------------------|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 5 658 742 | - | 5 351 961 | -306 781 |
| OB | Déplacements et transports | 43 024 554 | 18 000 | 42 054 406 | -988 148 |

| | | | | | |
|--------------|--------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| OB | Alimentation | 235 550 889 | 17 547 678 | 243 675 564 | -9 423 003 |
| Total | | 284 234 185 | 17 565 678 | 291 081 931 | -10 717 932 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|--------------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 5 547 786 | - | 4 725 720 | -822 066 |
| OB | Déplacements et transports | 42 180 935 | 18 000 | 40 934 130 | -1 264 805 |
| OB | Alimentation | 230 873 617 | 17 547 678 | 237 427 602 | -10 993 693 |
| Total | | 278 602 338 | 17 565 678 | 283 087 452 | -13 080 564 |

Les crédits de cette opération stratégique financent principalement l'alimentation régaliennne du personnel ayant-droit ainsi que le transport logistique (denrées et distribution par correspondance des effets d'habillement).

OB « Activité et entraînement des forces »

Cette OB, qui supporte les dépenses relatives aux compléments alimentaires et manifestations spécifiques, présente une sous-consommation de -0,8 M€ CP par rapport à la dotation en LFI, principalement liée au décalage de paiement des manifestations spécifiques de fin d'année.

OB « Déplacement et transports »

Cette OB, qui supporte les frais de déplacement du personnel du SCA en mission, la prise en charge directe (PCD) des dépenses d'alimentation du personnel des armées, directions et services en mission et le transport des colis dans le cadre de la distribution par correspondance des effets d'habillement, présente une sous-consommation de -1,0 M€ en AE et de -1,3 M€ en CP. Cet écart s'explique principalement par la diminution des dépenses de transport des matériels en raison de la ré-internalisation de l'acheminement des colis liés à la distribution par correspondance des effets d'habillement (-3,8 M€ en AE et -3,5 M€ en CP), compensée en partie par l'augmentation des frais de déplacement des personnels liée principalement à la reprise des missions après la crise sanitaire

OB « Alimentation »

Cette OB supporte l'ensemble des coûts d'alimentation du personnel ayant-droit, quel que soit le mode de restauration utilisé (restauration en régie, conventionnée, externalisée ou concédée).

La sous-consommation de -9,1 M€ en AE et de -11,0 M€ en CP, constatée sur l'OB alimentation, s'explique principalement par un changement des habitudes à la suite de la crise sanitaire (recours accru au télétravail ou à un moyen de restauration en substitution de l'alimentation collective).

FAS

| Niveau | Description | AE | | | |
|--------|--------------------------------------|------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Communication et relations publiques | 1 151 631 | - | 1 982 841 | 831 210 |
| OB | Prestations intellectuelles | 2 040 000 | - | 72 275 | -1 967 725 |
| OB | Fonctionnement | 65 348 526 | - | 89 852 968 | 24 504 442 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | courant | | | | |
|--------------|---|-------------------|---------------|-------------------|-------------------|
| OB | Soutien courant des structures | - | - | 53 | 53 |
| OB | Soutien des matériels communs | - | - | 7 905 | 7 905 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 3 722 698 | - | 3 138 807 | -583 891 |
| OB | Relations bilatérales et États-majors interalliés | 121 102 | 18 000 | 417 337 | 278 235 |
| OB | Mobilité des personnels | 1 236 920 | - | 2 105 074 | 868 154 |
| Total | | 73 620 877 | 18 000 | 97 577 261 | 23 938 384 |

| Niveau | Description | CP | | | |
|--------------|---|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Communication et relations publiques | 1 129 050 | - | 1 879 845 | 750 795 |
| OB | Prestations intellectuelles | 2 000 000 | - | 1 010 864 | -989 136 |
| OB | Fonctionnement courant | 77 761 883 | - | 85 372 241 | 7 610 358 |
| OB | Soutien courant des structures | - | - | 2 453 | 2 453 |
| OB | Soutien des matériels communs | - | - | 14 162 | 14 162 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 3 649 704 | - | 2 986 957 | -662 747 |
| OB | Relations bilatérales et États-majors interalliés | 118 727 | 18 000 | 423 718 | 286 991 |
| OB | Mobilité des personnels | 1 212 667 | - | 2 081 506 | 868 839 |
| Total | | 85 872 031 | 18 000 | 93 771 746 | 7 881 715 |

Cette opération stratégique finance la majeure partie des dépenses « métier » des organismes du SCA (direction centrale, centres interarmées du soutien, plateformes commissariat, organismes opérateurs et GSBdD), ainsi que certaines dépenses au profit des aumôniers militaires, hors entretien programmé du personnel (EPP). Elle supporte également la manœuvre de transformation du service du commissariat des armées, notamment l'aménagement des espaces ATLAS, de l'ELOCA de Châtres et des GS socles. Enfin, elle inclut les dépenses liées à la mise en œuvre de la mesure du plan famille relative au Wifi gratuit en enceintes militaires.

OB « Communication et relations publiques »

Cette OB a fait l'objet d'un dépassement de consommation de 0,8 M€ en AE et en CP, qui s'explique par des dépenses de communication sur la transformation du service supérieures aux prévisions (notamment pour le déploiement des nouveaux espaces ATLAS) ainsi que par une participation plus marquée du personnel à certaines actions de rayonnement en raison de la reprise des activités postérieure à la crise sanitaire.

OB « Prestations intellectuelles »

Dans le cadre de la politique de déflation du recours aux cabinets de conseil initiée en 2021, le SCA a poursuivi la réduction de ses commandes d'assistances à maîtrise d'ouvrage (AMOA) en 2022, générant ainsi une sous-consommation de -1,9 M€ en AE et de -1,0 M€ en CP sur l'OB « prestations intellectuelles ».

OB « Fonctionnement courant »

L'OB « fonctionnement courant » présente une surconsommation de 26,7 M€ en AE et de 7,6 M€ en CP.

Ces écarts s'expliquent principalement par :

- le report de 2021 à 2022 de l'engagement du wifi dédié aux bâtiments de la marine nationale stationnés au port base (13,8 M€) ;
- des dépenses en matière de transformation digitale et de modernisation de la chaîne logistique qui se sont avérées supérieures à celles programmées.

OB « Soutien courant des structures » et « soutien des matériels communs »

Ces OB ne sont pas dotées de ressources en LFI 2022, les consommations constatées résultent d'erreurs d'imputation et de l'écoulement du reste à payer en CP.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB présente une sous-consommation de -0,6 M€ en AE et de -0,7 M€ en CP par rapport à la programmation, s'expliquant principalement par la diminution du nombre de formations réalisées et par leur changement de format (plus souvent en e-learning) à la suite de la crise sanitaire.

OB « Relations bilatérales et États-majors interalliés »

Cette OB, qui supporte l'acquisition de véhicules au profit du réseau diplomatique de défense, présente une surconsommation de 0,3 M€ en AE et en CP s'expliquant par la réalisation de commandes supplémentaires rendues nécessaires par le vieillissement du parc.

OB « Mobilités des personnels »

Cette OB, qui supporte les frais de mutations pour la métropole, l'outre-mer et l'étranger présente une surconsommation de 0,9 M€ en AE et CP s'expliquant principalement par la revalorisation des plafonds de remboursement des frais de changement de résidence pour les mutations vers ou en provenance de l'outre-mer et de l'étranger, justifiée par une hausse importante des tarifs dans le contexte fortement inflationniste.

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATEGIQUE : EPP (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DU PERSONNEL)

1. DESCRIPTION

L'OS EPP recouvre les dépenses relatives à l'habillement du personnel militaire des armées, directions et services, au soutien de l'homme (vivres opérationnels et matériels de vie en campagne) ainsi qu'à l'acquisition et à la maintenance du matériel de restauration collective des cercles interarmées de base de défense et des centres de production alimentaires (CPA).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------------|------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|------------|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Soutien collectif | 38 878 404 | 324 747 | - | 75 018 362 | 35 815 211 | 39 341 572 | 324 747 | 57 901 707 | 18 235 388 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | | | | | | | | |
|--------------|--------------------------------------|--------------------|----------------|----------|--------------------|-------------------|--------------------|----------------|--------------------|-------------------|
| OB | Soutien individuel - Service courant | 66 157 300 | - | - | 89 624 198 | 23 466 898 | 64 860 098 | - | 88 878 270 | 24 018 172 |
| OB | Soutien individuel - Combat | 208 837 797 | 383 | - | 246 481 110 | 37 382 930 | 147 233 134 | 260 383 | 163 636 795 | 16 143 278 |
| OB | Matériel de restauration collective | 26 410 644 | - | - | 26 755 355 | 344 711 | 25 892 788 | - | 425 626 | -1 467 162 |
| Total | | 340 284 145 | 585 130 | - | 437 879 024 | 97 009 749 | 277 327 592 | 585 130 | 334 842 398 | 56 929 676 |

OB « Soutien collectif »

Cette OB présente un écart de +35,8 M€ en AE et de +18,2 M€ en CP qui se justifie principalement par :

- des surcoûts induits par les opérations extérieures, notamment ceux liés à la délivrance de vivres opérationnels au titre des OPEX et à la régénération des matériels de soutien de l'homme réformés à l'occasion du désengagement de l'opération Barkhane ;
- des surcoûts induits par les missions opérationnelles, notamment ceux liés à la délivrance de vivres opérationnels et à la mise à disposition de matériels de projection et de campement, ainsi que par les opérations de régénération suite aux cessions de vivres opérationnels à l'Ukraine ;
- des achats de composants de rations de combat supplémentaires pour 3,3 M€ en AE et en CP afin de maintenir la production de rations à un niveau élevé pour anticiper la fermeture pour travaux de l'ELOCA d'Angers fin 2022 et le soutien de l'exercice ORION au printemps 2023.

A noter que les différentes opérations de régénération ont généré des commandes en 2022, qui seront livrées et donc payées en 2023, ce qui explique le décalage entre les AE et les CP consommés.

OB « Soutien individuel - service courant »

Cette OB présente un écart de +23,5 M€ en AE et de +24,0 M€ en CP qui s'explique principalement par une augmentation des commandes d'effets identitaires d'armées et accessoires de service courant rendue nécessaire afin de prévenir les ruptures de stocks.

OB « Soutien individuel combattant »

L'OB « soutien individuel combattant » présente un écart de +37,4 M€ en AE et +16,1 M€ en CP lié principalement à des surcoûts induits par les distributions de paquetages et l'entretien des équipements balistiques pour les opérations extérieures, Sentinelle et les missions opérationnelles de renforcement du flanc est de l'OTAN, mais également par les importantes cessions habillement au profit de l'Ukraine ; ces cessions ont entraîné des commandes de remplacement qui n'ont pas donné lieu à des paiements en 2022, d'où le décalage entre le montant des AE et celui des CP remboursés en 2022.

OPÉRATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. DESCRIPTION**

L'OS EAC recouvre à titre principal les dépenses relatives à l'acquisition et à la maintenance des véhicules légers de la gamme commerciale (VLGC) destinés aux déplacements des unités et entités soutenues par les bases de défense. Elle comprend également les dépenses dédiées à l'achat et au maintien en condition opérationnelle du matériel de levage destiné aux ELOCA.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|-----|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|-----|--------------------------|--------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - |

| | | | | | | (4) - (1) - (2) | | | | (2) |
|--------------|---|-------------------|------------------|----------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| OB | Achat et entretien de véhicules spécialisés | 31 779 589 | 2 500 000 | - | 73 366 417 | 39 086 828 | 31 117 244 | 2 500 000 | 75 879 505 | 42 262 261 |
| OP | EAC - AFAT | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 31 779 589 | 2 500 000 | - | 73 366 417 | 39 086 828 | 31 117 244 | 2 500 000 | 75 879 505 | 42 262 261 |

OB « achat et entretien de véhicules spécialisés »

Cette OB présente une surconsommation de +39,1 M€ en AE et de +42,3 M€ en CP qui se justifie principalement par :

- des surcoûts liés à l'acquisition et la maintenance des véhicules utilisés dans le cadre de la mission Sentinelle (+4,4 M€ en AE et CP) ;
- la réception de recettes non fiscales liées à la cession de véhicules au domaine non programmées (+1,3 M€ en AE et CP) ;
- le transfert en début de gestion de 19,6 M€ en AE et CP en provenance du CICOs dans le cadre de l'entrée dans le périmètre budgétaire SCA des ressources liées aux acquisitions de poids lourds, des véhicules de transport en commun de personnes et des véhicules légers de la gamme commerciale en outre-mer et à l'étranger ;
- l'annulation d'une commande réalisée en 2021 de véhicules légers de la gamme commerciale à hauteur de 11,2 M€ qui avait fait l'objet du versement d'une avance et qui a été remplacée par de nouvelles commandes réalisées en 2022 ;
- un effort supplémentaire en matière d'acquisition de véhicules légers de la gamme commerciale afin de faire face au vieillissement du parc et de répondre aux impératifs de verdissement de la flotte.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Code | Niveau | Prévision LFI | Exécution | Écart Exécution / Prévision LFI |
|------------|-------------|---------------|------------|---------------------------------|
| 0178-05-85 | Sous-action | 20 668 808 | 21 692 022 | 1 023 214 |

Commentaires

L'écart sur les attributions de produits et fonds de concours perçus en gestion 2022 s'explique principalement par le surcroît de recettes réalisé sur les OB « achat et entretien de véhicules spécialisés » et « alimentation ».

SOUS-ACTION

05.89 – Infrastructure des soutiens

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'action 5 « Logistique et soutien interarmées » reçoit une partie des crédits dédiés à la maintenance lourde et à l'adaptation capacitaire des infrastructures des soutiens.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

DÉPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPÉRATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)****1. DESCRIPTION**

La sous-action 89 est destinée à financer les travaux d'infrastructure (construction et rénovation) d'organismes de soutien interarmées, d'une partie des bâtiments de la DGA, ainsi que l'infrastructure des bases de défense (BdD) à l'exclusion des dépenses d'entretien et des dépenses de maintien en condition des infrastructures des BdD transférées aux commandants de bases de défense).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|---|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart utilisation/prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écart Consommation/prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Réalisation des infrastructures bases de défense | 127 933 149 | - | - | 85 317 758 | -42 615 391 | 81 116 253 | - | 91 728 144 | 10 611 891 |
| OB | Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens | 21 472 220 | - | - | 23 430 297 | 1 958 077 | 19 317 843 | - | 13 192 914 | -6 124 929 |
| OB | Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire | - | - | - | -1 117 188 | -1 117 188 | 12 443 129 | - | 5 372 788 | -7 070 341 |
| OB | Maintien et soutien des sites | 16 335 657 | - | - | 16 480 561 | 144 904 | 16 995 742 | - | 8 982 419 | -8 013 323 |
| | Total | 165 741 026 | - | - | 124 111 428 | -41 629 598 | 129 872 967 | - | 119 276 264 | -10 596 703 |

OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense » : crédits d'investissements pour la réhabilitation ou l'amélioration des infrastructures des bases de défense, ainsi que les ressources visant à adapter les infrastructures des sites pétroliers hors infrastructures techniques du SEO et les installations de dépôts de munitions (ateliers et dépôts).

La sous-consommation en AE (-42,6 M€) s'explique principalement par un redéploiement interne de ressources au profit d'autres OS et un transfert au profit des BdD destiné à financer le volet 2 du plan « urgences infrastructures du quotidien » (4,5 M€).

La sur-consommation en CP (10,6 M€) s'explique par des paiements plus importants que prévus initialement. Certaines opérations ont généré des consommations supérieures comme la construction du dépôt de munitions à Abidjan (+4,0 M€), la construction d'une installation pétrolière spécifique de l'accueil MRTT à Évreux (+1,5 M€) ou encore la modernisation du dépôt de munitions du 4^e RMA à Miramas (+2,3 M€).

OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et de renseignement » : crédits d'investissement de modernisation des infrastructures liées aux systèmes de commandement, de renseignement et de communication des armées.

La principale opération engagée est la construction d'un bâtiment à usage tertiaire sur la Base aérienne 110 de Creil.

La sous-consommation en CP (-6,1 M€) s'explique par des consommations moins importantes que prévues sur les principales opérations : construction du bâtiment du COMCYBER à Rennes (5,6 M€) et construction du nouveau centre de surveillance de sécurité (GALILEO) à Saint-Germain-en-Laye (3,5 M€).

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire »

La sous-consommation en CP (-7,1 M€) s'explique principalement par un transfert de ressources afin de réaliser du maintien en condition (MeC) et des travaux d'adaptation mineure (TAM) au profit des BdD. Les principales opérations payées en 2022 sont l'adaptation des aires aéronautiques à Avord (1,9 M€) et la création d'un hangar de stockage à la Teste (1,0 M€).

OB « Maintien et valorisation du parc immobilier » : crédits d'investissement de maintenance et de mise aux normes environnementales des infrastructures de défense.

La sous-consommation en CP (-8,0 M€) s'explique principalement par un transfert de ressources afin de réaliser des MEC et des travaux d'adaptation mineure (TAM) au profit des BdD. Les principales opérations payées sont la réhabilitation du DTMPL du 2^e RPIMa de la Caserne Dupuis (La Réunion) (2,0 M€) et la refonte du système d'ouverture et de fermeture des portes du hangars EXOCET de l'entrepôt de munitions à Toulon (0,8 M€).

COÛTS SYNTHETIQUES

SYNTHESE ACTION 5

| Niveau | Description | AE | | | | | |
|--------|---|---------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|---------------------|-----------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 447 801 600 | 157 386 995 | - | - | 608 005 743 | 2 817 148 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 113 324 373 | 6 616 349 | - | - | 141 937 379 | 21 996 657 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 2 095 514 | - | - | - | 1 655 080 | -440 434 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 340 284 145 | 585 130 | - | - | 437 879 024 | 97 009 749 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 882 591 154 | 51 342 564 | - | - | 1 329 394 110 | 395 460 392 |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 336 995 141 | - | - | 14 044 123 | 278 339 272 | -58 655 869 |
| OS | Dissuasion (DIS) | - | - | - | - | - | - |
| | Total | 2 123 091 92 | 215 931 03 | - | 14 044 123 | 2 797 210 60 | 458 187 64 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | 7 | 8 | | 9 | 4 | |
|--------|---|----------------------|--------------------------|----------------------|------------------------------------|---|--|
| Niveau | Description | CP | | | | | |
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI | | |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 404 228 432 | 157 386 995 | 573 352 655 | 11 737 228 | | |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | 111 013 601 | 6 616 349 | 143 632 120 | 26 002 170 | | |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 2 054 425 | - | 652 825 | -1 401 600 | | |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 277 327 592 | 585 130 | 334 842 398 | 56 929 676 | | |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 956 907 598 | 51 342 564 | 1 223 867 394 | 215 617 232 | | |
| OS | Infrastructures de défense (INFRA) | 334 717 903 | - | 276 225 400 | -58 492 503 | | |
| OS | Dissuasion (DIS) | - | - | - | 0 | | |
| | Total | 2 086 249 551 | 215 931 038 | 2 552 572 792 | 250 392 203 | | |

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | Total |
|--------|---|---------|--------------------------------|----------|-----------|---------|--------|--------|---------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2021 | Eng 2022 | 2022 | 2023 | 2024 | >2024 | |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 90,94 | 605,19 | 565,82 | 130,11 | 0,00 | 0,20 | 696,12 |
| | | PLR | 126,49 | 608,01 | 573,35 | 92,67 | 29,31 | 39,16 | 734,50 |
| OS | Équipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 62,49 | 119,94 | 117,63 | 64,80 | 0,00 | 0,00 | 182,43 |
| | | PLR | 58,79 | 141,94 | 143,63 | 37,04 | 1,01 | 19,06 | 200,73 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 0,41 | 2,10 | 2,05 | 0,46 | 0,00 | 0,00 | 2,51 |
| | | PLR | 0,55 | 1,66 | 0,65 | 0,55 | 0,17 | 0,83 | 2,20 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | PLF | 210,63 | 340,87 | 277,91 | 273,59 | 0,00 | 0,00 | 551,50 |
| | | PLR | 225,71 | 437,88 | 334,84 | 207,13 | 28,77 | 92,85 | 663,59 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 1056,10 | 933,93 | 1023,86 | 710,20 | 157,11 | 98,87 | 1990,03 |
| | | PLR | 1096,17 | 1329,39 | 1223,87 | 539,67 | 198,83 | 463,19 | 2425,56 |
| OS | Infrastructures de Défense (INFRA) | PLF | 389,62 | 450,91 | 334,96 | 301,61 | 100,70 | 103,26 | 840,53 |
| | | PLR | 443,06 | 292,38 | 276,23 | 230,74 | 110,48 | 118,01 | 735,45 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | PLR | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total écarts | | 140,59 | 358,31 | 230,34 | -372,96 | 110,76 | 530,76 | 498,90 |

ACTION**06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures**

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | | 855 000 000 496 518 627 | 855 000 000 496 518 627 | | 855 000 000 499 578 392 | 855 000 000 499 578 392 |

Les crédits de cette action sont destinés à financer les dépenses supplémentaires liées aux opérations extérieures. Ces dépenses recouvrent notamment des coûts liés au transport stratégique, aux contrats d'externalisation, aux contributions budgétaires aux opérations militaires de l'UE et de l'OTAN, et aux surcoûts de fonctionnement.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 770 000 000 | 465 366 408 | 770 000 000 | 467 982 848 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 770 000 000 | 465 366 408 | 770 000 000 | 467 982 848 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 1 473 274 | | 1 916 599 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 1 314 995 | | 1 782 434 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 158 279 | | 134 165 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 85 000 000 | 29 678 945 | 85 000 000 | 29 678 945 |
| Transferts aux ménages | 35 000 000 | | 35 000 000 | |
| Transferts aux autres collectivités | 50 000 000 | 29 678 945 | 50 000 000 | 29 678 945 |
| Total | 855 000 000 | 496 518 627 | 855 000 000 | 499 578 392 |

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2022 a été marquée par la réorganisation du dispositif français en Afrique : désengagement du Mali et de Centrafrique et réorientation de l'engagement militaire français vers un appui aux partenaires locaux. Cette nouvelle donne stratégique s'est traduite par une réduction du format des forces projetées, notamment lors de leur redéploiement au Niger. Le redéploiement s'est accompagné d'une légère augmentation des surcoûts liés au transport stratégique et intra-théâtre et aux carburants.

Au Levant (opération Chammal), le niveau de dépense est porté par l'importance des surcoûts associés à l'entretien du matériel naval et aéronautique, qui dépendent de l'activité mais aussi d'inducteurs techniques.

Au Liban (opération Daman), l'engagement de la France au sein de la FINUL est stable mais avec une tendance à la hausse des surcoûts en raison de l'inflation constatée localement, et de l'effort consenti sur l'entretien du matériel terrestre.

Pour autant, la bande sahélo-saharienne reste la première des zones d'engagement des armées françaises : ce théâtre, à forte composante aéroterrestre, représente les deux tiers de l'effectif total déployé et du montant total des surcoûts OPEX en 2022 (967 M€ contre 940 M€ en 2021).

Traduisant l'engagement français dans le cadre d'une coalition de circonstance au Levant contre Daesh, l'opération Chammal, à dominante aéro-maritime, constitue le deuxième plus important engagement militaire en 2022, avec un surcoût total porté à 242,4 M€ (257,8 M€ en 2021) et un effectif moyen déployé de 1 140 hommes (1 091 en 2021).

L'opération Daman s'est caractérisée en 2022 par une hausse des coûts de l'entretien du matériel terrestre (système de veille radar). Le surcoût global s'établit à 75,7 M€ (62,9 M€ en 2021) pour un effectif moyen déployé de 730 hommes.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : OPEX

1. DESCRIPTION

Les crédits de paiement consommés pour cette OS s'élèvent à 515 M€. Ils correspondent aux dépenses d'imputation directe sur le BOP 0178-0062 « OPEX-MISSINT ». Le montant des surcoûts d'imputation directe pour l'année 2022 est en réalité de 500 M€, l'écart s'expliquant par des rétablissements de crédits liés à la mission TAKUBA.

OB « actions civilo-militaires »

Les actions civilo-militaires (ACM) sont des actions menées au profit de la population locale permettant l'intégration de la force française dans son environnement (2,3 M€ en 2022).

OB « externalisation »

Cette opération budgétaire concerne les prestations externalisées de soutien (gestion de camp, alimentation, hébergement, acheminement du courrier, prestations multiservices, etc.) assurées par des prestataires extérieurs, pour 112,1 M€ en 2022.

OB « soutien aux forces »

Les crédits de cette opération budgétaire (163,0 M€ en 2022) servent à couvrir notamment les dépenses d'alimentation, de fonctionnement courant, de déplacement, de location immobilière, de condition du personnel en opération, d'habillement et de soutien de l'homme et de soutien au stationnement.

OB « soutien aux opérations »

Cette opération budgétaire concerne les dépenses de carburants opérationnels pour les matériels terrestres et les avions affrétés déployés en OPEX, de munitions et d'entretien programmé des matériels aéroterrestres, aériens et navals. En 2022, elle s'est élevée à 59,3 M€.

OB « subventions »

Les subventions désignent les contributions versées par le ministère des armées aux budgets communs des opérations militaires de l'UE et de l'OTAN auxquelles participe la France. Elles s'élèvent en 2022 à 29,6 M€.

OB « télécommunications »

Cette OB (26,6 M€ en 2022) regroupe les crédits alloués à l'acquisition de matériel SIC destiné aux opérations extérieures ainsi qu'aux télécommunications, permettant notamment de financer la location de bandes passantes pour la mise en œuvre des drones et les communications satellitaires sur les théâtres.

OB « transports »

Cette OB (122,2 M€ en 2022) ne rend compte que des surcoûts liés à l'externalisation des transports. Elle ne rend pas compte des coûts liés à l'utilisation des moyens patrimoniaux, portés par d'autres OB.

Le transport regroupe, d'une part, le transport stratégique et d'autre part, le transport intra-théâtre, réalisés dans le cadre de marchés de transports maritimes, aériens et routiers.

Le transport stratégique se décompose en une phase de projection aérienne ou maritime depuis la métropole, puis une phase d'acheminement terrestre vers les zones d'intervention.

Les phases de projection, d'entretien des flux logistiques et de désengagement sont réalisées par une combinaison entre :

- la voie maritime affrétée ;
- l'affrètement de gros porteurs ;
- des transports terrestres (voie routière et, de plus en plus, voie ferrée), notamment s'agissant des pré et post acheminements.

Les flux de soutien des OPEX en phase stabilisée (flux d'entretien) sont assurés majoritairement par la voie maritime et par la voie aérienne pour les besoins urgents. La logistique de certains matériels opérationnels, compte tenu de leur criticité et de leur maintien en condition opérationnelle imposent par ailleurs des délais de transport très courts.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|---------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation / prévisions |
| | | -1 | -2 | -3 | (4) = (3) - (1) - (2) | -1 | -2 | -3 | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Actions civilo-militaires | 1 500 000 | - | 2 952 867 | 1 452 867 | 1 500 000 | - | 2 327 011 | 827 011 |
| OB | Externalisation | 110 000 000 | - | 111 682 745 | 1 682 745 | 110 000 000 | - | 112 149 196 | 2 149 196 |
| OB | Soutien aux forces | 195 000 000 | - | 162 636 389 | -32 363 611 | 195 000 000 | - | 162 959 434 | -32 040 566 |
| OB | Soutien aux opérations | 308 500 000 | - | 59 286 983 | -249 213 017 | 308 500 000 | - | 59 286 983 | -249 213 017 |
| OB | Subventions | 50 000 000 | 35 000 000 | 29 623 267 | -55 376 733 | 50 000 000 | 35 000 000 | 29 623 267 | -55 376 733 |
| OB | Télécommunications | 35 000 000 | - | 24 932 157 | -10 067 843 | 35 000 000 | - | 26 554 082 | -8 445 918 |
| OB | Transport | 120 000 000 | - | 124 416 579 | 4 416 579 | 120 000 000 | - | 122 219 609 | 2 219 609 |
| | Total | 820 000 000 | 35 000 000 | 515 530 985 | -339 469 015 | 820 000 000 | 35 000 000 | 515 119 580 | -339 880 420 |

BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES LIÉES AUX OPEX EN 2022 (PÉRIMÈTRE HORS TITRE 2)

| Armée / service | Imputation des surcoûts OPEX | Ressources (en M€) | Dépenses (en M€) |
|-----------------|--|--------------------|------------------|
| EMA | Action 6 – Surcoûts liés aux OPEX | 855,0 | 515,1 |
| EMA/EOI | Action 1-10 - Emploi des forces | - | 0,6 |
| DIRISI | Action 1-14 - Systèmes d'information et de communication | - | 0,01 |
| Armée de terre | Action 2 – Préparation des forces terrestres | - | 252,2 |
| Marine | Action 3 – Préparation des forces | - | 116,6 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | | |
|-----------------------------|--|--------------|----------------|
| | navales | | |
| Armée de l'air | Action 4 – Préparation des forces aériennes | - | 245,6 |
| Service de santé des armées | Action 5 – logistique et soutien interarmées | - | 5,8 |
| Soutien des Forces | Action 5 – logistique et soutien interarmées | - | 45,3 |
| Total | | 855,0 | 1 181,3 |

Les surcoûts OPEX sont détaillés, par armée ou service et type de dépense, dans les tableaux suivants.

En CP :

| Type de dépense par OB | Imputation | Consommation |
|------------------------|------------|----------------|
| DIRISI | Action 1 | 10 800 |
| EOI | Action 1 | 629 000 |
| Total | | 639 800 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------------|
| EPM TERRESTRE | Action 2 | 119 861 362 |
| EPM Aéronautique | Action 2 | 121 771 698 |
| Carburant | Action 2 | 4 079 322 |
| AOP | Action 2 | 1 924 442 |
| Munitions | Action 2 | 4 371 008 |
| EAC | Action 2 | 200 000 |
| Total | | 252 207 832 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------------|
| EPM Aéronautique | Action 3 | 5 846 028 |
| EPM TERRESTRE | Action 3 | 156 246 |
| EPM naval | Action 3 | 82 142 783 |
| Carburant | Action 3 | 24 931 503 |
| Munitions | Action 3 | 1 738 729 |
| EAC | Action 3 | 224 235 |
| AOP | Action 3 | 1 434 267 |
| FAS | Action 3 | 117 160 |
| Total | | 116 590 951 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------------|
| EPM Terrestre | Action 4 | 2 254 031 |
| EPM Aéronautique | Action 4 | 166 838 079 |
| Carburant | Action 4 | 72 904 570 |
| Munitions | Action 4 | 2 868 355 |
| AOP | Action 4 | 712 313 |
| Total | | 245 577 348 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------|
| EPP | Action 5 | 45 186 182 |

| | | |
|--------------|----------|-------------------|
| FAS | Action 5 | 4 490 514 |
| FAS | Action 5 | 150 000 |
| EAC | Action 5 | 213 000 |
| AOP | Action 5 | 1 087 122 |
| Total | | 51 126 818 |

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Code | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|-------------|---------------|---------|--------------|--|
| Sous-action | 35 000 000 | 0178-06 | 37 186 214 | 2 186 214 |

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 6

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | OPEX | 820 000 000 | 35 000 000 | - | 515 530 985 | -339 469 015 | 820 000 000 | 35 000 000 | 515 119 580 | -339 880 420 |

ÉCHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | | |
|---------------------|-------------|---------|--------------------------------|----------------|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2021 | Eng 2022 | 2022 | 2023 | 2024 | >2024 | Total | |
| OS | OPEX | PLF | 12,49 | 855,00 | 855,00 | 12,49 | - | - | - | 867,49 |
| | | PLR | 15,96 | 515,53 | 515,12 | 16,37 | - | - | - | 531,49 |
| Total écarts | | | 3,47 | -339,47 | -339,88 | 3,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -336,00 |

ACTION

07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i> | | | | | | |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | 30 000 000 20 595 163 | 30 000 000 20 595 163 | | 30 000 000 21 851 368 | 30 000 000 21 851 368 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 30 000 000 | 20 595 163 | 30 000 000 | 21 851 368 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 30 000 000 | 20 595 163 | 30 000 000 | 21 851 368 |
| Total | 30 000 000 | 20 595 163 | 30 000 000 | 21 851 368 |

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Le dispositif opérationnel permanent de l'opération Sentinelle a été ajusté tout au long de l'année 2022 autour du niveau socle de 3 000 hommes, pour s'adapter au niveau de la menace, notamment au cours de la période estivale et des fêtes de fin d'année.

L'opération Résilience a été mise en sommeil en juillet 2022. Elle avait été créée en mars 2020 pour appuyer les autorités civiles face à la crise COVID 19 sur le territoire national.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : OPINT**1. DESCRIPTION**

Le périmètre retenu pour la prise en charge en imputation directe sur le BOP 0178-0062 se limite aux missions faisant l'objet d'un financement en surcoût OPINT (provision et couverture complémentaire le cas échéant). En 2022, cela concerne donc les opérations Sentinelle et Résilience.

OB « soutien aux forces »

Cette OB (21,84 M€) porte les dépenses d'alimentation, de déplacement du personnel et de fonctionnement courant.

OB « télécommunications »

Cette OB a porté en 2022 des dépenses pour un montant de 0,05 M€.

2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|--------|--------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------------|--------------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------------------------|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagemen ts hors TF | Écart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Écarts Consommation/ prévisions |
| OB | Soutien aux forces | 29 500 000 | | 22 366 312 | 7 133 687 | 29 500 000 | | 21 835 940 | 7 664 059 |
| OB | Télécommunications | 500 000 | | 47 883 | 452 116 | 500 000 | | 54 368 | 445 631 |
| | Total | 30 000 000 | - | 22 414 195 | 7 585 804 | 30 000 000 | - | 21 890 308 | 8 109 691 |

BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES LIÉES AUX OPINT EN 2022 (PÉRIMÈTRE HORS TITRE 2)

| Armée / Service | Imputations des surcoûts MISSINT | Ressources (en M€) | Dépenses (en M€) |
|-----------------|--|--------------------|------------------|
| EMA | Action 7 – Surcoûts liés aux MISSINT | 30,00 | 21,89 |
| DIRISI | Action 1–14 – Systèmes d'information et de communication | - | 0,20 |
| Armée de terre | Action 2 – Préparation des forces terrestres | - | 13,06 |
| Marine | Action 3 – Préparation des forces navales | - | - |
| Armée de l'air | Action 4 – Préparation des forces aériennes | - | 0,50 |
| SOUTIEN | Action 5 – logistique et soutien interarmées | - | 17,99 |
| S.S.A | Action 5-80 – Fonction santé | - | -0,30 |
| Total | | 30,00 | 53,34 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|-------------------|
| Soutien aux forces | Action 7 | 21 835 940 |
| Soutien aux opérations | Action 7 | 54 368 |
| Total | | 21 890 308 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|-------------|----------------|
| EAC | Action 1-10 | 204 000 |
| EAC | Action 1-14 | - |
| Total | | 204 000 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|-------------------|
| EPM TERRESTRE | Action 2 | 701 385 |
| EPM Aéronautique | Action 2 | - |
| EAC | Action 2 | - |
| AOP | Action 2 | 12 361 899 |
| Total | | 13 063 284 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|----------------|
| EPM Aéronautique | Action 4 | 222 733 |
| AOP | Action 4 | 281 400 |
| FAS | Action 4 | - |
| Total | | 504 133 |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|-------------------------------------|------------|--------------|
| EPP | Action 5 | 2 574 614 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

| | | |
|--------------|----------|-------------------|
| EAC | Action 5 | 4 448 207 |
| FAS | Action 5 | 11 891 244 |
| AOP | Action 5 | -928 697 |
| Total | | 17 985 367 |

| | | |
|-------------------------------------|-------------|-----------------|
| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
| AOP | Action 5-80 | -303 553 |
| Total | | -303 553 |

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 7

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|--------|-------------|---------------|--------------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Écart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Écart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | MISSINT | 30 000 000 | - | - | 22 414 195 | -7 585 805 | 30 000 000 | - | 21 890 308 | -8 109 692 |

ÉCHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---------------------|-------------|---------|--------------------------------|--------------|--------------|-------------|----------|----------|--------------|
| | | | Eng restant à payer à fin 2021 | Eng 2022 | 2022 | 2023 | 2024 | >2024 | Total |
| OS | MISSINT | PLF | 0,89 | 30,00 | 30,00 | 0,89 | - | - | 30,89 |
| | | PLR | 2,87 | 22,41 | 21,89 | 3,39 | - | - | 25,28 |
| Total écarts | | | 1,98 | -7,59 | -8,11 | 2,50 | - | - | -5,61 |

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Ecole de l'air et de l'espace (P178) | 26 233 965 | 26 233 965 | 26 769 018 | 26 769 018 | 26 511 696 | 26 511 696 |
| Subventions pour charges de service public | 25 924 442 | 25 924 442 | 26 459 495 | 26 459 495 | 26 214 554 | 26 214 554 |
| Dotations en fonds propres | 309 523 | 309 523 | 309 523 | 309 523 | 297 142 | 297 142 |
| Ecole navale (P178) | 34 677 571 | 34 677 571 | 33 796 186 | 33 796 186 | 33 358 808 | 33 358 808 |
| Subventions pour charges de service public | 33 431 854 | 33 431 854 | 32 551 186 | 32 551 186 | 32 163 608 | 32 163 608 |
| Dotations en fonds propres | 1 245 717 | 1 245 717 | 1 245 000 | 1 245 000 | 1 195 200 | 1 195 200 |
| CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172) | 150 000 | 150 000 | | | 150 000 | 150 000 |
| Transferts | 150 000 | 150 000 | | | 150 000 | 150 000 |
| IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172) | 4 646 100 | 4 646 100 | | | | |
| Transferts | 4 646 100 | 4 646 100 | | | | |
| Total | 65 707 636 | 65 707 636 | 60 565 204 | 60 565 204 | 60 020 504 | 60 020 504 |
| Total des subventions pour charges de service public | 59 356 296 | 59 356 296 | 59 010 681 | 59 010 681 | 58 378 162 | 58 378 162 |
| Total des dotations en fonds propres | 1 555 240 | 1 555 240 | 1 554 523 | 1 554 523 | 1 492 342 | 1 492 342 |
| Total des transferts | 4 796 100 | 4 796 100 | | | 150 000 | 150 000 |

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|-------------------------------|--|-----------------------------------|--------------|------------------------|----------------|--|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| Ecole de l'air et de l'espace | 2 | 260 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| | 3 | 278 | 8 | 0 | 0 | 0 |
| | 2 | 269 | 7 | 0 | 0 | 0 |
| Ecole navale | 10 | 353 | 22 | 0 | 4 | 0 |
| | 10 | 361 | 40 | 0 | 4 | 0 |
| | 7 | 349 | 22 | 0 | 6 | 0 |
| Total | 12 | 613 | 25 | 0 | 4 | 0 |
| | 13 | 639 | 48 | 0 | 4 | 0 |
| | 9 | 618 | 29 | 0 | 6 | 0 |

* Les emplois sous plafond 2022 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|-------------------|---------------------|
| Emplois sous plafond 2022 * | 639 | 618 |

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|------------------|--------------------|
| Schéma d'emplois 2022 en ETP | 0 | -3 |

La non réalisation du schéma d'emplois est essentiellement imputable aux délais de recrutement de personnel contractuel.

Cette difficulté affecte plus particulièrement l'École navale l'écart constaté étant de – 7 ETP.

Concernant l'École de l'air et de l'espace malgré un schéma d'emplois nul en 2022 le solde en fin d'année est positif (+3.5 ETP).

Opérateurs

OPÉRATEUR

Ecole de l'air et de l'espace

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'École de l'air et de l'espace (EAE) réunit l'ensemble des parcours de formation initiale des officiers de l'armée de l'air et de l'espace. L'EAE est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, constitué sous la forme d'un grand établissement (EPSCP-GE) au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation (article R. 3411-119 du code de la défense), sous tutelle du ministère des armées. Ce statut lui permet de s'intégrer pleinement dans l'enseignement supérieur et de collaborer d'égal à égal avec tous les établissements de l'enseignement supérieur.

École de commandement, l'EAE dispense à tous les futurs officiers une formation militaire d'excellence en prise directe avec le milieu opérationnel. L'établissement forme, en outre, les futurs experts du milieu aérospatial, en s'appuyant sur un enseignement pratique et théorique de haut niveau, adossé à un pôle recherche en plein essor. L'École offre la possibilité de suivre une formation individualisée et valorisée grâce à une prise en compte des diplômes, des compétences et de l'expérience déjà détenus.

Les travaux relatifs à l'élaboration du premier contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'établissement ont été conduits et approuvés lors du conseil d'administration (CA) de novembre 2021. Ce projet ambitieux permettra à l'École de poursuivre l'élargissement de son offre de formation, tout en sanctuarisant l'essentiel de la formation des officiers aviateurs.

L'année 2022 est la quatrième année budgétaire et comptable de l'École de l'air en tant qu'établissement public et troisième en tant qu'opérateur de l'état. La programmation budgétaire a été construite au travers des missions transférées lors de la constitution initiale et affinée des données de gestion relevées depuis 2019.

Sur le plan des investissements, l'EAE reste sur une politique volontariste de soutien fort à la préparation physique du combattant. Les principaux projets réalisés en 2022 sont les suivants :

- création d'une aire multisport en sable qui comprend également une zone de crossfit, éclairée par des lampadaires solaires pour une utilisation en soirée ;
- exécution des travaux d'extension du parcours sportif ;
- création d'un mur d'escalade ;
- installation d'un MOUV ROCK (banc de musculation en plein air).

La dynamique de remise en l'état des outils d'enseignement initiée en 2020 se poursuit et la réalisation des projets du plan pluriannuel d'investissements 2022 a été en partie réalisée.

Le mastère spécialisé « Defsis » vient étoffer l'offre de formation de l'EAE, en partenariat avec l'IEP d'Aix-en-Provence.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Opérateurs

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | | | | | 5 | 5 |
| Transferts | | | | | 5 | 5 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 664 | 44 | | | 293 | 97 |
| Transferts | 664 | 44 | | | 293 | 97 |
| P178 – Préparation et emploi des forces | 26 234 | 26 234 | 26 769 | 26 769 | 26 512 | 26 512 |
| Subventions pour charges de service public | 25 924 | 25 924 | 26 459 | 26 459 | 26 215 | 26 215 |
| Dotations en fonds propres | 310 | 310 | 310 | 310 | 297 | 297 |
| P231 – Vie étudiante | 3 | 3 | | | 2 | 2 |
| Transferts | 3 | 3 | | | 2 | 2 |
| P359 – Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 | 121 | | | | | 121 |
| Subventions pour charges de service public | 121 | | | | | 121 |
| Total | 27 021 | 26 281 | 26 769 | 26 769 | 26 812 | 26 736 |

Sur le volet recettes, la principale source de financement des dépenses de personnel et des dépenses de fonctionnement reste la subvention pour charges de service public (SCSP) pour 26,2 M€ et, pour l'investissement, la subvention pour charges d'investissement (SCI) pour 297 k€.

La différence entre les AE et CP prévus en LFI et ceux réalisés constitue les mises en réserve. Leur non-levée en fin d'année 2022 n'a pas eu de conséquence sur la soutenabilité budgétaire de l'École.

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 23 500 | 22 819 | Subventions de l'État | 26 215 | 26 215 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 9 327 | | – subventions pour charges de service public | 26 215 | 26 215 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 3 881 | 3 951 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | | 316 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 602 | 586 | Revenus d'activité et autres produits | 1 205 | 1 114 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 602 | 586 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | | |
| Total des charges | 27 381 | 26 770 | Total des produits | 27 419 | 27 645 |
| Résultat : bénéfice | 38 | 875 | Résultat : perte | | |
| Total : équilibre du CR | 27 419 | 27 645 | Total : équilibre du CR | 27 419 | 27 645 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | Capacité d'autofinancement | 640 | 1 461 |
| Investissements | 1 257 | 951 | Financement de l'actif par l'État | 297 | 297 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 256 | |
| | | | Autres ressources | 121 | |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 1 257 | 951 | Total des ressources | 1 315 | 1 758 |
| Augmentation du fonds de roulement | 58 | 808 | Diminution du fonds de roulement | | |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 7 973 | 7 126 | 9 035 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Opérateurs

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2022 | | Compte financier 2022 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 23 500 | 23 500 | 22 952 | 22 952 |
| Fonctionnement | 3 279 | 3 279 | 3 146 | 3 097 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 1 257 | 1 257 | 881 | 932 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 28 036 | 28 036 | 26 979 | 26 981 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 9 327 | 9 327 | 0 | 0 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 27 419 | 27 328 |
| Subvention pour charges de service public | 26 215 | 26 215 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 0 | 0 |
| Recettes propres | 1 205 | 1 113 |
| Recettes fléchées | 675 | 716 |
| Financements de l'État fléchés | 297 | 297 |
| Autres financements publics fléchés | 256 | 341 |
| Recettes propres fléchées | 121 | 77 |
| Total des recettes (C) | 28 094 | 28 043 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B) | 58 | 1 062 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C) | 0 | 0 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|----------------|--------------------|----------------|--------------|--------------|----------|----------------|--------------|---------------|---------------|
| | Budget initial | Compte financier * | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 1. Formation académique | 4 730 | | 157 | 157 | 0 | 0 | 90 | 90 | 4 976 | 4 976 |
| | 4 756 | | 143 | 143 | 0 | 0 | 13 | 23 | 4 912 | 4 921 |
| 2. Formation militaire, aéronautique et aérospatiale | 6 010 | | 1 395 | 1 395 | 0 | 0 | 599 | 599 | 8 004 | 8 004 |
| | 5 951 | | 1 321 | 1 362 | 0 | 0 | 251 | 474 | 7 523 | 7 787 |
| 3. Recherche | 4 510 | | 236 | 236 | 0 | 0 | 225 | 225 | 4 971 | 4 971 |
| | 4 532 | | 270 | 248 | 0 | 0 | 307 | 183 | 5 109 | 4 962 |
| 4. Rayonnement et partenariat | 3 200 | | 464 | 464 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 664 | 3 664 |
| | 3 107 | | 327 | 306 | 0 | 0 | 0 | 4 | 3 434 | 3 417 |
| 5. Soutien | 5 050 | | 1 027 | 1 027 | 0 | 0 | 343 | 343 | 6 420 | 6 420 |
| | 4 607 | | 1 084 | 1 038 | 0 | 0 | 309 | 249 | 6 000 | 5 894 |
| Total | 23 500 | | 3 279 | 3 279 | 0 | 0 | 1 257 | 1 257 | 28 036 | 28 036 |
| | 22 952 | | 3 146 | 3 097 | 0 | 0 | 881 | 932 | 26 979 | 26 981 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 0 | 0 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 0 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 0 | 0 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 58 | 1 062 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 58 | 1 062 |
| Total des besoins | 58 | 1 062 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 58 | 1 062 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 0 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 0 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 58 | 1 062 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des financements | 58 | 1 062 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2021 (1) | Prévision 2022 (2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 263 | 286 | 276 |
| – sous plafond | 260 | 278 | 269 |
| – hors plafond | 3 | 8 | 7 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 2 | 3 | 2 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | 2 | 3 | 2 |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

OPÉRATEUR

Ecole navale

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

En charge de la formation initiale des officiers de Marine et des marins des spécialités nautiques, l'École navale (EN) dispose du statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) depuis le 1^{er} janvier 2017.

Le budget initial s'est construit autour d'une stratégie budgétaire de réduction de la trésorerie, conduisant également à un prélèvement dans les réserves. La réduction de la SCSP (-868 k€) et la hausse prévisionnelle de la masse salariale avait conduit à des arbitrages de début de gestion. Ces mesures ont pu être progressivement levées au cours de l'année, grâce au dégagement de marges de masse salariale, en raison d'une amélioration du processus de prévision. L'impact des mesures a ainsi été diminué et le niveau du budget de fonctionnement a été retrouvé. Si le niveau de trésorerie final est de 9,7 M€, il est pénalisé par le décalage imprévu de plusieurs opérations sur le début de l'année 2023 (1,2 M€ environ).

Le compte financier permet de constater un résultat comptable positif, contrairement aux prévisions des budgets successifs. Ce résultat positif est à souligner car il ne mettra pas en difficulté l'établissement, qui ne peut avoir un résultat comptable déficitaire deux années consécutives. Ce résultat, ainsi que la capacité d'autofinancement de l'École, permettront de soutenir sa politique d'investissement.

L'année 2022 a connu la mise en service de la Médiathèque et le démarrage des travaux du Learning Lab. Un bateau taxi a été acquis, afin de continuer à développer la politique d'attractivité de l'école, entamée en 2021 par l'ouverture d'une antenne à Brest et la mise en service d'une ligne de car reliant Daoulas à l'école.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2021 | | Prévision LFI 2022 | | Réalisation 2022 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | | | | | 6 | 6 |
| Transferts | | | | | 6 | 6 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 356 | | | | 387 | 71 |
| Transferts | 356 | | | | 387 | 71 |
| P178 – Préparation et emploi des forces | 34 678 | 34 678 | 33 796 | 33 796 | 33 359 | 33 359 |
| Subventions pour charges de service public | 33 432 | 33 432 | 32 551 | 32 551 | 32 164 | 32 164 |
| Dotations en fonds propres | 1 246 | 1 246 | 1 245 | 1 245 | 1 195 | 1 195 |
| Total | 35 034 | 34 678 | 33 796 | 33 796 | 33 752 | 33 436 |

L'écart en CP entre les prévisions LFI et la réalisation 2022 provient essentiellement d'une non-levée de la réserve de précaution de l'École Navale, ce qui a diminué les ressources de l'établissement, sans conséquence sur la satisfaction de ses besoins compte tenu de son niveau de trésorerie.

COMPTE FINANCIER 2022

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 28 706 | 26 922 | Subventions de l'État | 32 163 | 32 164 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 10 178 | 9 708 | – subventions pour charges de service public | 32 163 | 32 164 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 7 121 | 7 643 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | 62 | 62 | Autres subventions | 786 | 974 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 935 | 1 178 | Revenus d'activité et autres produits | 2 158 | 2 070 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 935 | 1 130 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | 6 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | 48 | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | 245 |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 623 | 628 |
| Total des charges | 35 890 | 34 628 | Total des produits | 35 107 | 35 208 |
| Résultat : bénéfice | | 580 | Résultat : perte | 783 | |
| Total : équilibre du CR | 35 890 | 35 208 | Total : équilibre du CR | 35 890 | 35 208 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 471 | | Capacité d'autofinancement | | 879 |
| Investissements | 2 878 | 3 267 | Financement de l'actif par l'État | 1 199 | 1 201 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 44 | 94 |
| | | | Autres ressources | | 245 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 3 349 | 3 267 | Total des ressources | 1 242 | 2 420 |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 2 107 | 847 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 10 511 | 5 859 | 9 750 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 Opérateurs

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2022 | | Compte financier 2022 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel (yc enveloppe recherche) | 28 706 | 28 706 | 26 907 | 26 907 |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche) | 5 953 | 6 229 | 6 728 | 6 621 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement (yc enveloppe recherche) | 3 189 | 2 878 | 2 275 | 3 280 |
| Dont enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Personnel enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Fonctionnement enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Investissement enveloppe recherche | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 37 848 | 37 813 | 35 911 | 36 809 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 10 214 | 10 214 | 9 709 | 9 709 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 34 705 | 35 109 |
| Subvention pour charges de service public | 32 164 | 32 164 |
| Autres financements de l'État | 935 | 935 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 9 | 25 |
| Recettes propres | 1 598 | 1 985 |
| Recettes fléchées | 622 | 896 |
| Financements de l'État fléchés | 260 | 399 |
| Autres financements publics fléchés | 62 | 73 |
| Recettes propres fléchées | 300 | 424 |
| Total des recettes (C) | 35 327 | 36 005 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B) | 0 | 0 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C) | 2 486 | 804 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|-----------|----------------|-------|--------------|----|----------------|-------|---------------|---------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| 01. Délivrer des formations en lien avec les besoins de la Marine | 23 205 | 1 666 | 1 746 | 0 | 0 | 946 | 1 041 | 25 817 | 25 992 |
| | 21 660 | 1 843 | 1 850 | 0 | 0 | 760 | 1 079 | 24 263 | 24 589 |
| 02. Développer une recherche de qualité | 432 | 223 | 224 | 0 | 0 | 687 | 911 | 1 343 | 1 568 |
| | 404 | 351 | 228 | 0 | 0 | 325 | 1 022 | 1 079 | 1 653 |
| 03. Développer les partenariats et devenir un pôle d'excellence maritime reconnu | 288 | 67 | 123 | 0 | 0 | 6 | 6 | 361 | 417 |
| | 269 | 110 | 161 | 0 | 0 | 12 | 20 | 392 | 450 |
| 04. Assurer des actions de communication permettant le rayonnement de l'École | 1 009 | 218 | 218 | 0 | 0 | 5 | 5 | 1 232 | 1 232 |
| | 942 | 327 | 287 | 0 | 0 | 87 | 60 | 1 355 | 1 289 |
| 05. Assurer et fiabiliser | 3 772 | 3 779 | 3 918 | 0 | 0 | 1 545 | 915 | 9 095 | 8 604 |

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|---------------|----------------|--------------|--------------|----------|----------------|--------------|---------------|---------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| <i>Budget initial Compte financier *</i> | | | | | | | | | |
| le soutien de l'EPSCSP pour optimiser l'adaptation des moyens aux missions | 3 633 | 4 097 | 4 095 | 0 | 0 | 1 091 | 1 100 | 8 821 | 8 828 |
| Total | 28 706 | 5 953 | 6 229 | 0 | 0 | 3 189 | 2 878 | 37 848 | 37 813 |
| | 26 907 | 6 728 | 6 621 | 0 | 0 | 2 275 | 3 280 | 35 911 | 36 809 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 2 486 | 804 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 22 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 9 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 2 486 | 835 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des besoins | 2 486 | 835 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 37 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 38 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 0 | 74 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 2 486 | 761 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 261 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 2 486 | 500 |
| Total des financements | 2 486 | 835 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2021 (1) | Prévision 2022 (2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 375 | 401 | 371 |
| – sous plafond | 353 | 361 | 349 |
| – hors plafond | 22 | 40 | 22 |

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Opérateurs

| | Réalisation 2021 (1) | Prévision 2022 (2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | 4 | 4 | 6 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 10 | 10 | 7 |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | 10 | 10 | 7 |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

Le taux de réalisation des effectifs sous plafond est de 96,7 % par rapport aux prévisions 2022.

Le schéma d'emploi de l'École réalisé est de -7 ETP pour l'année 2022, en raison de l'importance des délais de recrutement et des aléas liés aux affectations du personnel militaire par la tutelle marine, conduisant à de la vacance temporaire de poste.